7e Année, N° 116 - 5 Avril 1931

Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

UNE REPONSE DE ROMAIN ROLLAND A GASTON RIOU

" Europe, élargis-toi, ou meurs ! "

par ROMAIN ROLLAND

LA RÉVOLUTION, LOI DE LA VIE

par R. LOUZON

Aristocratie ouvrière ou prolétariat

par H. BAYARD

L'autobiographie de James Guillaume

Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

LV. Le débat sur l'Unité au Comité National de la C. G. T.

LVI. Quelques réflexions de Zyromski.

LVII. Une réponse de A. Juin.

LVIII. Réponse de H. Fulconis à Loriot.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :

54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)

(Permanence de 5 à 7 tous les soirs)

Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. BARAT, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE

Une grande grève ratée. — La « manœuvre » de l'Unité. — A propos de deux réponses ..... P. MONATTE

PARMI NOS LETTRES

La campagne pour l'Unité Syndicale. — Le cinquantenaire de l'Ecole Laïque. — Une erreur de Trotsky. — Où en est le Syndicat National des Instituteurs? — Chez les résiniers des Landes. — Le chômage dans les tissages des Vosges. — Le mouvement ouvrier à Barcelone. — Le front unique Brüning-Social-démocratie. — L'expérience Macdonald.

« EUROPE, ELARGIS-TOI, OU MEURS ! » ..... ROMAIN ROLLAND

LA REVOLUTION, LOI DE LA VIE . R. LOUZON

ARISTOCRATIE OUVRIERE OU PROLETARIAT ..... H. BAYARD

UNE VIE DE MILITANT : L'AUTOBIOGRAPHIE DE JAMES GUILLAUME.

A TRAVERS LES LIVRES

Victor Margueritte : La Patrie humaine A. RICHARD

...MAIS LA VOILA, L'ENQUETE SUR L'UNITE SYNDICALE :

LV. Le débat sur l'Unité au Comité national de la C.G.T. — LVI. Quelques réflexions de Zyromski. — LVII. Une réponse de A. Juin. — LVIII. Réponse de H. Fulconis à Loriot.

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — Le C. C. N. et la crise économique. — Déclarations de Kléber Legay au Congrès de Lens. — Un emprunt fasciste. — Un an d'activité du Comité des quatre pays. — Les ouvriers hindous et le mouvement nationaliste. — La grande industrie allemande et la Russie.

ENTRE NOUS

Souscriptions de mars. — Abonnements de soutien.

LE CARNET DU SAUVAGE

Une grande grève ratée

Avons-nous failli avoir une grève générale des mineurs?

Il l'a bien semblé, à un moment. Mais l'occasion a été perdue. A l'heure où j'écris — mercredi 1er — on assiste aux convulsions d'une grève ratée. Le Gard, la Loire, bassins qui marchent toujours, ont mal pris leur élan, et les organisations unitaires elles-mêmes ont décidé la rentrée. Dans le bassin du Nord, par contre, — qu'il ne faut pas confondre avec celui du Pas-de-Calais — il y aurait eu deux fois plus de grévistes le mardi 31 que le lundi 30. Le mouvement du Nord peut-il s'intensifier et gagner les bassins voisins d'Anzin et du Pas-de-Calais? Autrefois, il était courant que la grève, partie d'un coin, gagnât l'ensemble. Généralement, le feu prenait à Dourges, et en deux ou trois jours il embrasait tout le bassin houiller. Mais, il n'en peut plus être ainsi maintenant, paraît-il.

Les mineurs auront accepté la diminution des salaires; ils auront capitulé sans combattre; ils n'auront pas élevé la digue contre la diminution générale des salaires. On voyait bien cette corporation massive se mettant en travers de la volonté patronale, forçant le Comité des houillères à remiser sa diminution et donnant du même coup une bonne leçon à l'ensemble du patronat. Il n'en aura rien été. Rechercher pourquoi n'est pas sans intérêt.

*Dernièrement, un collaborateur de l'*Information *remarquait que « les contrats collectifs de travail, qui sont la règle générale dans l'industrie allemande, ont facilité la pression exercée sur les salaires ». Les conventions des mineurs français ont-elles aussi facilité la pression exercée sur leurs salaires? C'est possible, mais ce n'est pas certain. Je penserais plutôt que l'existence de ces conventions a permis de mesurer la pression patronale. Dans la plupart des corporations, les salaires baissent à la faveur de la crise et du chômage, mais, faute de contrats, faute de tarifs établis, rien n'enregistre cette baisse, rien que le niveau de vie de l'ouvrier atteint. Le contrat n'est donc pas la cause de la baisse, il n'est en l'occurrence qu'un moyen plus visible de la constater.*

Notons encore que la pression patronale ne se traduit pas seulement par la baisse des salaires. C'est un des résultats, mais ce n'est pas le seul. Les mineurs se plaignent âprement qu'on leur impose un travail de plus en plus dur, de plus en plus meurtrier. Ce n'est pas sans raison que les explosions de grisou, qui étaient devenues extrêmement rares, se reproduisent fréquemment depuis deux ou trois ans, et par tous pays. C'est un autre résultat de la pression patronale. Il en est d'autres encore. C'est contre toutes les formes de cette pression de plus en plus lourde, de cette oppression morale et matérielle, que les mineurs sentent le besoin de réagir.

En se refusant à toute diminution de salaires, ils entendaient réagir en bloc contre la surexploitation dont ils sont victimes. De là l'erreur des calculateurs réformistes qui oublient de tenir compte de facteurs non chiffrables mais essentiels. Même non récupérés, les salaires perdus du fait de la grève n'auraient pas été sacrifiés en vain si les conditions de travail au fond de la mine étaient redevenues moins dures.

Les stupido-communistes nous reprochent de penser qu'on ne doit pas lutter en période de crise. Nous avons dit sans doute que la lutte est plus difficile en une pareille période. N'est-ce pas une constatation de bon sens? Nous pensons aussi que le patronat guette de tels moments et que la classe ouvrière doit être plus vigilante que jamais, et qu'elle doit rassembler ses forces, toutes ses forces pour une résistance acharnée. Vigilante, elle doit l'être doublement. Pour veiller à l'agression probable comme pour ne pas se laisser pousser à un traquenard.

Et lorsque le malheur veut qu'il y ait plusieurs organisations syndicales, la nécessité commande qu'elles réalisent le front unique. Non pas celui qui tendait à plumer la volaille ou à remplumer une organisation, mais le véritable front unique, le front unique loyal, le front unique réalisé contre le patronat, application certaine de la formule classe contre classe, et qui, loin d'entretenir la scission, travaillerait certainement à la réparer.

La corporation minière vient de laisser passer une occasion de résister au patronat, faute d'avoir réalisé le front unique, de l'avoir imposé à ses organisations. Ce n'est pas assez que de vouloir l'action, il faut vouloir les conditions qui la rendent possible. Tant que ces conditions ne seront pas réunies, on reculera devant le patronat. On a reculé aujourd'hui, on reculera demain.

Un fait qui a pu passer inaperçu permet cependant d'espérer qu'on ne reculera pas toujours. L'initiative de l'appel à l'action est venue cette fois des dirigeants de la Fédération confédérée du sous-sol. Mais comme leurs devanciers, il y a trente ans, il y a vingt ans, ils se sont heurtés à la volonté de ne rien faire des dirigeants syndicaux du Pas-de-Calais. Encore une fois, Fédération contre Pas-de-Calais. Basly a beau n'être plus là, son esprit demeure, réincarné en Maës et en ses lieutenants. L'esprit trade-unioniste, dont on distingue mieux, à la lumière de cet exemple, ce qui le différencie du syndicalisme.

Mais dans le Pas-de-Calais et le Nord, comme ailleurs, le syndicalisme gagne du terrain. Ces deux congrès de Lens des mineurs confédérés, où Kléber Legay a exprimé la pensée d'une bonne partie, sinon d'une majorité de délégués, en témoignent. Un moment viendra où le Pas-de-Calais ne jouera plus son rôle traditionnel de frein. Etait-il possible, à Legay et à ses camarades, de faire sauter ce frein? Non, probablement, puisqu'ils ne l'ont pu faire. C'est déjà quelque chose qu'ils l'aient tenté — et qu'ils aient failli le réussir.

Ils n'y ont guère été aidés par les dirigeants unitaires annonçant le dimanche matin une grève de protestation de vingt-quatre heures pour revenir le soir à la grève illimitée. Ceux-ci font d'autant plus de bruit qu'ils ont besoin de masquer leur faiblesse. De loin, de Moscou, on peut s'y tromper. Mais pas de près. On ne sert pas utilement une corporation, en ayant surtout en vue les brillants communiqués à faire, ses minoritaires à étrangler. Dans leur dernière campagne de meetings contre le chômage, les orateurs de la C.G.T.U. ne trouvèrent rien de mieux que de donner à manger du minoritaire aux chômeurs éberlués. Dans ces préparatifs de grève minière, on pouvait se demander si dans la Loire, par exemple, la grève était dirigée contre les

Compagnies minières ou contre Arnaud, le secrétaire du syndicat unitaire. C'est ainsi qu'on rate les revanches d'octobre, les 25 février et toutes les fameuses Journées. On gaspille ses forces, on dégoûte ses propres militants, on étale son impuissance.

Les dirigeants de la C.G.T.U. ont voulu se réserver l'honneur de conduire les mineurs à la grève générale. Ils n'ont pas vu que le seul moyen de donner confiance aux mineurs, c'était de proposer le front unique, le front unique d'organisations, et qu'ainsi, facilitant l'effort des éléments confédérés partisans de l'action, l'appel commun à la grève serait entendu. Mais ils ne veulent pas plus du front unique que de l'unité syndicale.

Voilà comment on sabote les luttes ouvrières; on rend impossible la grande bataille qui pouvait élever la digue contre les diminutions de salaires non seulement pour les mineurs, mais pour toutes les corporations. Pour reprendre une formule de leur vocabulaire, voilà comment on sert objectivement le patronat. M. de Peyerimhoff peut être content. Maës aussi. Mais pas les mineurs.

La "manœuvre" de l'Unité

C'est ainsi que le dernier Comité national de la C.G.T. a appelé la campagne pour l'unité.

Que ce C.C.N. ait été obligé d'ouvrir par là ses travaux, c'est la preuve que si le manifeste des 22 n'a pas été pris au tragique dans les milieux confédérés, comme s'en est réjoui Raoul Lenoir, il a été pris au sérieux, ce qui nous suffit.

Nous n'avions pas l'illusion que ce C.C.N. montrerait quelque sympathie pour notre campagne. Nous savons de quoi il est formé : de secrétaires de Fédérations et d'Unions, hauts fonctionnaires syndicaux qui ne savent plus s'ils sont là à titre de représentants de leurs organisations ou bien à titre d'évêques ou d'archevêques dépendant du Vatican confédéral, d'un Vatican non moins infaillible que celui de Rome. Comment voulez-vous qu'il se lève là-dedans un partisan du point de vue des 22! Même s'il y en avait quelques-uns ils auraient peur de le dire. Il y a maintenant ce qu'on pense et ce qu'on a le droit de dire. Il y a aussi ce qu'il ne faut pas se risquer à dire de crainte d'être mal vu, houspillé, malmené. Le C.C.N. sera le dernier carré des opposants à l'unité. Il a fallu du courage à Vardelle, le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Haute-Vienne, pour tenir le langage qu'il a tenu.

Vardelle ne se range pas parmi les partisans du manifeste des 22. Il se contente d'être pour l'unité un franc-tireur. A son avis, la C.G.T. ne pourra jamais voler proprement; il lui manque une aile, la gauche. Il veut travailler à la lui redonner. Comment? Il ne s'est pas encore expliqué de manière précise sur ce point, mais il ne paraît pas exclure le congrès de fusion. Il comprend que le grignotage ne peut donner cette aile gauche à la C.G.T. D'ailleurs, il ne fait que tirer la juste conclusion de ce qu'il voit dans son Union. Seule l'unité peut à Limoges, où les industries dominantes sont la chaussure et la céramique, redonner aux syndicats la force qu'ils possédaient jadis. Les plus forts syndicats de ces corporations maîtresses sont dans l'autonomie et n'en sortiront qu'à la faveur d'un grand courant d'unité; de même pour les éléments actifs qui sont chez les unitaires. La position prise par Vardelle, au C.C.N., s'explique tout à fait; mais l'exemple de la Haute-Vienne n'est pas isolé. C'est ce que n'auront pas manqué de se dire beaucoup de délégués d'Unions, et même de Fédérations.

Ils n'ont pas été nombreux à intervenir dans la discussion. Faites le compte : Vardelle, Vivier, Jeannin, Joly du côté des Unions; Savoie et Capocci du côté des Fédérations; de chaque côté, deux adversaires farouches de l'unité. Que pensaient les autres délégués? Tout en paraissant approuver ne trahissaient-ils pas une certaine réserve et du malaise?

Jouhaux a si bien senti cette réserve et ce malaise que la moutarde lui est montée au nez, qu'il s'est fâché sans raison apparente. Lui qui affectait depuis le début de la campagne des 22 un grand esprit de conciliation, il a laissé tomber son masque de conciliateur. C'est son genre, à Jouhaux, de jouer les hommes qui planent au-dessus des querelles mesquines. Mais après avoir excité ses Morel et ses Capocci. Car les Capocci ne disent que ce que le chef a déjà dit lui-même en particulier et ordonné de dire. Ce que le secrétaire fédéral des Employés a eu la bonté d'écrire sur Dumoulin et sur moi, c'est ce que l'on colportait depuis des mois.

Ce n'était ni bien nouveau à mon sujet, ni difficile à réfuter en ce qui concerne Dumoulin. Dans l'ombre, cela peut faire du mal; au grand jour, c'est inoffensif.

Il y a beau temps que je m'entends traiter de poche de fiel, et j'y suis habitué. Capocci n'a trouvé qu'une chose nouvelle; je ne serais plus une unique poche de fiel; à moi seul j'en serais plusieurs. Je ne puis croire que Dumoulin en soit une autre. Capocci n'a pas pu penser à m'enlever ce monopole du fiel. Et ma foi, je veux bien continuer à accepter ce monopole. Vous ne trouvez pas qu'il faut en effet avoir du fiel pour ne m'être pas résigné à la scission en décembre 1921, pour avoir rêvé depuis à la reconstitution de l'unité syndicale, et pour y travailler encore au bout de dix ans de scission! Il fallait évidemment que j'en aie du fiel en 1914, pour être demeuré internationaliste, pour n'avoir pas marché dans l'union sacrée, pour n'avoir pas piétiné toutes nos conceptions syndicalistes révolutionnaires de la veille. Il m'en fallait sûrement, du fiel! Et de fameuses poches!

Ceux qui croient qu'une atmosphère de démocratie syndicale règne à la C.G.T. ne feront pas mal de réfléchir aux petites saloperies que disent et font en service commandé tous les petits domestiques de Jouhaux, qu'ils sont prêts à dire et à faire contre n'importe quel militant de la C.G.T. qui se déclarera pour l'unité. Je suis étonné que Digat n'ait pas eu son bouquet. Lorsqu'ils ne croiront plus possible de le détacher des 22, il n'y coupera pas. Que Vardelle ne s'imagine pas y couper en marchant à part. Déjà, paraît-il, après son intervention au C.C.N., il était regardé en pestiféré, comme le seront tous les militants qui oseront se déclarer fermement pour l'unité. Ils cesseront d'être des hommes sincères et de bonne foi.

Les hommes sincères et de bonne foi, selon Raoul Lenoir, ce sont ceux qui pensent une chose et disent le contraire, qui ne veulent à aucun prix de l'unité et qui, la main sur le cœur, jurent que nul ne la désire plus ardemment. Jusqu'au moment où il n'est plus possible de finasser et de mentir, et où l'on parle alors d'abcès à crever, de redressement à opérer. Quel autre redressement Jouhaux envisage-t-il, que celui de la C.G.T. revenant à ses principes fondamentaux et retrouvant sa capacité de lutte? De quels abcès peut-il bien vouloir

parler? En tout cas, un abcès ça s'ouvre, et sans attendre.

Quelqu'un à ce C.C.N. s'est étonné que Dumoulin ait évoqué la mémoire de Merrheim et Bourderon, et qu'il ait osé dire qu'ils avaient été dupés tous les trois en 1918. Merrheim le dirait-il? C'est possible. Mais c'est certain pour Bourderon. Il y a une signature qui manque aux 22; c'est la sienne; il l'aurait apposée sans hésitation, avec joie, avec fierté.

Encore une fois où nous devons dire que c'est bien dommage que le père Bourderon ne soit plus là.

A propos de deux réponses

Je me proposais de répondre un peu longuement à l'article de Bayard et à celui de Juin qu'on va lire dans ce numéro. Mais va te faire fiche! Je n'en ai ni le temps ni la place.

Cependant je veux dire à ceux qui pourraient s'étonner que nous ayons accueilli ces réponses que nous ne nous croyons pas le droit, ici, de refuser l'expression d'aucun point de vue. Nous ne nous demandons pas ce que ces camarades feraient à notre place.

Nous n'avons pas peur non plus que nos conceptions sortent affaiblies de cette confrontation.

Quand Bayard malmène cette pauvre aristocratie ouvrière, je me demande quelle idée il se fait d'un ouvrier qualifié, d'un ouvrier de métier, quelle vie il imagine qu'il mène. Même un ouvrier qualifié ne peut vivre d'une vie normale, saine, humaine, à l'abri de l'inquiétude du lendemain. Que vient-on lui reprocher de ne se battre que pour le poulet ou pour les truffes! C'est lui, au contraire, qui fait le mieux respecter la classe ouvrière à l'atelier, non par orgueil aristocratique, mais par sentiment de sa valeur de travail. Dans les luttes, il n'est pas le dernier et sans lui elles sont bien risquées. Bayard rappelle la Commune. S'il est un exemple qui se retourne contre sa thèse c'est bien celui-là. Quelqu'un, Lefrançais je crois, a dressé une statistique par corporations des morts de la Commune. Ce qui m'en avait frappé c'était la proportion formidable d'ouvriers de métiers qualifiés, de mécaniciens, de mouleurs, etc. Le premier problème pour quiconque croit qu'il existe des classes, ce n'est pas de dresser les morceaux d'une même classe les uns contre les autres, mais de les rapprocher et de les souder ensemble. Le syndicalisme, en rapprochant et soudant dans le syndicat, dans la lutte, ouvriers qualifiés et non qualifiés est plus effectivement socialiste, marxiste, communiste, que tous les théoriciens socialistes, marxistes, communistes de droite et de gauche qui, par esprit de secte, travaillent contre le rassemblement de classe.

Juin se pose en incompris et en victime. Il exagère. Il annonce une brochure. Je la lirai. Je pense que j'y trouverai plus de choses solides que dans ce que j'ai lu de son intervention à la conférence de la minorité de la C.G.T.U. ou dans sa réponse d'aujourd'hui. Je le mets en garde contre le péché d'ignorance. Il veut révéler aux autres des choses qu'il vient à peine d'apprendre. C'est ainsi qu'il croit révéler à Loriot ce que Lénine a écrit sur lui. Si Juin connaissait, si mal que ce soit, l'effort de la minorité de guerre, il saurait que Loriot, que nous tous nous savons cela; il s'épargnerait de donner un tel témoignage d'ignorance et de suffisance.

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

La campagne pour l'Unité syndicale

Nous avons reçu un certain nombre de lettres; moins, beaucoup moins que nous n'espérions. Pourtant, s'il est un point sur lequel nos abonnés devraient avoir à cœur de nous donner leur avis, c'est bien celui de savoir ce que doit faire la *R. P.* pour appuyer le plus utilement possible la campagne pour l'unité.

De même pour l'inventaire, département par département, de la situation syndicale après dix ans de scission, nous trouvons que ça vient bien lentement; nous avons reçu des renseignements pour le Jura et la Charente, et l'on nous a fait des promesses pour le Doubs, la Saône-et-Loire, la Loire, le Var. Mais que font nos camarades de plus de 80 départements?

Deux lettres sur l'historique de la scission : la première, que voici, d'un jeune qui réclame cette étude :

J'attire votre attention sur la proposition qu'a faite un camarade pour une étude sur l'historique de la scission.

Ce camarade a raison, et, en plus de la raison qu'il donne, qui à elle seule vaudrait la publication, en voici une autre.

N'oubliez pas en effet que pour beaucoup de jeunes — et je suis un de ceux-là — la vie militante n'a commencé qu'en 1919-20.

Trop jeunes dans le mouvement, nous n'avons pas prêté à cette époque l'attention nécessaire sur ce fait capital qui a eu depuis une si grosse importance sur la destinée de la classe ouvrière.

L'autre émane d'un... moins jeune, qui se demande si un tel historique ne travaillera pas contre l'unité :

Un historique précis et complet de la scission? Est-ce bien le moment de l'écrire? Au début de 1922, Monatte avait promis de l'écrire. S'il l'avait fait, cela aurait rendu de grands services. Mais près de dix ans ont passé. L'écrire aujourd'hui, n'est-ce pas rouvrir une plaie que nous voulons au contraire fermer et guérir?

Faut-il? Ne faut-il pas? Dépêchez-vous de nous le dire. Nous pencherions assez pour l'historique, avec la pensée que loin de desservir la cause de l'unité, il la servirait.

Des remarques assez diverses nous ont été faites sur l'Enquête et la manière de suivre mois par mois le mouvement en faveur de l'unité.

D'un camarade d'Alger :

Des camarades estiment que la R. P. a tort de donner dans « La voilà l'Enquête... » trop d'articles contre l'unité. C'est susceptible d'influencer dans le mauvais sens. Notamment l'article de Loriot aurait, paraît-il, joué un rôle néfaste auprès de certains. Pour moi, je trouve simplement que ça risque de devenir barbe. Ce qu'on ne trouve pas intéressant à lire dans le Peuple, on ne le trouvera pas plus intéressant parce que ce sera reproduit dans la R. P.

D'une camarade du Cantal :

Il vaudrait mieux ne mettre sous les yeux des lecteurs que les documents essentiels et donner à la suite une critique générale, une sorte de vue d'ensemble du point de vue qu'on défend à la R. P. C'est à force de taper sur un clou...!

D'autre part, je verrais avec plaisir que vous reveniez en insistant sur cette idée que le mouvement d'unité déclenché par les 22 n'écarte nullement les communistes et que la charte d'Amiens ne les exclut pas davantage.

Dans une réunion que nous organisons pour l'unité, nos camarades communistes doivent, paraît-il, nous prouver par A + B qu'ils sont en vertu de je ne sais « quel article du Code »! évincés de la partie qui se joue pour l'unité syndicale. Et le plus fort c'est que des cen-

tristes de la Fédération de l'Enseignement — qui ne sont point communistes — de ceux qui ont simplement suivi les leaders qui, eux, le sont restés communistes — croient dur comme fer que c'est exact, et ils proclament qu'ils ne veulent pas d'une unité qui est faite contre quelqu'un. Impossible de leur faire entendre que ce sont précisément les communistes qui s'en écartent d'eux-mêmes tout en prétendant en être écartés! Quelle confusion! (voulue par quelques-uns).

Et la série interminable de documents que vous donnez tels quels *contribuerait vraisemblablement à l'entretenir, sans le vouloir. Il faut changer de méthode...*

D'un camarade du Finistère :

Je crois qu'il n'est pas utile à la R. P. *de publier les documents en entier. D'abord ils sont vieux quand la* R. P. *les donne, et puis bien souvent on les a lus déjà.*

Il faudrait, je pense, ne donner que des fragments qui peuvent servir les camarades dans leur propagande pour l'unité — et je crois les remarques que tu as publiées dans le dernier numéro très justes.

D'un camarade de la Charente :

Je conçois que le Cri *doive être une tribune libre, mais ne crois-tu pas que la* R. P. *devrait à côté représenter le courant syndicaliste révolutionnaire dans sa « pureté » (sans tendre au trop fameux monolithisme). La place impartie actuellement à l'Enquête serait plus utilement occupée par des études sur la scission, sur le rôle des partis politiques dans cette affaire, sur la malfaisance du « parti » quel qu'il soit, etc., bref un aperçu de notre position sur le rôle du syndicalisme.*

Si nous avons donné de longs textes en entier, on doit comprendre que c'est pour qu'on ne puisse pas dire que nous avons déformé ces textes. Mais cela prend, en effet, beaucoup de place, et ce n'est pas toujours folâtre.

L'important, à notre avis, c'est de consigner exactement les points de vue relatifs à l'unité; nous pensons que nos lecteurs sont capables de se débrouiller tout seuls au milieu de ces divers points de vue; nous serions désolés qu'ils ne fissent pas effort pour s'y débrouiller. Pas d'opinion toute mâchée. Pas de chemin tout tracé. Forge ton opinion. Cherche ton chemin. Ceux qui chercheront sincèrement le chemin de l'unité, non seulement viendront sur le nôtre — nous avons bien cherché et n'en avons pas trouvé d'autre — mais ils seront vaccinés contre le découragement et prêts à un effort soutenu.

Mais ce n'est pas l'endroit de discuter ces questions au fond. Bornons-nous à dire que nous tâcherons de manger le moins de place avec les documents, afin d'en donner un peu plus à nos commentaires du mois et aux rappels historiques.

***

Le cinquantenaire de l'Ecole laïque

Une suggestion de Giauffret :

La République célèbrera en juin le cinquantenaire de l'Ecole laïque avec le concours de la Ligue de l'Enseignement et du Syndicat National (!). Evidemment parade pré-électorale pour 1932.

Les communistes crachent sur l'Ecole laïque sans habileté et, en particulier, prétendent qu'elle ne peut être améliorée dans le régime actuel.

Je pense que la R. P. *de juin devra contenir une étude copieuse sur l'Ecole laïque.*

a) *Ecole laïque progrès sur l'école confessionnelle...*

b) *La faillite du laïcisme : l'Ecole dite laïque demeurant une école de classe...*

c) *L'effort des maîtres syndicalistes pour soustraire l'Ecole laïque à l'emprise de ses maîtres.*

Tout naturellement, Monatte, vous allez me dire : Faites. Bâcler un article c'est toujours possible; faire une étude consciencieuse, je ne puis absolument pas à cette heure. Retournez-vous vers d'autres (Richard, Jacquet, et en particulier le dénommé Ballereau, de l'Indre, qui se retire de plus en plus dans son trou)... Peut-être même au lieu qu'un seul camarade se charge de la besogne serait-il plus facile et plus syndicaliste *que ce camarade adresse un questionnaire à un certain nombre de camarades et serve de rapporteur : le travail collectif devrait s'imposer...*

L'idée d'un travail collectif serait bonne. Il aurait même été utile d'appeler d'autres que des instituteurs à y participer. Les travailleurs usagers de l'école, les anciens écoliers que nous sommes tous, et les parents des écoliers d'aujourd'hui devraient bien consigner leurs réflexions, souvent assez amères. Mais il ne peut être question d'attendre les résultats d'une enquête de ce genre pour préparer l'étude sur le cinquantenaire de l'Ecole. Si nous attendions, l'étude arriverait comme les carabiniers d'Offenbach.

Nous avions déjà demandé cette étude à Reynier. Il n'a pu s'en charger, tous ses loisirs étant pris par la préparation d'une réédition de son bouquin sur le Vivarais. Mais dans son coin Richard avait pensé à la faire. Nous la donnerons donc à temps.

Quant à l'idée du questionnaire, elle pourrait être retenue pour après l'article, ainsi que nous l'écrit un camarade : « Il vaudrait en effet la peine d'aborder un sujet sur lequel nous échangeons beaucoup d'aperçus sans jamais l'aborder carrément : *ce que doit être une culture prolétarienne.* La *R. P.* pourrait réunir là-dessus un dossier instructif. Trop de nos camarades sont encore si éblouis par la culture bourgeoise qu'il conviendrait de les éclairer. La critiquer ne suffit d'ailleurs pas. Il faudrait rechercher aussi quelle pourrait être la base d'une vraie culture révolutionnaire et provoquer des remarques là-dessus dans le « Parmi nos lettres » pour commencer, à l'aide d'un questionnaire auquel vous pourriez réfléchir, ainsi que d'autres camarades. »

***

Une erreur de Trotsky

D'un camarade, qui a milité à l'étranger puis en France dans le mouvement communiste :

Nous avons été servis avec le numéro de février. L'engueulade de Trotsky à Monatte sent la poudre, la révolution au coin de la rue. On comprend une discussion de cette véhémence à l'approche de la prise du pouvoir. Dans des circonstances pareilles, un tel langage s'expliquerait.

Ce moment, Trotsky le sent-il proche? A le lire, on le croirait.

Seulement, comme nous sommes en France et non en Russie; comme les conditions politiques sont quelque peu différentes de celles de la Russie, d'avant et d'après la Révolution; comme la Révolution est loin d'être imminente en France, l'article de Trotsky, le ton de cet article surtout, nous semble déplacé et même ridicule.

S'il s'imagine gagner la sympathie des masses en France en écrivant de pareils articles, il se trompe grandement. Les circonstances nous permettent encore de discuter librement, amicalement, sans recourir aux épithètes de traîtres, d'ennemis, d'espions, d'alliés de la bourgeoisie. Nous en avons largement soupé depuis notre séjour dans le parti communiste. Nous en avons assez de cette phobie qui découvre derrière chaque miette de pain un contre-révolutionnaire. Et nous sommes surpris que Trotsky emploie les mêmes méthodes que ceux qui l'ont exilé de Russie.

***

Où en est le Syndicat National des Instituteurs?

L'un des plus anciens militants syndicalistes de l'Enseignement a envoyé à Monatte les remarques suivantes sur la maturité syndicale du S. N. :

J'aurais voulu t'écrire à propos de ton article sur le S.N. et la Fédération de l'Enseignement, mais le temps! Je n'ai pas autant que toi confiance dans les destinées du S.N.

Il a un gros point faible : la majorité de ses adhérents ne sont pas syndicalistes et le lâcheront s'il se

montre jamais un peu ferme vis-à-vis du gouvernement. C'est du moins mon impression.

Le rôle de la minorité du Syndicat National et celui de la majorité de la Fédération ne me paraissent donc pas terminés. Que nous réserve demain? Il est bien difficile de le pronostiquer.

***

Chez les résiniers des Landes

Un camarades des Landes à qui nous avions demandé comment se présentait l'agitation chez les résiniers nous écrit :

Quant aux métayers des Landes, je parle surtout des résiniers qui se remuaient, je crois qu'ils seront roulés une fois de plus.

La Fédération des Gemmeurs, assistée des parlementaires, a formulé des revendications plus modérées que celles du Conseil Paysan, une sorte de tarif mobile du partage de la résine selon les cours. Le Conseil Paysan demandait au contraire les deux tiers. Emoussée une première fois par la Fédération des Gemmeurs, la volonté de revendication des résiniers risque d'être finalement brisée par les propriétaires et industriels de la forêt, groupés en un Syndicat régional puissant depuis la crise, qui se refusent sur un ton sans appel à toute amélioration du partage.

Ils parlent en même temps de restreindre la production, d'améliorer les méthodes de gemmage et prêchent aux résiniers l'économie et le « retour à la terre », c'est-à-dire une plus grande attention à la culture qu'ils délaissaient de plus en plus depuis la hausse des cours de la résine.

Il est question de remplacer peu à peu la main-d'œuvre étrangère pour occuper (dans les scieries) les gemmeurs pendant la morte-saison, et leur faire prendre patience. Ces opérations montreront la vanité des promesses électorales de Bouyssou et consorts et des prudences de Désarménien. Elles seront une leçon coûteuse, car il est à craindre que nulle action ne soit entreprise.

Voilà le mois d'avril qui approche, avec la première amasse, et, hors quelques réunions du Conseil Paysan, presque rien ne bouge. Ce sera une dure déception, et il est probable que l'émigration amorcée des résiniers ne fera que s'accuser.

***

Le chômage dans les tissages des Vosges

D'un camarade des Vosges :

Le chômage continue, affectant particulièrement les petites entreprises. Un tissage a fermé à Saint-Anne. Il est question d'en fermer un à Bussang. Aux Charbonniers, on fait 40 heures et les allocations pour charges de famille sont réduites de moitié (pas d'indemnité pour les heures perdues). A la Goutte du Rieux, c'est 30 heures seulement que l'on fait. Etc., etc.

La situation varie beaucoup d'une usine à l'autre. Les grosses, en général, chôment peu et indemnisent.

***

Le mouvement ouvrier à Barcelone

Un abonné d'Alger nous fait tenir les renseignements suivants sur la renaissance du mouvement ouvrier en Espagne :

Un camarade espagnol, catalan plus exactement, nous a dit, ces jours derniers, au cours d'une causerie, des choses fort intéressantes sur le mouvement ouvrier à Barcelone. Certaines tout à fait contraires à ce que je croyais.

Je croyais que le mouvement de la Fédération régionale ouvrière avait été très affaibli. Or, malgré tous les assassinats de militants, malgré les « pistoleros » du syndicat libre, malgré la dictature : 1° il est impossible de travailler plus d'une matinée à Barcelone si on n'est pas syndiqué; 2° les huit heures sont scrupuleusement respectées; nulle part la moindre heure supplémentaire.

Pour un syndicat anarcho-syndicaliste, tu avoueras que c'est pas mal. Je ne pense pas qu'il y ait une seule autre ville au monde où cela soit.

Je me suis fait confirmer qu'il n'y avait aucun permanent, aucun fonctionnaire appointé.

La Fédération est, en réalité, au moins en ce qui concerne une ville, un syndicat unique avec, par métiers, de simples sections. Autant que j'ai pu comprendre, une corporation, pour commencer un mouvement, a besoin de l'autorisation de la Fédération, c'est-à-dire de l'ensemble des corporations, mais elle est soutenue par cet ensemble au moyen d'une cotisation quotidienne supplémntaire qui est prélevée sur chaque syndiqué, quelle que soit sa corporation, tant que dure le mouvement.

J'ai appris aussi que la « Federacion Regional Obrera » avait des organisations importantes ailleurs qu'à Barcelone : Valence, Asturies, Bilbao et même aussi Madrid. Elle fait d'ailleurs bon ménage avec l'Union des travailleurs, l'organisation syndicale socialiste, avec laquelle elle réalise très souvent le front unique.

***

Le front unique Brüning-Social-démocratie

A propos de la lettre d'Allemagne du dernier numéro, et particulièrement du passage où Bertholet approuve le soutien du chancelier Brüning par les socialdémocrates de peur d'amener Hitler au pouvoir, nous avons reçu les remarques suivantes :

Cette admiration devant le front unique Brüning-Socialdémocratie me paraît excessive et très grave. Se jeter dans les bras du patronat par peur de quelques excités, ce n'est vraiment pas brillant.

D'ailleurs, ce front unique contre nature continue sans cesse depuis douze ans, donc bien avant Hitler. Et c'est lui qui est la raison du déclin — tout à fait justifié — de la socialdémocratie, et des progrès à la fois des nationaux-socialistes et des pseudo-communistes.

Je crois qu'il aurait fallu, en publiant l'article, mettre un chapeau, une note quelconque; nous ne pouvons avoir l'air de prendre une telle politique à notre compte. Dans notre position, le plus grand danger qui nous guette c'est que, par réaction contre le bolchevisme, nous ne tombions dans le réformisme. Il faut toujours avoir l'œil sur ce danger.

Certes, nous devons prendre garde à tomber dans le réformisme. Mais Bertholet a-t-il montré vraiment de l'admiration? Il ne semble guère. Il parlait même de constatation pénible et disait : « Voilà où en était réduit le mouvement ouvrier allemand, le parti socialdémocrate en particulier, douze ans après la révolution de 1918. »

***

L'expérience Macdonald

Un camarade s'étonne que nous n'ayons pas publié depuis longtemps de correspondance d'Angleterre ou d'étude sur le mouvement anglais, celle de Giauffret sur l'Education ouvrière en Angleterre étant regardée comme un peu en marge :

Il faudrait suivre le mouvement de l'aile gauche travailliste contre le gouvernement Macdonald; il y a là une expérience remarquable, dont il faudrait tirer les fruits, de la conduite ultra-bourgeoise d'un gouvernement, même issu des syndicats, quand il gouverne dans les cadres de la société capitaliste.

Un million par an de traitement à un président de commission, ... quand il y a deux millions et demi de chômeurs, et qu'on lésine sur leurs indemnités.

Il faudrait absolument se mettre en relations avec les militants révolutionnaires de l'I.L.P. pour qu'ils expliquent dans la R. P. et développent au public français leurs différends avec les officiels.

Nous ne demanderions pas mieux, mais outre que les révolutionnaires anglais sont diablement « insulaires », ils comprennent mal notre position; les trade-unionistes sont leur bête noire et ils ont vite fait de généraliser et de penser que le syndicalisme et le trade-unionisme c'est exactement la même chose et que l'esprit révolutionnaire doit forcément se heurter à l'esprit syndicaliste.

Une réponse de Romain Rolland à Gaston Riou

" Europe, élargis-toi, ou meurs ! "

Des fragments de cet article de Romain Rolland, publié dans la Nouvelle Revue Mondiale *de février, ont paru un peu partout. Il nous a semblé utile de le reproduire en entier pour les militants ouvriers qui nous lisent.*

Nous pourrions discuter certains rameaux secondaires de la pensée qu'exprime Rolland, mais nous ne pouvons qu'applaudir à ses affirmations essentielles, tant en ce qui touche la guerre, que la Révolution russe et l'indépendance des peuples d'Asie. C'est une joie pour nous de voir Rolland franchir le pas difficile du grand pacifisme humain qui était le sien pour venir au pacifisme révolutionnaire.

L'article de Gaston Riou, par lequel s'ouvre le premier numéro de la *Nouvelle Revue Mondiale*, pose une des plus graves questions de l'heure présente pour les esprits libres d'Europe. Bien que souffrant encore d'une fatigante maladie, je me tiens obligé de lui répondre sans tarder. Qu'on m'excuse si ma plume peut-être obéit imparfaitement à ma pensée!

Je remercie Gaston Riou de l'amicale courtoisie avec laquelle il s'exprime à mon égard. Mais il se trompe tout à fait sur mon vrai caractère et sur l'action que je poursuis. Ce n'est pas une raison parce que j'ai, au cours de ma carrière littéraire, tâché de réveiller les puissances du rêve, les sources sauvages et profondes de l'énergie mystique, musicale, ou subconsciente, qui dort au cœur de l'Occident, pour qu'on ait le droit de faire de moi un sentimental qui ferme les yeux au réel et rêve à la Terre Promise. Je suis un historien, non seulement de métier, mais de nature, au regard sans illusions, habitué au spectacle des vilenies et des égarements chroniques de l'espèce humaine, un libre Français des Gaules qui n'est point dupe des mensonges de la politique et des sacrés principes dont les Etats de tous les temps et de tous les pays habillent leur égoïsme sacré.

Si certains de mes livres m'ont, par un succès peut-être disproportionné, créé des responsabilités morales vis-à-vis d'un public qui attend de moi la becquée, et si le souci de ces responsabilités m'a trop souvent obligé à lui mesurer la part de la vérité qu'il pouvait ingurgiter, je ne la mesurerai point ici aux compagnons intellectuels qui forment, ou devraient former, l'état-major de la pensée démocratique d'Occident, à la veille des grands combats.

Quand je refuse de m'associer à *Pan-Europe* du comte Coudenhove-Kalergi et de M. Briand, à laquelle Gaston Riou est venu apporter le chaud afflux de son sang généreux, ce n'est pas au nom d'une utopie, d'une « Cité de Dieu », qui sera dans vingt siècles, ou qui ne sera jamais. Il s'agit du terrain même où nous posons les pieds, de l'enceinte menacée où nous sommes assemblés, pendant la veillée d'armes. Il s'agit des assauts que nous subirons demain.

Les intellectuels idéalistes de la Ligue : *France-Europe* ne s'en rendent pas compte assez. Qu'ils me permettent de le leur rappeler! Si ma parole leur semble quelquefois dure et amère, qu'ils veuillent bien me la pardonner! C'est parce que j'ai été, comme eux, aveuglé et dupé, jusqu'aux derniers mois de 1914, c'est parce que j'ai, depuis, découvert l'abominable duperie, que je crois avoir le droit de l'arracher de leurs yeux.

Depuis qu'a succédé dans les grands Etats d'Occident et d'Amérique, porte-drapeaux de la civilisation blanche, l'idéologie démocratique à celle des absolutismes monarchiques, la force brutale et rusée de la politique qui gouverne le monde a senti la nécessité de se camoufler sous le décor de la prétendue volonté des peuples, non consultés, et sous l'idéologie de leur élite intellectuelle, abusée. A vrai dire, même aux temps du « pouvoir absolu », les maîtres ont toujours recouru au mensonge des hauts mobiles : religion, patrie, etc., pour couvrir leurs passions personnelles. Mais le contraste s'accuse plus criant aujourd'hui entre le cynisme éhonté des puissances d'argent qui, en fait, mènent les Etats, et la fiction Démocratique, avec ses sublimes fantômes : Droit, Justice, Liberté, dont elles usent comme étendard et comme paravent.

Entre nous, compagnons, n'est plus dupe que qui veut l'être! Nous le savons très bien : les peuples de nos démocraties ne gouvernent rien, et ils ne connaissent rien du gouvernement. Car leur unique source d'informations est la presse, aujourd'hui presque entièrement vendue aux puissances d'argent; et leur énergie de réaction critique est réduite à zéro. Personne ne leur a appris à contrôler, discuter, les raisons et les faits, ou plutôt les passions aveugles et contradictoires qu'on leur inocule, au fur et à mesure des besoins des maîtres de la politique. C'est une éducation difficile que, bien loin d'encourager, l'Etat interdit à ses instituteurs de dispenser au peuple, puisqu'un tel savoir aurait pour premier objet d'ouvrir les yeux au peuple sur les ruses de l'Etat. Et quant aux libres intellectuels, qui pourraient et devraient être des frères aînés, ils sont hélas! incapables de donner cet enseignement à leurs cadets : car leur propre éducation sociale est à peine plus avancée que celle du peuple; et ils sont les premiers jouets des ruses de l'Etat.

Quand la guerre se livrait entre les deux moitiés de l'Europe, les deux camps avaient besoin, pour abriter leurs ignobles tractations secrètes de partage du monde (territoires et affaires), leurs spoliations et leurs crimes, de nobles voix qui chantassent l'hymne à la patrie et le pur sacrifice, la joie héroïque de l'immolation. Ils n'ont pas eu de peine à les trouver. Je sais avec quelle sin-

cérité et quelle abnégation les meilleurs des intellectuels de notre malheureux Occident ont accompli leur mission, au prix de quels sacrifices, soit d'eux-mêmes, soit des leurs, et, parmi les Universitaires, mes compagnons d'hier, quels abîmes de deuils, offerts au Dieu Moloch, qu'on leur faisait invoquer! Mais je sais aussi, je sais combien ils ont été dupés et combien de dupes ils ont faits. Et de le leur avoir dit, ils ne m'ont pas pardonné.

Qu'auraient-ils pu faire d'autre?... En ces temps-là, où je me dégageais moi-même, lentement, avec peine et douleur, de toutes les illusions qui avaient lié ma jeunesse (mensonges de l'histoire officielle, mensonges des conventions nationales et sociales, de tradition et d'Etat), je commençais à peine à entendre, avec un tremblement, la réponse libératrice qu'auraient dû faire les peuples. Et je n'osais la dire. Je la dirais aujourd'hui. C'est celle de Lénine, en 1917 : La révolte des armées d'Europe contre les maîtres de la guerre, et leur fraternisation sur le champ de bataille.

Mais ne revenons pas sur le passé! C'est une longue confession, que je me dois d'écrire, s'il m'en reste le temps : car elle pourra servir à accoucher les âmes de milliers qui portent en eux ces pensées, sans oser les mettre au jour. Ne parlons plus d'hier. Le présent nous suffit. Parlons du grand et redoutable aujourd'hui!

⁂

Les intellectuels généreux de la France d'aujourd'hui, dont Gaston Riou se fait le coryphée, entonnent la nouvelle antienne : « *Europe, ma patrie!* »... Et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils servent les intérêts nouveaux des maîtres astucieux du jour (1).

Que veut une politique « *réaliste* » française? Conserver les profits de la victoire, sans les risques de les voir ébranlés par une nouvelle guerre. Donc, établir la paix et les statuts d'une « *France-Europe* » sur la base des traités de 1919. Mais on se garde bien d'examiner si ces traités sont justes ou injustes, s'ils ne reposent pas sur un abominable abus de la violence triomphante, sur un échafaudage d'abus intolérables et d'iniquités qui se continuent. En fait, le *statu quo* établi par les traités de 1919 est intenable, pour les deux tiers de l'Europe. Souffrances des pays vaincus, cris de misère auxquels nos informateurs français se bouchent les oreilles; — Allemagne exaspérée, dont l'énorme énergie qui renaît, affamée, ne pourra supporter cette compression plus d'une ou deux années sans convulsions sociales et nationales qui feront trembler l'Occident; — tortures infligées par les alliés de la France, comme la Pologne de Pilsudski, aux peuples et aux partis qu'ils oppriment; — Hongrie réduite au désespoir et acculée même au crime, pour arracher sa race héroïque au tombeau, etc... Il est clair qu'une telle Europe est une insulte à l'Europe, une dérision criminelle, et que le premier chef de bandes, à la Mussolini, qui veut ruiner la suprématie française, aura beau jeu à rallier autour de lui tous ces désespérés...

S'il y a chez les « Européens », comme Riou, un vrai sens « *réaliste* », ainsi qu'ils aiment à dire, qu'ils le prouvent, en ne restant pas plus longtemps les dupes d'une générosité toute verbale, qui offre la paix au monde après s'être assise dessus, et en le foulant aux pieds! Qu'ils prennent l'initiative d'une revision de la paix européenne, offrant toutes les garanties de prudence politique, mais sincère, loyale, et tâchant d'éliminer les pires injustices et les ferments de haines! Qu'ils soient assez lucides et assez magnanimes pour rechercher eux-mêmes les erreurs et les torts que leur propre pays a causés à l'Europe, et qu'ils offrent de les réparer! Certes, une telle revision, si mesurée qu'elle soit, entraînera fatalement de gros sacrifices de la part des vainqueurs; il faudra qu'ils partagent les charges de l'Europe ruinée. Et qui se risquera à prêcher une telle thèse à la France ne devra point s'attendre à la popularité. Mais qui veut la paix, du cœur, et pas seulement des lèvres, doit savoir la payer de son propre sacrifice. Je demande que s'ouvrent de grandes Assises Européennes, où les représentants des peuples revoient loyalement en commun les conditions possibles d'une vie en commun. Jusqu'à ce qu'elles soient trouvées et acceptées, il ne sert de rien de répéter : « *Europe* »! Il n'y a point d'Europe. Il y a des peuples à l'attache, qui rongent leurs chaînes. Et il y a ceux qui tiennent les chaînes. Avec qui êtes-vous?

⁂

Ce n'est encore que le premier point. Passons au second.

La préoccupation, à peu près exclusive, des « *Européens* » d'Occident, est, comme il est naturel, l'établissement durable de la paix en Occident, par la réconciliation franco-allemande. Et certes, la tâche est grande; j'y ai toujours travaillé. Mais la tâche est partielle. Et, pour dire le fond de ma pensée, sa réalisation n'est plus le principal problème d'à présent. Le plus grave des risques n'est plus, à l'heure actuelle, celui d'un nouveau conflit franco-allemand. Je connais assez l'Allemagne, pour croire que, seules, des minorités bruyantes, mais impuissantes, songent sérieusement à une guerre nouvelle avec la France. Les conditions économiques où se trouve le pays, rendent, en fait, la guerre impossible. Et il est bien frappant que le généralissime de la guerre précédente, Ludendorff, inonde l'Allemagne de ses opuscules hallucinés, afin de la détourner d'une guerre nouvelle où, dans l'état de choses actuel, elle serait, comme dans la guerre de Trente Ans, le champ de batailles et de ruines de l'Europe; et de ce cimetière, Ludendorff refuse d'être le fossoyeur; il déclare d'avance que, si la guerre éclate, il n'y prendra point part. Les criailleries des Hitlériens visent moins à l'action qu'à l'intimidation. Toutes ces agitations des partis politiques ne sont plus aujourd'hui qu'une parade de cirque. A présent, le vrai jeu se joue à l'intérieur du monde des affaires. Il y a un peu plus d'un an, je dénonçais violemment, dans la revue *Europe* (1), les tractations secrètes, poursuivies depuis quelques années, entre Arnold Rechberg, le magnat de la potasse en Allemagne, et les affairistes du nationalisme français, —

(1) Il y a aujourd'hui deux courants qui paraissent opposés dans la politique française : celui de la manière forte, qui prétend maintenir par la violence l'état d'oppression imposé à l'Europe par la violence, — et celui de la main de velours qui cherche à contracter avec l'Europe une assurance de paix, permettant aux vainqueurs une magnanimité sans risques et sans frais. Entre les deux courants, il y a une différence d'intelligence politique, mais non d'esprit national. L'un et l'autre camps professent le *Credo* de la victoire et l'intangibilité de ses statuts.

(1) « *La Piraterie de la Paix* » (*Europe*, novembre 1929).

ces projets effarants (confirmés publiquement par Rechberg lui-même) d'une alliance militaire franco-allemande, qui permît aux grosses industries allemandes de revivre, en associant à leurs profits les capitaines d'industrie français. A l'heure présente, il est bruit que ces négociations sont plus actives que jamais. Les grandes industries allemandes, à qui la crise économique actuelle ne permet pas d'investir dans les armements des capitaux assez importants, cherchent l'aide financière de la France, pour relever l'industrie de guerre allemande, en offrant à la France, avec une part des profits, l'occasion d'augmenter aussi les armements français. Ces monstrueux projets d'association guerrière forment un des pivots secrets de la nouvelle Pan-Europe. Je serais curieux de savoir ce qu'en pensent les intellectuels français de la Ligue : *France-Europe*, et s'ils sont disposés à les parer de leurs fleurs. Je ne leur permets pas d'en détourner les yeux et de ne pas rechercher à quoi leur *France-Europe* serait fatalement entraînée par de tels protecteurs. Les deux plus puissants Etats d'Occident ne renforceront pas leurs armements et leurs armées, pour rester l'arme au bras. Ces ventres affamés convoitent évidemment des proies, que, faute de pouvoir dépecer seuls, ils s'engagent à se partager. Où sont les proies?... — Gaston Riou, qui me compare gentiment à Marie de l'Evangile, l'amante mystique du Maître, qui, assise à ses pieds, rêve, les yeux fermés, prend pour lui le rôle de la bonne Marthe, qui fait la cuisine du Maître. Gaston Riou a-t-il bien levé les yeux vers le visage du Maître? Qui sera-t-il demain? Sera-ce le Comité des Forges, ou bien la *Standard Oil* et Sir Henry Deterding? Je doute que la bonne Marthe ne renverse pas son pot-au-feu, avec un sursaut d'effroi, quand elle verra celui qui a pris la place du Seigneur aimé et rêvé. Pour moi, qui n'ai jamais ambitionné le rôle de Marie, mais dont la lignée française se réclame de Diderot beaucoup plus que de Rousseau, je suis un homme sans Maître, et je ne délègue à personne le soin de garder ma maison. Mon grand-père, Colas Breugnon, m'a, dès l'enfance, appris la sage méfiance des moutons du Nivernais (« *Moutons de Chamoux — n'en faut que trois pour étrangler un loup!...* »).

« *Pauvres moutons! Si nous n'avions à nous défendre que du loup, nous saurions bien nous en garder! Mais qui nous gardera du berger?* »

Je ne dors que d'un œil, et je surveille, depuis des années, les manèges des mauvais bergers, pour encercler l'U.R.S.S. — leurs louches collusions avec les blancs émigrés, et les partis de réaction, — nos missions militaires chargées d'organiser les armées mercenaires de Pologne et de Balkanie. Le récent procès de Moscou ne m'a rien appris que je ne soupçonnasse; et, en faisant la part des exagérations supplémentaires, dont les canailles comme Ramsine ont, pour sauver leur tête, pu corser leurs confessions, le fond de ces aveux n'est que trop facilement vérifiable. L'U.R.S.S. est la proie visée. Si tous les plans contre elle ont, jusqu'à présent, échoué, c'est que, pour son bonheur, les grands voleurs internationaux, les capitaines de rapines anglo-germano-français, se sont maladroitement disputé la peau de l'ours, sans réussir à s'entendre. Du jour que l'entente serait faite et que serait réalisé le bloc européen d'affaires et d'armées, s'imagine-t-on qu'il restera inactif, en face du monde soviétique, qui est socialement sa négation, et dont la réussite menacerait son existence?

Alors, je le demande à Riou : quelle position prendra-t-il, lui et ses amis? Dans quel camp? Continuera-t-il de servir idéologiquement le Maître des Huiles et Pétroles et le bloc des affairistes d'Occident? Ou bien, que fera-t-il? Franc jeu! — Moi, j'étale le mien : *Si l'U.R.S.S. est menacée, quels que soient ses ennemis, je me range à ses côtés.* Je ne suis pas sans voir, et je lui ai souvent dit en face ce qui me paraît ses erreurs. Mais je crois et je sais qu'elle incarne l'expérience la plus héroïque, le plus solide espoir social de l'avenir. Si elle disparaissait, je ne m'intéresserais plus à l'avenir de l'Europe. Je le jugerais socialement condamné, pour des siècles.

***

Ce n'est pas tout encore. Un autre incendie flambe, aux portes de notre maison. La belle Europe, dont Gaston Riou est le chevalier servant, s'est fait, pour sa cour de jeunes enamourés, un visage emprunté de jolie fille de 1789, — déesse Raison aux seins fleuris, qui porte le nouvel Evangile des Droits de l'Homme. Mais, elle a, sous le fard, d'autres traits moins aimables; et le reste du monde connaît sa gueule de tigre. Les Démocraties d'aujourd'hui sont des Empires (certains diraient : des vampires). Entre deux ou trois grands fauves, elles se sont partagé les dépouilles de la terre. Leur appétit est immense. Elles se gorgent de l'or et du sang de peuples vingt fois plus nombreux qu'elles. Le léopard britannique a ses griffes incrustées aux flancs de l'Inde, et si bien qu'il ne peut plus les retirer, ni vivre détaché de sa proie. Nous, de France, qui lui avons laissé prendre ce gibier magnifique, au temps de l'infortuné Lally et de Louis-le Bien-Aimé, nous nous sommes assez bien dédommagés, depuis; et il est remarquable que notre expansion impériale ait coïncidé avec l'établissement de notre Troisième République. Dans « *république* », aurait pu dire Victor Hugo, il y a « *publicains* ». La grande République Romaine a été le règne des Crassus et des Verrès. Bien entendu, nous ne nous sommes emparés d'un quart de la planète que pour lui porter le présent de notre civilisation, notre culture et notre langue, qui sont de toutes la plus belle et la plus parfaite! Mais nos heureux pupilles ont le mauvais esprit de préférer les leurs. L'ingratitude est, on le sait, la loi de la vie. Et les grandes races d'Asie, qui ont la prétention de revivre, ne s'en font pas faute aujourd'hui. Le premier, le Japon, par la force des armes, s'est déclaré majeur. La Chine, réveillée, ne se rendormira plus. Et, consciente de sa force, l'Inde de Gandhi vient de donner le signal de la grande Emancipation. Le reste de l'Asie ne tardera pas à la suivre; et notre empire indochinois en a déjà manifesté les premiers tressaillements, que les proconsuls de notre démocratie ont, naturellement, étouffé dans le sang. Le même frisson d'éveil parcourt le corps immense de l'Islam, qui couvre, d'un bout à l'autre, un tiers de l'Ancien Continent.

La question va se poser demain — elle se pose aujourd'hui : De quel côté Gaston Riou et ses amis vont-ils se ranger? Est-ce du côté du dieu Caoutchouc —, il va de soi, flanqué de tout son Panthéon, de son harem sacré : déesses Liberté, Lumière de l'Esprit, art, science, progrès, civilisation? Ou sera-ce du côté des grands frères d'Asie et d'Afrique, qui veulent briser leurs chaînes? J'interdis de biaiser. Quand s'ouvrira le duel, que rend à peu près inévitable l'égoïsme aveuglé de l'Europe, qui seront les

soldats dociles des aventuriers d'Europe contre l'indépendance du monde révolté?

Je réponds pour ma part, sans engager nul autre, mais en m'engageant tout entier :

— « *Je ne serai pas ce soldat.* Europe, si tu engages ce monstrueux combat, je marcherai contre toi, contre ton despotisme et ta rapacité, pour mes frères de l'Inde, de la Chine, de l'Indochine, et de toutes les nations exploitées, opprimées. Je le ferai non seulement au nom de la justice et des droits sacrés que tu invoques menteusement dans tes Déclarations idéologiques. Mais au nom de la Civilisation même, de *la plus grande* Civilisation, des progrès de l'Esprit humain illimité : car son besoin vital est, à l'heure présente, d'être enrichi et renouvelé par l'apport intellectuel et moral de ces races magnifiques, dont des siècles de rapines ont pu extorquer l'or, mais qui gardent intacts les trésors spirituels de leurs civilisations millénaires, aujourd'hui ressuscitées. »

Je veux, contre tout espoir, espérer que ces grands chocs de peuples pourront être encore évités entre les deux moitiés de l'humanité. Mais s'ils viennent à se produire, je suis trop près de la mort pour déguiser ma pensée. Je dis à l'U.R.S.S. de Lénine, et je dis à l'Asie de Sun Yat Sen et de Gandhi :

— « Frères, comptez sur moi! Je ne suis qu'un homme seul, parmi des millions. Mais cet homme est, a été, toute sa vie, une voix libre d'Occident, la voix des Jean-Christophe et des Colas Breugnon, un libre travailleur, frère des travailleurs libres du monde, qui veulent ouvrir la route à l'Union du Travail universel, affranchi des préjugés et des jougs de races, de castes et de classes. »

Et je dis à l'Europe :

— « *Elargis-toi, ou meurs!* Epouse toutes les forces neuves et libres de la terre! Tu étouffes dans ta coque d'hier, glorieuse, mais raccornie. Arrache-la! Respire, et laisse-nous respirer! Nous avons besoin d'une maison, d'une patrie plus large que l'Europe! »

Ma patrie n'est pas *Hier*. Ma patrie est *Demain*... Et déjà l'angelus de demain a sonné.

1er *janvier* 1931.

Romain ROLLAND.

La libération de Ghezzi

La presse révolutionnaire aura communiqué partout au moment où nous écrivons ces lignes, l'heureuse nouvelle que *Francesco Ghezzi*, après deux ans de bagne, est enfin libre! Pas un mot du gouvernement russe pour expliquer sa libération, de même que pas une seule parole officielle ne motiva jamais sa détention.

Maintenant que notre but est atteint, avant de nous dissoudre, il ne nous reste plus qu'à remercier avant tout les camarades obscurs qui ont arraché de leurs salaires misérables des heures de travail, qui ont diffusé nos manifestes, qui au risque de se faire expulser parfois, accouraient à nos réunions; merci aux Syndicats qui n'ont pas hésité à intervenir pour notre ami; merci aux journaux qui ont fait entendre leur voix pour soutenir cette cause; merci aux diverses personnalités qui ont jeté le poids de leur influence dans la balance.

Dans quelques semaines, nous établirons le 2e compte rendu financier de notre activité et enverrons le reliquat des fonds recueillis à notre ami, qui a grand besoin de réparer ses forces. — *Le Comité pour la libération de Ghezzi.*

La Révolution, loi de la vie

J'avais eu l'occasion, il y a une dizaine d'années, d'attirer l'attention, dans l'*Ecole Emancipée* notamment, sur ce fait que les actuels progrès des sciences naturelles tendaient à renverser totalement la théorie de l' « évolution », cette « évolution » si chère à la bourgeoisie, au nom de laquelle elle foudroie doctement les conceptions révolutionnaires, décrétées « anti-scientifiques », contraires à tout ce que la « Science » enseigne sur la manière dont le monde se transforme.

A cette époque, j'indiquais que depuis les observations faites sur certaine plante par le naturaliste hollandais de Vriès, il apparaissait que si les espèces, animales et végétales, étaient incontestablement les produits d'une transformation d'autres espèces, cette transformation ne s'opérait pas, comme on le croyait jusque-là, par une série de petites modifications s'additionnant progressivement, mais qu'elle était au contraire le résultat d'une transformation brusque, radicale, complète du premier coup. Au lieu d'une lente évolution par degrés insensibles, une brusque révolution. Nous descendons certainement, sinon du singe, au moins d'un animal analogue, mais cet animal ne s'est point transformé en homme progressivement; il y a eu, à un moment donné, l'un de ces animaux, qui, tout comme ses ancêtres auxquels il était identique, était tout autre chose qu'un homme, mais qui, par suite d'une brusque transformation interne, à un moment donné, a donné naissance à un homme.

L'idée de l' « évolution », de la lente transformation des êtres et des choses, était alors une croyance si répandue, même chez les camarades, que je fus considéré quelque peu comme un blasphémateur, et assez fortement houspillé. Je pense qu'il n'en serait plus de même aujourd'hui, les observations sur les « mutations », ou changements brusques d'une espèce en une autre, s'étant tellement accrues que le paradoxe d'hier est aujourd'hui vérité presque unanimement reconnue par les naturalistes, même les plus officiels.

Je n'en veux pour preuve que ce livre récemment paru dans l' « Encyclopédie scientifique », dirigée par le membre de l'Institut Caullery, et écrit par un professeur de l'Université de Genève, Guyénot, sous le titre : *la Variation* (1). Dans ce livre, l'auteur ne se donne pas pour but de soutenir une thèse, mais simplement de rassembler, sous une forme facilement accessible, les observations effectuées par des dizaines d'expérimentateurs différents.

De ces observations et expérimentations, faites indistinctement sur des animaux ou des végétaux, voici, d'après M. Guyénot, les conclusions qui découlent :

Tant que dans une série d'êtres s'engendrant les uns les autres, la somme des particules héréditaires et la constitution de ces dernières ne changent pas, le type de l'espèce ou de la race se maintient semblable à lui-même, offrant une stabilité qui contraste violemment avec cette sorte de perpétuelle transformation des organismes que supposaient les théories classiques de l'évolution.

Par contre, dès que l'une de ces particules a changé de constitution, il en résulte des modifications physio-

(1) GUYÉNOT : *La Variation et l'Evolution*, tome I : *La Variation* (Doin).

logiques, caractérisant une espèce ou une race nouvelles. Celles-ci resteront stables, à leur tour, tant que de nouvelles transformations ne se produiront pas dans le patrimoine héréditaire. L'hérédité et la variation héréditaire nous apparaissent, en définitive, comme un *tout ou rien*. On ne trouve pas de passages, d'intermédiaires entre ce qui est héréditaire et ce qui ne l'est pas : ou des facteurs héréditaires persistant sans modifications à travers les générations et c'est la stabilité; ou un *changement brusque* de certains de ces facteurs, et c'est la variation évolutive, immédiatement transmissible.

La variation héréditaire est brusque et l'évolution, dans la mesure où elle dépend de variations héréditaires, doit être, elle-même, un phénomène *discontinu*. Le vieil adage de Leibnitz, *la nature ne fait pas de sauts*, si cher aux théoriciens de l'évolution, ne trouve pas d'application dans le domaine des transformations héréditaires.

Le contraste est saisissant entre les idées anciennes et les conséquences actuelles des faits expérimentaux. D'une part une notion vague de l'hérédité, transformation générale d'un organisme envisagé globalement; d'autre part, des résultats précis sur la nature des facteurs héréditaires. Ici, la croyance en une perpétuelle fluctuation des êtres; là, la constatation d'une extraordinaire stabilité. D'un côté, l'hypothèse d'une lente naissance des variations héréditaires; de l'autre, l'observation de variations héréditaires *naissant brusquement*. D'une part, une évolution supposée lente, graduelle, continue; d'autre part, cette conclusion que, dans la mesure où elles sont intervenues, les variations héréditaires que nous connaissons n'ont pu imprimer à l'évolution qu'un caractère de *brusquerie* et de *discontinuité* (1).

« Brusquerie », « discontinuité », c'est ce qu'en matière sociale on appelle « révolution ». L'évolution des êtres, les transformations successives qu'ont subies les formes animales et végétales depuis l'époque des premiers âges géologiques jusqu'à aujourd'hui, toutes les espèces intermédiaires par lesquelles le protozoaire s'est finalement transformé en vertébré, ont découlé les unes des autres par sauts brusques, par transformations instantanées, par *révolutions*. La révolution, ou changement brusque, n'est donc pas seulement la loi du progrès social, elle est également celle du progrès des espèces; elle est la loi du monde et de la vie.

***

Il est une autre croyance bourgeoise dont le livre de M. Guyénot fait aussi justice. C'est celle de la « sélection ».

On sait que, pour Darwin, cette évolution lente et progressive dont il vient d'être question, s'opérait par sélection. Dans une même espèce, les individus les plus aptes, les mieux armés pour la lutte pour la vie, survivaient, et, leur progéniture héritant de leurs qualités, l'ancienne espèce se trouvait progressivement transformée en une nouvelle espèce, supérieure. La sélection se trouvait être ainsi la condition même du progrès.

Cette théorie trouvait sa confirmation dans la pratique bien connue des éleveurs : ceux-ci parviennent à améliorer leurs troupeaux, et pareillement les jardiniers leurs plantes, en gardant uniquement comme reproducteurs les plus beaux sujets, ceux qui présentent au maximum la qualité cherchée.

Or toute la dernière partie de l'ouvrage de M. Guyénot montre d'une façon très précise ce que c'est au juste que la soi-disant sélection. Si l'on prend une race bien déterminée, rigoureusement pure (et il existe un moyen mathématique pour déterminer si une race est pure), *la sélection n'agit pas;* vous avez beau prendre alors les plus beaux sujets, leur descendance vous donnera exactement le même nombre de sujets médiocres ou mauvais que si vous aviez pris comme reproducteurs les plus laids; inversement, les sujets laids vous donneront autant de beaux enfants que les plus beaux parents. Ce qu'on appelle la sélection n'agit que si l'on opère *sur un mélange de races*.

Son rôle consiste alors uniquement à séparer de nouveau les races qui se trouvaient mélangées dans le troupeau originel. En effet, dans un troupeau, ou dans une collection botanique, qui paraissent à première vue composés d'une seule race, il y a généralement des individus de races différentes; par exemple, il y en aura de deux races, l'une sera plus grande que l'autre; dès lors, si vous n'employez comme reproducteurs que les plus grands individus de votre troupeau, vous vous trouvez n'employer comme reproducteurs que les individus appartenant à l'une des races, de sorte qu'au bout d'un certain temps, il n'existe plus dans votre troupeau que des individus d'une seule des deux races préexistantes, et qui est la plus grande. Vous n'avez ainsi, par votre sélection, ni transformé, ni amélioré la race, vous avez seulement isolé une race (ou espèce) qui existait déjà, telle quelle dans votre troupeau, mais mêlée à d'autres.

La « sélection », qui était l'autre tarte à la crème de la bourgeoisie, la « sélection » dans laquelle celle-ci croyait voir la justification « scientifique » de son régime de libre concurrence, écrasant les faibles au profit des forts pour le bien de l'espèce, disparaît donc de la science, au même moment que la concurrence disparaît elle-même de l'économie.

Dans un récent article du *Cri du Peuple*, Péra écrivait que le glas de la théorie transformiste, philosophie de la bourgeoisie à sa grande époque, sonnait le glas de la bourgeoisie. Je ne pense pas que le transformisme, au sens général du mot, au sens de la transformation des espèces les unes dans les autres, soit, à l'heure actuelle, en quoi que ce soit, menacé (1). Ce n'est pas le fait que le pithécanthropus ne serait pas l'ancêtre de l'homme, qui suffirait à l'ébranler. Le transformisme est une conquête de la science, à l'époque bourgeoise, comme la machine à vapeur est une conquête de la technique à cette même époque; on ne peut pas mettre en question l'une plus que l'autre; le prolétariat héritera de l'une comme de l'autre. Mais ce dont il n'héritera point, c'est des erreurs, des « notions vagues », des « croyances », des « hypothèses », pour employer les expressions mêmes de M. Guyénot, que la bourgeoisie a tirées du transformisme afin de légitimer le mode d'exploitation que lui permettait la machine à vapeur, et se bercer de l'illusion que cette exploitation durerait éternellement. Dans la civilisation prolétarienne, le transformisme subsistera, mais sans l' « évolution » et la « sélection », tout comme subsistera la machine à vapeur, sans capitalistes ni prolétaires. La science demeure, mais la philosophie que la bourgeoisie s'est fabriquée avec la science est en train de foutre le camp, du fait même des progrès de la science.

Et quand la philosophie d'une classe fout le camp, c'est que celle-ci n'est pas loin de suivre!

R. Louzon.

(1) Avant-propos, pages XX et suivantes. J'ai, dans le texte de l'auteur, supprimé quelques membres de phrase, particulièrement techniques, ainsi que remplacé par d'autres quelques expressions trop techniques, cela, afin de faciliter la lecture. Les expressions soulignées ont également été soulignées par moi.

(1) Il serait, je crois, fort utile que des camarades plus qualifiés que moi pour traiter des sciences naturelles, Marcelle Richard par exemple, mettent les lecteurs de la *R. P.*, plus complètement que je ne peux le faire, au courant de l'état de ces questions; ce serait un excellent et nécessaire complément à l'ouvrage fondamental d'Elisée Reclus : *Evolution et Révolution*.

A PROPOS D'UN ARTICLE DE LOUZON

Aristocratie ouvrière ou prolétariat

Bien-être et liberté.

La plus grande bataille que la classe ouvrière ait menée, avant 1917, pour son émancipation, s'est livrée sous le mot d'ordre de la Commune, c'est-à-dire de la dissolution de l'Etat centralisé et autoritaire en communes autonomes et libres.

Plus récemment, la C.G.T. synthétisait les préoccupations traditionnelles de la classe ouvrière en adoptant comme formule « Bien-être et liberté ». La double revendication, en plus du bien-être matériel, la liberté morale.

Telles sont les deux constatations qui servent de point de départ à Louzon pour la défense et illustration de l'aristocratie ouvrière. Elles sont inattaquables. C'est dans leur juxtaposition que commence le... paradoxe.

Qu'est-ce que la Commune? Un long siège, la misère et le chômage ayant détruit dans le prolétariat parisien toute distinction de corporation, de situation et de culture, ayant déraciné chacun de son métier et de sa fabrique pour composer les queues grelottantes des distributions de pain et la chair à canon des bataillons à Trochu, voilà que toute cette « canaille » unifiée par le désespoir, à qui l'on coupe son dernier moyen d'existence : la solde des gardes nationaux, afin de payer à l'envahisseur la rançon de la France bourgeoise, *s'avise de ne pas vouloir mourir*. Elle s'empare des canons. « Qui a du fer a du pain ». Elle liquide l'armée et la bureaucratie en forçant les castes gouvernementales à la fuite. Désormais la répartition des subsistances sera dans les mains des prolétaires eux-mêmes. S'il faut que quelqu'un meure de faim dans Paris ce sera le bourgeois, auteur de la guerre, de la défaite et des décrets d'affamement. C'est l'ennemi de classe qui sera rationné, désarmé et placé sous le contrôle permanent de la vigilance ouvrière! Tel est l'outrage décisif de lèse-bourgeoisie et de lèse-Etat qui vaudra à la Commune jusqu'à la fin des classes l'exécration sans borne des repus, mal rassurés sur les cadavres de cinquante mille « bandits » et l'amour incorrigible des misérables.

Qu'est-ce que ceci peut bien avoir à faire avec la devise de la C.G.T.? avec le syndicalisme? avec l'aristocratie ouvrière?

« Bien-être et liberté »? Cela pourrait aussi bien être la devise de l'Union des Intérêts Economiques ou de la Confédération Nationale du Travail.

« Bien-être »! Sans doute, même aujourd'hui, il n'est pas impossible à certaines couches privilégiées du monde du travail, dans les spécialités où la main-d'œuvre est rare, dans les pays engraissés d'abondants profits impérialistes, il n'est pas impossible d'obtenir dans les cadres du salariat, un bien-être quasi-bourgeois. Seulement ce bien-être ne s'obtient que par la participation aux profits de l'exploitation d'autres prolétaires, manœuvres ou coloniaux, exclus du monopole du travail dont le syndicat corporatif est le gardien, exclus de la solidarité nationale-impérialiste des aristocrates ouvriers (ouvrier-gentleman anglais, Américain 100 %...) exclus en un mot du compromis qu'une partie de la classe ouvrière a passé au détriment de l'autre avec la classe et l'Etat des exploiteurs.

« Liberté »! Quelle est cette liberté qui vient là comme le couronnement, la garantie et l'expression morale du bien-être? Cette liberté est-elle celle sans laquelle la vie ne vaut pas une cartouche, celle pour laquelle on verse son sang comme l'ont fait les combattants prolétariens de Prairial et du soulèvement babouviste, les insurgés de Lyon et de Paris, les communistes de 48 et les communards de 71? Non, la liberté dont il est question ici comme de l'assaisonnement du bien-être, ce sont les truffes autour du poulet. Mais quand on a du poulet on ne se fait pas tuer pour avoir des truffes. On ne fait pas la révolution sans risquer sa vie et on ne risque sa vie que pour ce qui vaut la peine de la perdre. Il faut n'avoir « rien à perdre que des chaînes et un monde à conquérir ».

Si la liberté signifie ici quelque chose qui ne se peut conquérir que par la révolution, l'aristocrate ouvrier, assuré dans son existence, aimant son métier, goûtant les joies de la vie en dépit de la misère de ses semblables, ne se refusera pas sans doute à profiter de ce quelque chose, voire à le monopoliser pour lui seul; il ne se refusera pas à préparer la révolution en vue de cet objectif, mais son souci essentiel sera de fixer les bornes de la révolution, son premier geste sera de passer à la contre-révolution dès que l'élan du prolétariat bousculera ces bornes ou même risquera de les bousculer.

C'est là l'enseignement incontestable des scissions du passé.

Les scissions du passé.

Les problèmes posés par les rapports de classe dans la révolution en Russie ont amené dans le monde entier la scission des socialistes en deux camps : les mencheviks et les bolcheviks, c'est-à-dire les partisans de la révolution reportée aux calendes grecques et ceux de la révolution pour maintenant. Partout où l'alternative a été concrètement posée par la situation et par la spontanéité des masses, les mencheviks ont cessé d'être des adversaires théoriques de la révolution immédiate pour devenir effectivement ses bourreaux. Les partis de la social-démocratie internationale ont passé, dès le temps de la guerre, dans les rangs unifiés de la réaction bourgeoise et fasciste. Ils y ont été accompagnés ou précédés par les syndicats, et en général par toutes les organisations bureaucratiques et réformistes fondées sur les principes de la « pression pacifique », de l' « infiltration », de la conquête des « pouvoirs publics », chers à l'aristocratie ouvrière.

Quant aux partis de l'agitation révolutionnaire, qui, dans tous les pays, s'organisaient pour imiter l'exemple des bolcheviks russes, ils ont marché à leur tour à une scission. Elle s'est effectivement produite partout où l'alternative s'est concrètement posée, par la situation et la spontanéité des masses, entre la révolution limitée à un coup d'Etat socialiste, révolution acceptable pour l'aristocratie ouvrière, et la destruction radicale du capitalisme et de l'étatisme

par le pouvoir direct de la classe ouvrière entraînée par le prolétariat.

C'est ainsi que deux ans après l'Octobre russe, sur le terrain des rapports de classes d'une société capitaliste infiniment plus évoluée, en Allemagne, une nouvelle scission se dessinait entre les partisans d'une politique gouvernementale socialiste conditionnée par l'avènement et la dictature d'un parti et ceux d'un combat à mort pour l'appropriation directe immédiate des moyens de subsistance, d'armement et de production.

La révolution suivant la méthode bolchevique prétend utiliser, de même que les mencheviks, tout l'héritage du régime capitaliste (bureaucratie, banques...), et le capitalisme lui-même, qu'elle se propose de conquérir du dedans afin de donner à l' « Etat des travailleurs » la possession et la direction des forces productives. C'est l'application du programme social-démocrate maximum, suivant la pure tradition kautskyste. En l'adoptant, la droite spartakiste, influencée par les bolcheviks et la gauche des Indépendants, se sont manifestés simplement comme les maximalistes de la social-démocratie. Le caractère essentiel de cette politique révolutionnaire est de reposer sur plusieurs classes, de tendre à un nouvel équilibre entre les classes. Il est évident qu'une révolution qui serait celle des ouvriers et des paysans, ou plus exactement celle des ouvriers et des classes moyennes (intellectuels, bureaucrates, etc...), ne peut se faire que sous l'égide d'un pouvoir dictatorial reconnu de tous, arbitre entre les classes alliées, dont le parti révolutionnaire est l'embryon et dont l'aristocratie ouvrière, trait d'union entre le prolétariat et les classes moyennes, est la charpente.

En Occident, où la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire, une pareille révolution mixte est devenue impossible au fur et à mesure que les classes intermédiaires — paysannerie et petite bourgeoisie citadine — tombaient dans une plus complète dépendance idéologique et politique du grand capital. Le sceau définitif à l'union contre-révolutionnaire permanente de toutes les classes contre la classe ouvrière a été posé par l'ouverture de la crise permanente des débouchés mondiaux — en l'espèce par la guerre — dans les pays de capitalisme hautement développé. La crise permanente a fait comprendre aux petits bourgeois et aux paysans que leurs intérêts fondamentaux étaient liés à ceux de l'impérialisme, et la théorie de la révolution de plusieurs classes, grossissant l'arsenal de la contre-révolution, ne peut que servir d'alibi idéologique aux différentes variétés du fascisme et du national-socialisme.

Les conditions de la révolution prolétarienne.

Bien-être et liberté! Les truffes avec le poulet! voilà le programme actuel de l'aristocratie ouvrière. Malheureusement, la situation mondiale du capitalisme s'oppose catégoriquement à la réalisation, même partielle et localisée, de ce programme économico-gastronomique. La vieille société est entrée en 1914 dans une série de convulsions mortelles. La première a causé quinze millions de morts, et un effroyable gaspillage de richesses. Elle n'a pas retardé d'un pas l'accumulation du capital. Elle a accéléré la destruction des économies primitives ou pré-capitalistes, et transformé des millions de coloniaux en prolétaires. Si la reconstruction des moyens de production détruits a fourni, de façon locale et momentanée, un débouché nouveau, l'industrialisation des pays coloniaux et semi-coloniaux a provoqué une aggravation inouïe de la restriction des débouchés. Aujourd'hui il y a dans le monde, en y comprenant les pays semi-coloniaux, non plus cinq millions de chômeurs comme en 1905, ni dix millions comme en 1920, ni vingt millions comme en 1925, mais, au minimum, cinquante millions de chômeurs permanents. Ces cinquante millions d'hommes sont condamnés à mourir prématurément de misère et de maladie, sans que leur mort puisse atténuer d'un cheveu ni les embarras du régime capitaliste, ni la destruction par le travail accéléré et la sous-alimentation de cent millions de prolétaires actifs.

Ainsi, le caractère essentiel de la révolution prolétarienne sur le terrain de l'impérialisme et de la crise mondiale permanente des débouchés, devant les tendances de plus en plus destructives du capitalisme, c'est d'être une nécessité directe de plus en plus urgente, pour le prolétariat menacé de destruction par la guerre et le chômage. Il s'agit de la lutte directe des masses pour la conquête : 1° des subsistances, 2° des armes, et 3° des outils qui servent à fabriquer les subsistances et les armes. Cette lutte n'intéresse pas d'autre classe que le prolétariat et intéresse justement tous les prolétaires en tant que condamnés à mort du régime capitaliste, comme chômeurs, travailleurs surmenés et surexploités, proie pour les gaz asphyxiants, soldats et marins. Elle est pour eux le seul moyen de sauver leur peau et celle de leurs frères d'esclavage et de misère. Elle est l'évasion désespérée des misérables hors de l'enfer terrestre et des bagnes de la faim.

Cette révolution est essentiellement différente de celle dont il est question chez Karl Kautsky et autres théoriciens de la social-démocratie. Elle n'est pas politique-démocratique, elle n'est pas désintéressée et inspirée par le désir de créer une direction consciente des forces économiques, elle n'est pas l'épanouissement culturel d'une aristocratie ouvrière satisfaite et repue, étendant à la société tout entière sa structure de syndicats et de coopératives. C'est tout simplement le réveil de l'instinct de conservation se sublimant en instinct de classe. La violence prolétarienne dans sa nudité, voilà le seul remède à l'hypocrite massacre capitaliste, à la guillotine sèche qui rogne chaque jour la durée moyenne de la vie ouvrière (laquelle n'atteint déjà plus l'âge du service militaire obligatoire!)

Quand les masses ne peuvent plus supporter les conditions de vie et de travail ou d'esclavage inactif qui sont les produits du capitalisme arrivé à sa phase destructive, les amendements sociaux, les formules de transition ne sont rien. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat, ni un nouveau code social qu'il leur faut. C'est l'expropriation immédiate et directe des vivres, des armes et des outils par les collectivités prolétariennes, à l'exclusion de tout membre des classes réactionnaires, qui constitue la seule solution positive. C'est le communisme de consommation « le communisme de bandits propre à la fripouille prolétarienne », comme dit Kautsky, qui se pose nécessairement comme la première étape de la révolution.

L'unification de la classe ouvrière.

Devant le problème de la révolution, le problème de l'unification de la classe ouvrière se pose comme celui des rapports de l'aristocratie ouvrière et du prolétariat des manœuvres. L'influence corruptrice de l'impérialisme, associant à la participation aux profits capitalistes une couche privilégiée de la classe ouvrière, a provoqué une séparation d'intérêts entre l'aristocratie ouvrière et le prolétariat des manœuvres et, par suite, les scissions successives des organisations. L'aristocratie ouvrière s'est liée peu à peu à la petite bourgeoisie, en particulier à la bureaucratie étatique. La pénétration des formes d'organisation syndicales dans les milieux de fonctionnaires

moyens et supérieurs, considérée comme une conquête de la classe ouvrière, (Dumoulin ne dit-il pas que les ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat ont été incorporés dans le prolétariat!) n'est en fait, que la conquête de l'aristocratie ouvrière par la bureaucratie. La théorie de Déat de l'unification de « l'Anti-capitalisme » sous l'hégémonie plus ou moins avouée de la petite bourgeoisie, n'est rien d'autre que le reflet idéologique de cette évolution.

L'unification de la classe ouvrière, le capitalisme, arrivé à sa phase destructive, se charge de la réaliser. La crise permanente des débouchés engendre le chômage et pousse à la rationalisation qui aggrave à son tour le chômage. Tandis que les premières vagues du chômage frappent d'abord les manœuvres, les prolos qui n'ont que leurs bras à vendre et qu'on peut facilement remplacer, les vagues suivantes engendrées par la rationalisation atteignent les spécialistes que la machine élimine de la production. De plus en plus le manœuvre spécialisé devient la figure centrale de l'industrie rationalisée; déjà en Amérique, on voit des patrons débaucher des ouvriers professionnels pour embaucher aussitôt des manœuvres, qui sont les mêmes hommes et qui font le même travail mais avec un salaire nouveau qui est un salaire de famine.

Il ne s'agit plus pour l'aristocrate ouvrier de conquérir les truffes mais de défendre le poulet; demain même il ne s'agira plus du poulet, mais du pain. Certes, la prolétarisation progressive de l'aristocratie ouvrière, telle que la classe ouvrière allemande la connaît déjà, ne se fera pas sans heurts ni sans échappatoire, pour quelques-uns qui s'évadant dans les cadres de maîtrise ou dans la bureaucratie de l'usine passeront de l'autre côté de la barricade. Mais elle se fera.

Naturellement, il ne faut pas s'attendre à ce que les conséquences idéologiques de la prolétarisation des aristocraties ouvrières soient automatiquement l'adoption des formes de lutte du prolétariat authentique. L'idéologie syndicale qui correspond à la situation actuelle de cette aristocratie ouvrière tendra à persister, avec sa forme corporative d'organisation. Les couches petites-bourgeoises qui sont actuellement réunies dans les syndicats avec les couches ouvrières privilégiées, soumises elles aussi à une effroyable aggravation de leurs conditions d'existence, tireront l'organisation syndicale vers le fascisme. Déjà à l'heure actuelle, en Allemagne, l'idéologie de la bonzocratie syndicale n'est pas différente de celle du fascisme dont les deux piliers sont la collaboration des classes et la soumission aux « intérêts généraux ». La seule différence est qu'elle emploie, pour appuyer ces méthodes, non la violence mais la force de la bureaucratie. Sous ces influences, certains éléments de l'aristocratie ouvrière hésiteront entre le fascisme et la révolution. Cependant on peut penser que la conscience de classe l'emportera en général, surtout dans la mesure où le prolétariat authentique saura établir ses formes propres de lutte et d'organisation, sans mélange avec la petite-bourgeoisie. L'unité ouvrière pourra ainsi se réaliser dans la lutte prolétarienne, sous l'influence de l'unification dans la misère, qui est le sort promis à toute la classe ouvrière par le développement de la phase destructive du capitalisme.

L'unité organisatoire.

L'unité syndicale, l'unité sur le terrain de l'aristocratie ouvrière — terrain qui s'effondre de jour en jour — n'est déjà plus possible. L'unité syndicale n'est plus aujourd'hui l'unité ouvrière, ce serait l'annexion idéologique des masses surexploitées à une aristocratie traditionnellement corrompue d'employés, de fonctionnaires, de bonzes confédéraux et d'ouvriers à privilèges. Mais déjà l'activité véritablement prolétarienne, est trop importante et trop consciente! Certes la campagne pour l'unité syndicale peut troubler des couches importantes de la C.G.T.U., mais les couches véritablement prolétariennes sont trop bien représentées dans les syndicats unitaires pour que la campagne pour l'unité autour de l'aristocratie ouvrière puisse aboutir. Peut-être, à la suite de cette campagne, des masses plus ou moins importantes d'aristocrates ouvriers iront renforcer la C.G.T. de collaboration de classe et d'union des intérêts généraux — au nom de l'indépendance du syndicalisme, — peut-être même la direction confédérale unitaire, qui n'a jamais su débarrasser la C.G.T.U. de l'esprit corporatif et « réformiste actif » se laissera-t-elle manœuvrer, mais les prolétaires ne marcheront pas (1). C'est ce que sentait clairement le camarade Buren qui, au Congrès de l'Opposition Unitaire, intervint pour dire qu'on ne reverrait plus l'unité syndicale (V. *Vérité* du 2 janvier).

Le véritable courant d'unité prolétarienne trouve aujourd'hui son expression dans les Comités de lutte. Aussi a-t-il contre lui l'unanimité des bonzes syndicaux. Les dirigeants de la C.G.T.U. répugnent à la propulsion de ces Comités ou le font de la façon bureaucratique et autoritaire qui est le plus sûr moyen de les faire échouer. Les syndicalistes de tout poil les accablent de railleries. L'opinion de la C.E. de l'Opposition Unitaire serait à citer en entier. On y lit notamment (*Vérité* du 20 février), ces phrases caractéristiques, « que tous les Comités divers qui passent tels des météores à travers notre mouvement et qui ne laissent pas plus de trace que des caractères marqués sur le sable, sont autant de superfétations et d'entraves à l'action syndicale normale... La propension à la multiplicité des Comités de tous genres, outre qu'elle pousse à l'émiettement et au désarroi, est très grave en ce sens qu'elle mène à la dépossession des attributions syndicales ». Le document ne dit pas si les « attributions syndicales » sont d'origine divine! C'est sans doute un oubli!

Dans une situation où la spontanéité des masses est encore sporadique et se manifeste par à-coups, la forme transitoire des Comités de lutte est la plus adéquate. Partout où la formation de ces Comités est présentée aux ouvriers en lutte de façon exempte de bureaucratisme, elle est adoptée avec enthousiasme par les prolétaires. C'est elle qui a su réaliser à l'Exposition Coloniale le front unique des ouvriers et des chômeurs de corporations et nationalités les plus diverses (2).

Le développement du courant d'unité prolétarienne est lié au développement de la spontanéité des masses. Les prévisions sont évidemment impossibles dans ce domaine. La campagne pour l'unité syndicale donnera-t-elle aux éléments prolétariens de la C.G.T.U. la cohésion nécessaire pour se débarrasser du corporatisme et du réformisme pseudo-révolutionnaire, et

---

(1) Qu'on n'oppose pas à cela que les dockers, qui sont incontestablement des prolétaires, soutiennent les minoritaires de la C.G.T.U.! Le mouvement minoritaire chez les dockers a pour base la défense de l'autonomie de classe contre les prétentions d'une bureaucratie qui veut être « dirigeante », base essentiellement prolétarienne. Cela ne veut pas dire, loin de là, que les dockers marcheront pour l'unité dans la C.G.T. de collaboration de classe!

(2) Le Comité de lutte s'était formé d'enthousiasme pour soutenir une revendication de solidarité de classe : Pas d'heures supplémentaires quand il y a des chômeurs! Le délégué de la C.G.T.U. y a fait substituer : double tarif pour les heures supplémentaires (soi-disant pour être plus près des masses). L'échec était dès lors fatal.

provoquera-t-elle ainsi la naissance du fossoyeur du syndicalisme? Ou bien l'organisation unitaire prolétarienne naîtra-t-elle spontanément comme conséquence de l'aggravation rapide des conditions d'existence des masses, comme est née l'Union Générale Ouvrière dans l'Allemagne de 1919? L'avenir le dira.

Il reste beaucoup à apprendre aux ouvriers qui vivent en France, terre jusqu'à ce jour privilégiée du réformisme contre-révolutionnaire, grâce à la misère et à l'assassinat systématique des Indochinois et autres coloniaux. L'unité révolutionnaire dans la misère, sur le terrain du chômage et de la lutte directe pour le pain, les armes et les outils, sera pourtant, chez nous aussi, une réalité. Les Conseils d'ouvriers, la révolution à la manière de Spartacus et de l'Union Générale Ouvrière se manifesteront en France et dans le monde entier. Alors, tous ceux qui se disent révolutionnaires devront choisir entre l'unité de la bourgeoisie et l'unité du prolétariat combattant. Unité syndicale ou unité des Conseils révolutionnaires. Unité dominatrice, autoritaire, contre-révolutionnaire à la Kautsky, Macdonald, Vandervelde et Noske, ou bien unité dans la lutte radicale contre l'Etat, la bourgeoisie et le passé bureaucratique du mouvement ouvrier dont il faudra faire table rase.

Le camarade Louzon ne doit pas attendre ce temps pour choisir. C'est un homme averti des réalités économiques, un homme instruit qui peut étudier l'histoire de la révolution dans les pays où elle a produit déjà, dans l'après-guerre, des conflits radicaux. Devant lui se posent des dilemmes qui, bien qu'ils se rapportent à des faits étrangers à la France, ont déjà provoqué des scissions organisatoires révélatrices. Faut-il rappeler que toute scission qui se produit devant une dilemme du type suivant : « Révolution dans la période actuelle ou révolution dans un avenir indéterminé » ou encore « Révolution autoritaire dans l'appareil gouvernemental ou révolution des masses par elles-mêmes et pour elles-mêmes », ou enfin « Révolution de plusieurs classes ou révolution d'une seule classe », que toute scission de ce genre n'admet pas trois camps : celui des révolutionnaires, celui des réacteurs et celui des partisans de l'unité. Elle n'en admet que deux.

Le sous-prolétariat a-t-il les capacités nécessaires ?

Ainsi sur le terrain du capitalisme actuel, qui a pour synonyme la destruction permanente des forces productives humaines, et l'inutilisation de plus en plus grande d'une civilisation industrielle transformée en stérile simulacre, l'initiative de la révolution, son approfondissement jusqu'à la destruction radicale de l'Etat et du capitalisme comme classe et comme système — loin d'être le fait des partis ou syndicats dominés par l'aristocratie ouvrière — ne peut être que le fait des masses sous-prolétariennes, du prolétariat unifié par en bas dans la misère et le chômage capitalistes.

Tout d'abord, éliminons une ambigüité : celle qui est contenue dans le mot Lumpen-prolétariat. Le lumpen-prolétariat ou prolétariat des gueux apparaissait au temps de Marx un résidu du moyen âge dans la société capitaliste. Composé des membres déclassés des classes dépossédées par l'accumulation primitive, qui refusaient de partager le sort de la classe ouvrière et tendaient perpétuellement à se faire les parasites insolents ou obséquieux de la bourgeoisie, le lumpen-prolétariat s'opposait par son individualisme versatile et son esprit vénal à l'esprit de solidarité des ouvriers. Pour ces raisons, les « gueux » du temps du Manifeste Communiste étaient un élément social des plus douteux, tandis que les véritables ouvriers, fixés misérablement dans un métier, dans une usine par les conditions du capitalisme dispersé, privés de toute perspective de débrouillage individuel, ne pouvaient voir une issue que dans le recours collectif à la force.

Les sous-prolétaires d'aujourd'hui, les manœuvres sans parchemin d'apprentissage, les coloniaux sans droit syndical, véritables prolétaires, sont au contraire les éléments les plus actifs et les plus cohérents de la classe ouvrière. Quoique généralement non syndiqués, ce sont les défenseurs authentiques du principe de la solidarité et de l'autonomie de classe.

Seuls ils peuvent réaliser la « table rase ».

Ici, la réaction normale du « révolutionnaire pour les truffes » est de s'écrier : « Le lumpen-prolétariat n'est capable que de détruire et de réaliser l'unité dans la barbarie et la misère. Incapable de créer après avoir détruit, il se jette dans les bras de n'importe quel dictateur, et va de l'anarchie au césarisme. L'émeute compromet la révolution ».

Ces arguments sont connus. C'est en leur nom que les Indépendants ont trahi l'insurrection spartakiste et que Noske a fait assassiner Liebknecht et Luxembourg. C'est en leur nom qu'en 1921 Lévi conclut avec Severing l'accord de Bielefeeld qui reconnaissait à la Reichswehr le droit d'écraser dans le sang les ouvriers insurgés de la Ruhr. C'est en leur nom que Trotsky a écrasé la révolte de Cronstadt et que Brandler, ministre saxon, en 1923, a gagné les palmes du martyre socialiste, en autorisant « le cœur meurtri » les fusillades des ouvriers coupables de piller les boulangeries plutôt que de mourir de faim.

Reste à savoir si la révolution sociale, qui ne peut être l'œuvre d'une coalition de classes, ni de l'aristocratie ouvrière, ne dépasse pas les possibilités du prolétariat, qui serait alors condamné, sous peine de faillite, à abdiquer tôt ou tard entre les mains des bureaucrates et des spécialistes. Ici, Louzon a abordé le véritable problème, bien qu'en en renversant les termes. Car il est évident qu'en Russie, ce n'est pas l'aristocratie ouvrière qui a dû capituler devant la masse, mais tout au contraire la masse qui a abandonné son initiative des années de guerre civile, au profit des aristocrates ouvriers et des bureaucrates maîtres de l'appareil d'Etat. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les progrès économiques accomplis par les spécialistes et les bureaucrates. De la ration de classe (réduite pour les travailleurs intellectuels ou manuels légers), puis du salaire unique pour tous les postes responsables (à l'exemple de la Commune), on est parvenu à la plus grande inégalité des salaires entre le manœuvre à 70 roubles et le spécialiste à 200 ou 400 roubles.

Que peut l'ouvrier de la masse en face de la lutte finale à organiser, du communisme à construire, en face de la contre-révolution à vaincre, en face de la bureaucratie à liquider pour établir enfin la direction consciente de l'économie par les collectivités productrices elles-mêmes?

Nous ne répondrons pas à ces questions par des hypothèses théoriques, mais en rappelant l'œuvre du sous-prolétariat.

L'œuvre du sous-prolétariat.

Le mouvement de la Ire Internationale, dans la mesure où il sut dépasser le trade-unionisme anglais, le mutualisme proudhonien et le parlementarisme pseudo-marxiste se fondait déjà sur la présence d'ouvriers des couches les plus misérables, en particulier dans les sections italienne, espagnole, américaine et suisse. L'attitude des Trade-unions refusant tout secours aux émigrants de Genève qui menaient une grève sauvage sans caisse syndicale (voir James

Guillaume), en dit long sur le caractère des couches sociales représentées dans l'Association Internationale des Travailleurs.

Dans le pays classique de l'aristocratie ouvrière, aux Etats-Unis, où l'American Federation of Labor écœure les social-bourgeois eux-mêmes (Philip) par la lâcheté de son conformisme et l'étalage de l'égoïsme corporatif le plus étroit, les ouvriers errants, les parias de la mine, les trimardeurs « hoboes » et chômeurs partiels ont créé le mouvement le plus révolutionnaire d'Amérique : l'I.W.W. En réaction contre les syndicats, ils ont innové le principe de la mobilisation prolétarienne comme forme de la solidarité de classe. Leur formule : une seule grande union de tous les prolétaires du monde. Leurs méthodes : grèves de propagande, picketing à distance, émigrations en masse, emploi raisonné du sabotage. Les conditions de leur succès : le caractère insaisissable d'une organisation toujours transitoire, poursuivant des buts désintéressés par des méthodes de sacrifice personnel, imposant aux vagabonds leur « loi de la jungle » au nom de la noblesse du vagabondage, développant toutes les valeurs humaines dans ses universités d'hiver (pour les chômeurs saisonniers), dans ses écoles de militants et surtout à l'école même de l'action directe (1).

En Europe, le syndicalisme dit « criminel » des Fédérations catalanes, le mouvement des Bourses du Travail, avant qu'il ne se prostitue aux municipalités (voir Delesalle), n'étaient-ils pas pour leur meilleure part sous l'influence du sous-prolétariat? Les hauts faits des marins — jeunes pêcheurs ou ouvriers chassés de l'usine par le chômage — marins russes du « Potemkine » et de l' « Aurora », marins de l'insurrection de Cronstadt, marins allemands de Kiel, marins français de la Mer Noire, ces hauts faits révolutionnaires ne doivent-ils pas être inscrits à l'actif du sous-prolétariat?

Les marins, les soldats démobilisés et par-dessus tout les chômeurs, ont joué dans la révolution allemande de 1918 et dans la Commune hongroise le même rôle essentiel (voir Dauphin-Meunier, *la Commune hongroise*). Ils ont été l'âme des Soviets en Russie et des Conseils révolutionnaires en Allemagne. L'insurrection spartakiste de janvier 1919, les émeutes d'août de la même année, les batailles rangées de la Ruhr (1920), les combats de 1921 en Allemagne centrale, le terrorisme des Plattner et des Max Hoeltz, toute la lutte expropriatrice et insurrectionnelle du K.A.P.D. en 1922-23 ont été sous-prolétariennes, non seulement dans leur point d'appui mais dans leur essence. Aussi ont-elles rencontré une résistance ouverte de la part de tous les syndicats et des partis « ouvriers », de celui de Noske à celui de Radek.

En Asie, quoique entré plus tard dans la lutte, le sous-prolétariat des coolies a également fait la preuve de ses capacités. Par exemple à Shanghaï, où les syndicats révolutionnaires (en réalité des organisations improvisées de combat et d'expropriation sans aucun caractère corporatif), ont accompli les premières étapes de la révolution prolétarienne et tendu la main aux Piques Rouges des paysans sans terre. Il a fallu la pression de la fraction bolchevique du Kuomintang sur les combattants prolétariens, pour que le Shanghaï des coolies en armes accepte l'autorité du général « rouge », qui bientôt ne fut plus rouge que de leur sang. Cette résistance, qui ne put être liquidée que par une semaine sanglante comme celle de 1871, prouve que pour n'être généralement pas des rejetons de dynasties d'ouvriers qualifiés, les sous-prolétaires de Chine n'en sont pas moins capables de se montrer les héroïques défenseurs de leur propre liberté.

Evidemment les sous-prolétaires — qui sont bien les authentiques prolétaires de l'époque du capitalisme destructif — n'ont jamais encore créé leur république qui ne saurait être qu'internationale et communiste. *Mais ils ont fait largement la preuve de leur capacité politique, intellectuelle et morale.*

D'ailleurs la victoire prolétarienne contre un ennemi qui rassemble et tend ses forces à l'extrême devant le précipice, ne saurait être atteinte que par un déploiement inouï d'initiatives et d'énergies individuelles et collectives. Où trouver ces forces latentes, si ce n'est dans le prodigieux réservoir de virtualités comprimées qu'est la masse prolétarienne mondiale!

Tout cela est d'assez bon augure, et le régime bourgeois-capitaliste et bureaucratique a donné assez de preuves de son caractère destructif vis-à-vis de tout ce qui rend la vie digne d'être vécue et vis-à-vis de la vie humaine elle-même, pour que la révolution communiste prolétarienne soit devenue le seul recours, la seule planche de salut sur laquelle l'humanité puisse raisonnablement s'appuyer.

Que chaque aristocrate ouvrier sache donc regarder l'abîme qui s'ouvre sous ses pas, qu'il sache voir dans le sort de son frère le plus misérable l'anticipation du sort que le capitalisme lui réserve, qu'il sache reconnaître que les solutions partielles ne sauveront personne et que le salut des misérables sera le salut de tous. « La lutte sanglante ou le néant, c'est ainsi que la question est inexorablement posée. » (K. Marx, *Misère de la Philosophie. Conclusion*).

H. BAYARD.

(1) La méconnaissance du caractère politique de la lutte des classes est la lacune principale du mouvement I.W.W.

EUGÉNE GUÉRARD

Eugène Guérard, l'ancien secrétaire du Syndicat national des Chemins de fer, est mort à Paris, le 19 mars. Il avait 74 ans.

Depuis plusieurs années, il s'était retiré du mouvement, ne paraissant plus qu'en invité, de loin en loin, à quelque congrès de cheminots.

C'est une figure curieuse qui disparaît. On le voit dans la première période de sa vie révolutionnaire ardent propagandiste de l'idée de grève générale, organisateur des premiers syndicats de cheminots. Puis, dans la seconde, l'un des champions du réformisme dans la C.G.T., aux côtés de Keufer, de Coupat, et plus passionné qu'eux peut-être dans sa critique des méthodes révolutionnaires.

Que s'était-il passé ?

Deux événements.

La tentative de grève générale des cheminots d'octobre 1898. 135 ouvriers ou employés de chemin de fer répondirent à l'appel de grève. Guérard qui avait préparé ce mouvement ne se remit jamais de son lamentable échec. Il perdit tout espoir en la grève générale et toute confiance dans la classe ouvrière.

Quand vint la grande opération millerandiste, Guérard était tout prêt à monter dans le bateau de la collaboration gouvernementale. Il y monta.

Mais la corporation des cheminots prit une autre voie. Les 135 grévistes de 1898 étaient devenus 80.000 en 1910; 150.000 en 1920. Combien seront-ils à la prochaine grève générale des cheminots?

UNE VIE DE MILITANT

L'autobiographie de James Guillaume

L'approche du cinquantenaire de l'Ecole laïque a ramené l'attention sur James Guillaume. Comment cela? Quel rapport peut-il y avoir avec le militant de la Ire Internationale, plus tard son historien? Guillaume fut l'un des proches collaborateurs de Ferdinand Buisson, dans la période de fondation de l'Ecole laïque. Buisson a d'ailleurs écrit à son sujet : « Une place est due, et une des plus grandes, dans l'histoire de notre éducation nationale... à cet homme qui, au rebours des autres, a mis son point d'honneur dans le silence, dans le travail et dans l'obscurité voulue, à ce grand et modeste éducateur des éducateurs français ».

Nous choisissons ce moment pour publier l'autobiographie qu'il avait écrite en 1906 à l'intention de notre ami Fritz Brupbacher, et dans les conditions indiquées par la lettre qui l'accompagnait.

Paris, 1er décembre 1906.

Mon cher ami,

... Vous m'avez parlé de votre projet d'écrire, pour votre *Polis*, un article sur mon premier volume; et vous me demandez de vous donner un « Curriculum vitae » qui vous permette de vous former une idée plus précise de ma personne et d'en parler. Vous ajoutez, à ce propos, des arguments destinés à me rassurer. Mais ces arguments ne me persuadent nullement. Je ne puis que vous êtes très reconnaissant de vouloir parler de mon livre : mais ce qu'il faut placer sous les yeux de vos jeunes lecteurs, comme digne d'exciter leur intérêt, c'est l'histoire de l'Internationale, c'est l'évolution des idées au sein de l'Internationale, et non pas la personnalité de l'auteur.

Rien qu'au simple point de vue de la propagande et de la discussion des idées, si vous parlez d'un homme, si vous concentrez l'attention sur lui, au lieu d'exposer le développement d'un mouvement historique, vous aboutirez à ceci : qu'alors les adversaires, pour vous réfuter, n'ont qu'à employer ce procédé bien simple, ridiculiser et calomnier l'homme au lieu de discuter les idées et les événements.

Mais, si je pense qu'un homme vivant et agissant, qui se trouve encore aujourd'hui en plein dans le mouvement de propagande et d'organisation, ne doit pas et ne peut pas faire l'objet d'une étude biographique, je reconnais, d'autre part, qu'il est légitime, qu'il est utile, puisque nous collaborons à une œuvre commune, que vous appreniez à me mieux connaître, afin que vous puissiez mieux apprécier ceci ou cela; et c'est pourquoi, me conformant à votre demande, je viens de rédiger un résumé — à la fois très court et très long — qui est destiné à vous. Je vous envoie ces notes autobiographiques (12 pages) pour vous renseigner sur ma famille, mes origines, mon éducation, et le reste; et non pas pour que vous en parliez, mais pour que vous sachiez ce qu'il est à propos qu'un ami sache sur son ami.

Maintenant je vous serre la main, en vous priant de transmettre mes amitiés aux camarades, et de saluer particulièrement pour moi votre sœur et — quand vous lui écrirez — votre compagne.

Bien cordialement à vous.

James GUILLAUME.

CURRICULUM VITAE

Je suis né à Londres en février 1844. Mon père était Suisse (Neuchâtelois), mais naturalisé Anglais (momentanément, et pour les besoins de la maison d'horlogerie dont il était l'un des chefs); ma mère était Française. Ma famille paternelle habitait Fleurier (Val de Travers); mon grand-père avait fondé avec son frère vers 1815 une maison d'horlogerie avec succursale à Londres; il était républicain et, à la suite des événements révolutionnaires de 1831 (où Constant Meuron fut condamné à mort), dut se réfugier un an ou deux au canton de Vaud. Sa femme, Neuchâteloise aussi, était une personne instruite, ainsi que sa sœur et sa belle-sœur; ces trois femmes avaient été institutrices en Angleterre dans des familles de l'aristocratie, et les deux dernières, outre l'anglais, savaient aussi l'italien. Mon père fut élevé par ces trois femmes, apprit enfant l'anglais et l'italien, lut beaucoup; logerie; à 20 ans on l'envoya à Londres, où bientôt il remplaça son oncle comme directeur de la maison de Londres. Il s'occupa, à Londres, bien plus d'études que de commerce, s'instruisit, apprit encore l'allemand et l'espagnol, et se créa une bibliothèque très variée, qui fut pour moi un trésor plus tard. Il s'occupait surtout de philosophie, et de sciences naturelles, pour lesquelles il avait un goût particulier. Il se maria en 1843. Ma mère était fille et petite-fille, et sœur, de trois musiciens français, nommés Glady; le grand-père, Georges Glady, Alsacien et catholique, avait été chef de la musique du régiment bernois Von Ernst, au service de la France (les régiments suisses avaient des musiciens français), et son fils David fut simple musicien dans cette musique régimentaire. A la Révolution, ils passèrent en la même qualité dans la 25e demi-brigade d'infanterie, et firent tous deux les campagnes d'Italie et d'Egypte. Sous le Consulat, le grand-père prit sa retraite et se fixa au canton de Vaud; le fils, bientôt après, quitta aussi l'armée, et vint s'établir à Morges comme maître de musique; il y épousa une Vaudoise, Isaline Golay (dont le frère fut le grand-père de ma femme). Il se fixa ensuite à Vevey; en 1819, il fit la musique et dirigea l'exécution de la première fête des Vignerons au 19e siècle; son fils Samuel Glady (mon oncle), musicien de talent, composa la musique de la seconde fête, celle de 1833. Ma mère (fille de David Glady et d'Isaline Golay) apprit aussi la musique, mais ne devint pas une professionnelle; toute jeune elle alla en Allemagne comme institutrice chez le comte de Schulenburg, et ensuite en Angleterre chez le marquis d'Exeter (son élève, qui est la marraine de ma sœur, et aujourd'hui la

comtesse de Harrowly, femme de l'ancien ministre tory de l'Instruction publique). C'est de ma famille maternelle que je tiens mes goûts musicaux; dans mon enfance, on a hésité un moment sur la question de savoir s'il faudrait faire de moi un musicien ou un professeur de philologie classique : ce dernier parti l'a emporté.

Quand l'éducation de son élève fut achevée, ma mère se maria. Il lui naquit trois garçons de suite, à Londres (je suis l'aîné) ; plus tard naquirent encore, en Suisse, cinq autres enfants, dont deux filles. Nous étions huit frères et sœurs; nous sommes encore quatre. Jusqu'à quatre ans, je parlai anglais et français. En 1848, la République ayant été proclamée à Neuchâtel, mon père, qui était un ardent républicain, revint au pays (ses deux frères plus jeunes le remplacèrent à Londres). La crise commerciale de 1848 et 1849 fit subir de grandes pertes à la maison Guillaume; mon grand-père, qui devait se retirer des affaires et céder sa place à mon père comme chef de la maison de Fleurier, ne le put pas; mon père se trouva donc sans place, et dans la gêne; mais bientôt il fut nommé juge, puis préfet du Val de Travers; et à partir de ce moment il ne s'occupa plus que des affaires publiques. En 1853, il fut élu conseiller d'Etat (et fut constamment réélu ensuite, pendant environ 35 ans) ; alors il vint habiter Neuchâtel. J'entrai au collège latin de Neuchâtel à l'âge de neuf ans et demi; à seize ans je passai dans les classes qu'on appelait les Auditoires (aujourd'hui l'Académie), et y fus trois ans comme étudiant, jusqu'en 1862. J'étais un élève assez indiscipliné, et j'avais souvent maille à partir avec les autorités scolaires, qui étaient royalistes et religieuses; nous n'étions que trois élèves républicains, et j'étais le seul libre-penseur (mon père m'avait élevé de bonne heure dans la libre-pensée). Mais si j'étais mal noté pendant l'année pour mes allures indépendantes, je me rattrapais aux examens de fin d'année, où, sans effort, j'étais toujours le premier, et où je remportais la plupart des prix. Ce qui a eu de l'importance dans ma vie d'écolier, ce n'est pas ce que je faisais en classe (je n'écoutais pas mes maîtres, je n'avais nulle confiance en eux), c'était ce que j'apprenais tout seul, et ce qui fermentait dans ma tête.

Je lus toute la bibliothèque de mon père, me passionnant pour l'antiquité, pour la Révolution française, pour la philosophie (Spinoza surtout), pour la poésie (Homère, Shakspeare, Gœthe, Byron), pour les grands écrivains français (Rabelais, Molière, Voltaire). Je m'occupais aussi beaucoup de sciences naturelles (astronomie, géologie, et, comme collectionneur, entomologie) ; la poésie était pour moi une passion (j'ai écrit des milliers de vers ,lyriques et autres, composé des drames, des romans, comme écolier et étudiant), et la musique une autre passion (j'avais entrepris un opéra et un oratorio). La politique aussi était une troisième passion; à Neuchâtel, entre républicains et royalistes c'était une lutte acharnée; l'histoire de la Révolution française, dès ce moment, me fascinait, et mes héros étaient les Montagnards, Marat (un Neuchâtelois), Robespierre, Saint-Just.

C'est là-dessus que j'allai à Zürich (sept. 1862) comme étudiant (stud. phil.), sans but bien défini; je devais acquérir une culture générale, et ensuite me vouer à l'enseignement des langues anciennes. Je devins membre du « philologische-pédagogische Seminar », sous Köchly; lui, et Vischer l'esthéticien, sont les seuls de mes professeurs que j'aie pris au sérieux, — et encore! Ce temps de Zürich (j'y restai seulement jusqu'à Pâques 1864; il fallut ensuite revenir, les finances de mon père ne lui permettant pas de continuer à payer pour moi) a eu de l'influence sur moi aux points de vue suivants : j'y appris à connaître le génie allemand, à comprendre les poètes et les philosophes de l'Allemagne; je m'y imprégnai également des lettres grecques; enfin j'y eus vingt ans, âge des beaux enthousiasmes; et la ville où l'on passe sa vingtième année demeure dans l'existence comme un point lumineux. Vous savez que j'entrepris une traduction des *Leute von Seldwyla;* et je m'occupai encore de divers autres travaux littéraires. Le socialisme, à ce moment, n'existait guère pour moi; un camarade un peu plus jeune, David Perret, était un admirateur enthousiaste de Proudhon, et moi je lui répondais que Proudhon était un sophiste.

Revenu à Neuchâtel, je restai trois mois chez mes parents, achevant ma traduction de G. Keller, et ne sachant trop comment faire pour continuer mes études. Mon père pensait qu'il me faudrait aller en Angleterre, ou de préférence en Ecosse (Edimbourg), y prendre une place de précepteur pour vivre, et en même temps suivre les cours de l'Université. Sur ces entrefaites (juillet), le directeur de l'Ecole industrielle du Locle, cherchant un remplaçant pour le professeur de littérature et langue française et d'histoire, me proposa de prendre cette place pendant un an. J'acceptai avec enthousiasme : je pensais économiser la moitié de mon traitement, et ensuite aller à Paris avec mes deux frères puînés : l'un, jeune ouvrier typographe, et l'autre (17 ans) se destinant à la peinture (Emile) ; nous aurions vécu et travaillé ensemble. Mais Emile mourut en février 1865, et ce fut pour moi un coup terrible; nous étions tendrement unis; et quoiqu'il n'y eût qu'un peu plus de trois ans de différence entre nous, il était comme mon élève. Ce malheur changea tout mon avenir : il n'était plus question d'aller à Paris; je me sentais brisé, et il fallut des mois pour me relever un peu. Des amis de mon père lui disaient de ne pas me laisser m'enterrer au Locle; il fallait absolument aller achever mes études dans une Université, et on me conseillait Bonn; mais je ne voulais pas en entendre parler. Je passai l'examen d'Etat à la fin de l'année scolaire, j'obtins le diplôme pour l'enseignement dans les Ecoles industrielles, et fus nommé à titre définitif (juillet 1865).

A ce moment commence mon évolution morale. Au milieu d'une population ouvrière, je suis frappé de la vanité de mes études classiques, je hausse les épaules en pensant à mes anciens plans d'avenir; je me dis que, si ma vie vaut encore la peine d'être vécue, c'est à condition que je la consacre à l'instruction du peuple; et, pour commencer, j'organise des cours du soir pour les jeunes apprentis. Je continue à lire toute sorte de choses, Feuerbach, Darwin, Fourier, Louis Blanc, Proudhon, et peu à peu s'élaborent dans ma tête des conceptions nouvelles. Je n'avais pu concevoir l'égalité, précédemment, qu'à la façon de Robespierre et de Louis Blanc : si l'homme avait une âme spirituelle, l'égalité de toutes les âmes allait de soi. Mais comment concilier l'égalité avec le darwinisme, avec la descendance animale, avec la lutte pour la vie?

Et la morale, que devenait-elle, sans le libre-arbi-

tre? Ces questions me tourmentèrent longtemps; et lorsqu'enfin la négation du libre-arbitre (métaphysique) se fut imposée à moi, je me trouvai tranquille, et sur un terrain solide. Les échos du mouvement coopératif français, et la fondation d'une Section de l'Internationale à La Chaux-de-Fonds (1865), furent de nouveaux éléments d'intérêt dans ma vie; et la connaissance que j'avais faite du père Meuron, me mettant en contact intime avec un vieux révolutionnaire qui avait donné sa vie comme enjeu de ses idées, et qui gardait les aspirations de sa jeunesse, me fut un grand encouragement à l'action.

J'étais triste, j'avais le cœur en deuil depuis la mort de mon frère; mais je pensais que l'existence serait supportable si je me vouais tout entier à la cause des opprimés, pour les aider à s'émanciper. C'est ma période stoïcienne. J'avais écrit sur un papier collé à ma porte (en dedans) les vers d'Horace, *Justum ac tenacem propositi virum*, et je me les répétais constamment. Je songeai à me faire instituteur dans un village, pour être plus près du peuple; puis à me faire ouvrier typographe; mais on me dissuada de l'un et de l'autre, en me démontrant que si je me *déclassais*, je perdrais presque toute l'influence utile que je pourrais exercer. En août 1866, le père Meuron et moi fondâmes la Section de l'Internationale du Locle, et j'allai au Congrès de Genève; nous devînmes, en politique, des démocrates socialistes (précédemment nous étions seulement des radicaux d'avant-garde).

J'ai raconté dans mon tome Ier comment, après une campagne électorale en 1868, nous commençâmes à nous éloigner de la politique parlementaire. La connaissance de Bakounine, en 1869, acheva mon évolution (1). Je dois à Bakounine, au point de vue moral, ceci : auparavant, j'étais stoïcien, préoccupé du développement moral de ma personnalité, m'efforçant de conformer ma vie à un idéal; sous l'influence de Bakounine, je renonçai à cette préoccupation personnelle, individuelle, et je conçus qu'il valait mieux remplacer l'effort vers la perfection morale, par une chose plus humaine, plus sociale : renonciation à l'action purement individuelle; et résolution de me consacrer à l'action collective, en cherchant la base et la garantie de la moralité dans la conscience collective d'hommes étroitement unis pour travailler à une œuvre commune de propagande et de révolution.

Dans ma famille, on ne fut naturellement pas content de ma conduite et de mes opinions. Je tâchais de faire comprendre à mon père que mon devoir était d'agir conformément à ce qui me paraissait juste; mais, bien que lui-même eût été plein de sympathie, en 1848 et dans les années suivantes, pour les révolutionnaires italiens, polonais, français, etc., il ne voulait pas entendre parler de l'Internationale. Mon grand-père (mort en 1869) m'écrivit des lettres sévères pour tâcher de me remettre dans le bon chemin. Lorsque mon conflit avec la Commission d'éducation m'obligea à quitter le Locle, mon père se montra furieux, non contre la Commission, mais contre moi. Il m'accepta, il est vrai, à l'imprimerie pour remplacer mon frère (qui se conduisait mal et avait fait des dettes), parce que cela le tirait d'embarras, et parce que ma femme put disposer d'une somme de 2.000 fr. pour acheter une presse mécanique; mais les années que je passai à l'imprimerie (août 1869 à la fin de 1872) furent remplies par des conflits incessants entre lui et moi. Quand je fus devenu indépendant en 1873 par la vente de l'imprimerie à un nouveau propriétaire, et que je gagnai ma vie en donnant des leçons particulières et en faisant des traductions de l'anglais et de l'allemand, la situation fut moins tendue. Ma mère et mes sœurs, elles, furent toujours de mon parti; elles trouvaient mes idées généreuses; seulement elles les jugeaient chimériques. Ma femme aussi trouvait qu'il était injuste que je me sacrifie pour les autres, et les années que nous passâmes à Neuchâtel (1869-1878) furent très dures pour elle. Elle avait peu à peu, sous mon influence, perdu ses croyances religieuses; elle sympathisait avec mes idées de justice sociale, elle avait aussi de la sympathie pour mes amis, Constant Meuron, Bakounine, Perron, Schwitzguébel, Cafiéro, Reclus, Ross, Kropotkine; mais, malgré tout, elle n'était pas des nôtres : ce n'est qu'à Paris, et dans les dernières années de sa vie, qu'elle put me dire qu'elle partageait maintenant entièrement toutes mes aspirations.

La raison qui me fit quitter la Suisse, c'est qu'au bout de quelques années je me trouvai avoir perdu successivement toutes mes leçons particulières, sans pouvoir plus en trouver; que l'éditeur de Berne pour qui j'avais traduit successivement trois romans de 1875 à 1877, ne m'en donna plus à traduire; que, d'autre part, ayant renoué des relations avec F. Buisson, j'étais devenu, en 1877, collaborateur de son *Dictionnaire de pédagogie* publié chez Hachette, et qu'il me pressa d'aller à Paris, où ma collaboration serait plus facile (je collaborais aussi, depuis 1877, grâce à Kropotkine, à un Dictionnaire géographique anglais publié à Londres. J'allai donc à Paris en mai 1878 (la Fédération jurassienne était déjà bien malade, et le *Bulletin* avait dû suspendre sa publication à la fin de mars 1878), voir si je pourrais y trouver des moyens d'existence; au bout d'un mois ma décision était prise, et je fis venir ma femme et mon enfant; j'avais trouvé assez de travail de librairie pour pouvoir vivre modestement. Il fallut d'abord vivre dans un demi-incognito, pour n'être pas expulsé (l'amnistie n'eut lieu que trois ans plus tard).

En 1879, à la démission de Mac-Mahon, Ferry devint ministre de l'Instruction publique, et Buisson directeur de l'Enseignement primaire; j'eus alors, au Dictionnaire de pédagogie dont Buisson ne pouvait presque plus s'occuper, une situation beaucoup plus importante, et je devins aussi secrétaire de la rédaction de la *Revue pédagogique*, chez Delagrave, dont nous cherchâmes à faire l'organe des idées nouvelles en matière d'enseignement. Je commençai aussi dès 1879 à m'occuper de recherches sur l'histoire de l'instruction publique pendant la Révolution, et formai le plan d'une vaste publication documentaire.

Une seconde fille m'était née en 1879, et prit une place très grande dans notre existence. L'éducation de mes filles devint une préoccupation majeure. Quant au mouvement socialiste en France, outre que je n'aurais pu m'en occuper activement sans me faire expulser, je le trouvais étrangement dévoyé : plus d'Internationale, rien que des chapelles s'excommuniant les unes les autres; je ne pouvais m'intéresser aux gues-

(1) J'avais fait la connaissance de ma cousine Elisa Golay (qui avait deux ans de plus que moi) en juin 1868; nous nous fiançâmes en août, à Morges; et nous nous mariâmes en octobre 1869, trois mois après que j'eus quitté le Locle.

distes, aux malonistes, aux broussistes, etc.; je me contentais de mes relations personnelles avec quelques anciens amis, les frères Reclus, Lefrançais, Robin, Kropotkine, etc. En Suisse il n'y avait plus rien : Schwitzguébel était devenu ou allait devenir secrétaire ouvrier romand, et Spichiger était en Amérique ainsi que plusieurs autres.

En 1887, une Commission dont je fis partie — quoique étranger — fut nommée par le ministre de l'Instruction publique pour publier les documents d'archives sur la Révolution française, d'après le plan que j'avais élaboré; et j'eus pour ma part le *Comité d'instruction publique*. Un volume sur le Comité de la Législative parut à l'Imprimerie nationale en 1889; et cette année-là je me fis naturaliser Français.

Ensuite vint la série des volumes sur le *Comité de la Convention*, à partir de 1891; j'achève en ce moment le 6e et dernier. Quand le Dictionnaire de pédagogie fut fini (en 1887), je devins le principal collaborateur (secrétaire de la rédaction) d'un autre dictionnaire, le *Dictionnaire géographique de la France* (aussi chez Hachette), et ce fut là mon principal gagne-pain de 1888 à 1904. J'ai eu aussi à m'occuper, pendant une vingtaine d'années, des publications du Club Alpin Français (les Alpes, ou, d'une manière plus générale, les montagnes, ont toujours occupé une grande place dans ma vie). Si je mentionne encore un volume sur Pestalozzi (1890), et de nombreux articles dans la revue la *Révolution française*, j'aurai énuméré l'essentiel.

Ma fille cadette, Marguerite, avait commencé à languir vers 1895. Pendant deux ans sa santé, s'affaiblissant toujours, me jeta dans une angoisse croissante, qui exerça sur mes nerfs une action funeste. En novembre 1897 elle mourut (un mois après le mariage de sa sœur), et je voulus mourir aussi : une atroce douleur faillit me faire perdre la raison, et pendant deux ans, que je passai loin de Paris, je fus incapable de tout travail. Revenu à Paris dans l'été de 1899, je recommençai à travailler; mais alors ma femme tomba malade à son tour, et languit deux ans avant de mourir, en décembre 1901. Depuis ce moment, je me survis, et je tâche d'employer pour l'utilité commune les jours qui me sont à charge : une activité fiévreuse me permet seule d'échapper au vide de mon existence.

JAMES GUILLAUME.

A travers les Livres

Victor Margueritte : La Patrie Humaine (Flammarion.)

Voici un livre que la personnalité de son auteur destine à de gros tirages. Il prendra ainsi la valeur d'un geste et presque d'un événement. C'est une protestation de plus contre la guerre, un effort pour vaincre l'apathie de l'opinion française moyenne qui, entre certains ressauts de badauderie nationaliste, se laisse prendre volontiers par les rêveries du pacifisme locarnien, en attendant qu'elle accepte encore de « remettre ça », cette fois pour la dernière des dernières.

L'auteur montre quels germes de discorde se sont développés dans l'Europe du Traité de Versailles, quelles combinaisons diplomatiques pourraient, selon lui, faire éclater une nouvelle guerre. Il consacre ensuite une bonne partie de son livre à peindre les horreurs de la guerre de demain, avec tout son appareil chimique et bactériologique de destruction et d'épouvante. Il réunit sur ce point un dossier impressionnant et cette littérature d'anticipation, puisée à des sources scientifiques et militaires, est bien capable d'émouvoir, de réveiller une ancienne révolte intérieure.

Mais on connaît l'insuffisance de ces engagements sentimentaux que l'on prend vis-à-vis de soi-même. Il faut que les ennemis de la guerre s'organisent et se mettent à l'action. Et Victor Margueritte a visiblement l'intention de dépasser ce pacifisme velléitaire qui a si souvent fait faillite. Il veut pousser à une action contre la guerre Après avoir énuméré les diverses ligues fondées pour la combattre, il condense sa pensée dans les mots d'ordre suivants :

« *Dans tous les pays :*

1° D'abord ne plus faire d'enfants tant que les Patries auront le droit de les assassiner;

2° Ne pas se contenter d'efforts isolés, s'inscrire aux ligues, aux associations, pour défendre la paix et assurer le progrès;

3° Unir toutes les volontés *agissantes* dans une propagande méthodique, usant de tous les moyens : refus de préparer la guerre et de la faire, affiches, journaux, conférences, réunions internationales, etc.;

4° Signifier aux nations qu'elles aient désormais à régler leurs différends sans recourir à la violence, d'où toujours la violence renaît, et qu'enfin la suprême loi des Etats comme celle des individus est *le respect de la vie.* »

C'est sur ces conclusions que nous devons, en fin de compte, juger le livre. Il est utile sans doute par les renseignements qu'il apporte et sa passion communicative, mais le pacifisme de l'auteur, même décidé au combat, ne saurait suffire à la classe ouvrière.

C'est déjà quelque chose qu'il n'ait pas la prétention de penser pour celle-ci. Mais il faut reconnaître l'insuffisance d'un pacifisme sans contenu social qui ne peut conduire qu'à des gestes individuels, d'ailleurs appréciables, et qui, gardant certaines illusions sur la complaisance des « nations » à se laisser persuader par des suggestions pacifistes, peut les remplacer, le moment venu, par l'illusion toute proche d'une guerre libératrice. C'est à quoi l'on s'expose lorsqu'on ne regarde pas assez en face les dessous capitalistes des carnages militaires.

Mais il faut prendre les gens tels qu'ils sont et l'on ne saurait demander à l'opinion publique de 1931 une lucidité de classe qu'elle n'a pas. Espérons du moins que le livre de V. Margueritte secouera sa torpeur et lui rendra plus accessibles les mots d'ordre anti-guerriers plus solides, plus dégagés d'illusions, que les syndicats révolutionnaires se doivent d'élaborer. — A. RICHARD.

NOUS AVONS REÇU :

Max Beer : *Histoire générale du socialisme et des luttes sociales.* IV. *Les Temps modernes* (1740-1850). Traduction de Marcel Ollivier. 12 fr. (Les Revues);

L. Laurat : *L'Economie soviétique.* 15 fr. (Valois);

G. Boris : *Problème de l'Or et Crise mondiale.* 15 fr. (Valois);

G. Simon : *Les Juifs règnent en Russie.* 15 fr. (Rieder).

Victor-Serge : *Naissance de notre Force.* 15 fr. (Rieder);

Jean Pallu : *L'Usine.* 15 fr. (Rieder);

Lettres de Sacco et Vanzetti (1921-1927). Traduites par Jeanne Guéhenno, 15 fr. (Grasset);

V. Méric : *Coulisses et tréteaux.* 15 fr. (Valois).

Louis Piérard : *Rimouski-Puebla. Du Canada au Mexique* (Valois).

Charles Naine : *Plaidoirie devant le tribunal militaire de Fribourg.* (Brochure rééditée par la « Révolution pacifique », Le Locle, Suisse; 20 cent.)

J. Steinberg : *Gewalt und Terror in der Revolution.* (Rowohlt Verlag, Berlin.)

Boris Pilniak : *La Volga se jette dans la mer Caspienne,* 18 fr. (Edit. du Carrefour.)

Moustim Barbari : *Tempête sur le Maroc,* 5 fr. (Rieder.)

Jean-Richard Bloch : *Destin du siècle,* 15 fr. (Rieder.)

Correspondance de Marx et Engels, tome I (1844-1849). Trad. Molitor, 12 fr. (Costes.)

J. Marcireau : *Tu seras soldat,* 12 fr. (« Le Mauvais Temps », Les Revues.)

...Mais la voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale

LV

Le débat sur l'unité au Comité national de la C. G. T.

Le Peuple *du samedi* 21 *mars a publié le compte rendu suivant du débat sur l'Unité syndicale qui s'était produit la veille au Comité confédéral national :*

Le secrétaire administratif, Raoul Lenoir, a indiqué que la Commission administrative a jugé qu'il convenait de faire figurer en tête de l'ordre du jour du Comité national la question de la situation confédérale, afin de permettre aux représentants des Unions et Fédérations de faire connaître, s'ils le désiraient, leur pensée sur l'agitation que s'efforcent de créer quelques personnalités de l'organisation confédérée en collaboration avec des membres de la C.G.T.U. et de la Fédération autonome des fonctionnaires.

— Le manifeste des 22, a constaté Lenoir, n'a pas eu sur le mouvement confédéral une influence bien grande.

« Les organisations confédérées, dans leur ensemble, ont fait preuve de beaucoup de tact en ne prenant pas au tragique la nouvelle manœuvre dirigée contre la C.G.T. »

L'orateur estime, en effet, qu'il s'agit d'une manœuvre. Car, s'il est impossible de mettre en doute la bonne foi de certains signataires de l'appel, il en est d'autres qui poursuivent un but évident : créer des difficultés au mouvement ouvrier.

— En ouvrant un débat, notre rôle, a poursuivi Raoul Lenoir, est de rechercher si réellement la C.G.T. a desservi l'unité, si elle n'est pas demeurée fidèle aux décisions de ses congrès, si ses portes ne sont pas restées ouvertes à tous ceux voulant rejoindre la vieille maison et, aussi, si la C.G.T. n'a pas enregistré toujours avec satisfaction la reconstitution de l'unité qui s'opère de plus en plus dans son sein.

Un exposé de Vardelle

Au début de son exposé, Vardelle a indiqué qu'il voulait traiter trois points : 1° le refus d'insertion opposé à un article de Dumoulin par l'organe confédéral *Le Peuple;* 2° la question de l'unité; 3° la question de la tactique de la C.G.T.

Le secrétaire de l'Union de la Haute-Vienne regrette que *le Peuple* n'ait pas laissé Dumoulin répondre à l'article de Savoie. Il avait été attaqué, justement ou non, peu importe, on devait lui fournir la possibilité de s'expliquer en spécifiant qu'ensuite la route serait barrée à la polémique.

En ne donnant pas à Dumoulin le droit de répondre, on est allé à l'encontre du principe qui veut qu'au sein de la C.G.T. chaque idée puisse s'exprimer librement. En ce qui concerne l'unité, Vardelle ne doute pas que tous les membres du Comité confédéral ne la désirent.

Mais il se demande si on est fondé à dire que le manifeste des « 22 » constitue simplement une manœuvre.

A l'heure présente, il existe un danger que tous les Syndicats, les Unions et les Fédérations n'ont pas été sans apercevoir. Ce danger est celui de l'autonomie. Trop volontiers des groupements s'y laissent entraîner. Cela commande de la prudence.

Vardelle sait qu'on reproche aux « 22 » de commencer leur manifeste par des critiques à la C.G.T. Il sait également qu'on fait remarquer, avec raison, que le Parti communiste ne veut de l'unité à aucun prix.

C'est d'autant plus certain qu'on assiste à des actes scandaleux du genre de celui dont Jollinier, secrétaire de l'Union de la Charente-Inférieure, vient d'être la victime.

— Je sais, a dit Vardelle, qu'il est aussi nécessaire au Parti communiste d'avoir la C.G.T.U. qu'il est nécessaire pour Staline de découvrir tous les jours un nouveau complot.

Reste à savoir si devant l'augmentation du nombre des syndicats autonomes, il ne vaudrait pas mieux, au lieu de condamner les « 22 » et ceux qui acceptent leur point de vue leur dire : « Si vous voulez l'unité, n'examinez pas ce qui se passe à la C.G.T. Ce n'est pas du dehors qu'il est possible de modifier une ligne de conduite, c'est du dedans. Rentrez, vous aurez la possibilité d'y travailler. »

En ce qui concerne la tactique actuelle de la C.G.T., le secrétaire de l'Union de la Haute-Vienne se demande si elle répond bien à la situation générale.

Certes, il est faux de dire que l'action au sein du Bureau International du Travail est négative. Vardelle pense que cet organisme est indispensable et que s'il n'était pas créé il faudrait le faire, car il permet aux représentants ouvriers de s'exprimer face aux dirigeants des pays, face aux mandataires des capitalistes.

Mais peut-être conviendrait-il de reviser la politique de présence et de voir si la place des syndicalistes est bien dans certains organismes où ils entrent avec l'autorisation gouvernementale et une sorte de complicité patronale.

L'attitude de jadis est, certes, difficile à observer. N'empêche que le bruit que faisaient autrefois les militants de la C.G.T. faisait peur à la bourgeoisie.

Le secrétaire de la Haute-Vienne a rappelé que M. Tardieu a dit du syndicalisme des fonctionnaires qu'il est puissant parce qu'il correspond à une puissance électorale. Et il a évoqué les termes dédaigneux dont l'ancien président du Conseil s'est servi pour parler du syndicalisme ouvrier qui groupe dix pour cent des travailleurs de l'industrie.

Vardelle voudrait que des efforts soient faits pour que les syndicats d'industrie progressent, et avec eux la puissance d'action de la classe ouvrière.

Dans la conclusion de son exposé, l'orateur a noté le mécontentement des masses à l'endroit de la C.G.T.U. Il a ajouté que puisqu'il est avéré que celle-ci ne peut pas réaliser l'unité, il y a lieu de chercher

une formule nouvelle montrant que la C.G.T., elle, est pour le remembrement des forces ouvrières.

DÉCLARATION DE VIVIER

Le secrétaire de l'Union du Rhône a d'abord fait l'amical reproche à son collègue de la Haute-Vienne d'avoir parlé longuement pour arriver à dire que la C.G.T.U. existera toujours et que, partant, l'unité ne sera jamais réalisée.

— En ce qui me concerne, a poursuivi Vivier, je veux d'abord dire que mon Union a reconnu que la Commission administrative de la C.G.T. s'est inspirée, dans les déclarations rendues publiques par les soins du bureau confédéral, des décisions des Congrès nationaux.

« Elle a estimé que les deux articles parus dans *Le Peuple* sous la signature de Léon Jouhaux, traitant du syndicalisme sur le terrain national et sur le terrain international, ont dénoté un grand esprit de conciliation. »

Au surplus, toujours la C.G.T. a fait preuve de conciliation.

Au dernier Comité national, c'est Liochon qui, interprète de la pensée générale, disait : « Ceux qui sont partis volontairement reviendront par la voie où ils sont partis. Nous les accueillerons le mieux possible. »

Au surplus, les faits quotidiens prouvent que l'unité est possible.

A Lyon, les Syndicats unitaires des cuisiniers et des biscuitiers, qui ont à leur tête des hommes ayant combattu violemment la C.G.T. et ses militants, viennent de réintégrer la maison un moment abandonnée. Ils y vivront au même titre que les autres groupements. Aucune condition n'a été posée à leurs militants.

Vivier, ayant exposé ce qui précède, s'est étonné qu'on parle d'un « cas » Dumoulin.

Il n'y a pas de cas Dumoulin. Ce qu'il y a, c'est un homme qui écrit dans la presse des choses contradictoires, un homme qui a une opinion assez changeante.

— Devons-nous être le jouet des volontés particulières, a demandé l'orateur, et les décisions des Congrès doivent-elles être constamment mises en cause parce que certains hommes ne savent pas être des soldats et veulent être des chefs?

Applaudi, Vivier a poursuivi en soulignant tout ce que contient de vanité et d'orgueil une phrase récente de celui qui a pris la direction de l'offensive des 22 : « C'est moi qui ai sauvé la C.G.T.! »

— Personne, particulièrement, n'a sauvé la C.G.T., s'est écrié l'orateur au milieu des bravos, c'est tous ceux qui se sont serrés autour de son drapeau!

Le secrétaire de l'Union du Rhône a déclaré qu'il lui est impossible d'oublier que Dumoulin a laissé la C.G.T., qu'il est parti. Aujourd'hui, il ne doit être qu'un simple syndiqué, un syndiqué plus discipliné que les autres.

— S'il avait l'amour de la C.G.T. qu'il prétend avoir sauvée, il n'écrirait pas ce qu'il écrit. Quand il prétend que c'est pour ramener au bercail les brebis égarées, il commet une erreur volontaire.

Faisant allusion à l'attitude particulière de Piquemal, de la Fédération autonome des fonctionnaires, Vivier a déclaré que c'est son ambition qui l'a poussé à abandonner la Fédération des Syndicats de fonctionnaires.

Puis, rappelant ce que Gaston Guiraud a dit récemment à la réunion d'information du Syndicat des Instituteurs de la Seine en ce qui concerne la reconstruction quotidienne de l'unité, l'orateur a indiqué que l'Union du Rhône, partie avec 28 groupements, en réunit 90 aujourd'hui.

Partout, c'est la même chose.

Il s'agit de savoir si, à un moment pareil, les décisions des Congrès seront respectées ou si on cédera à la démagogie, au chantage.

— Vardelle, a repris Vivier, ne peut ignorer que dans les Unions départementales, on a tendance à subir l'influence du milieu. Eh bien! à Lyon, centre où il y a des syndicats autonomes importants, l'Union confédérée entend ne pas tenir compte de cette situation et continuer à proclamer que l'autonomie est une erreur, comme la C.G.T.U. est une erreur.

En terminant, notre camarade a convié les représentants de la C.G.T. dans les départements à se dresser contre la campagne des « 22 » pour que leur Comité aille rejoindre ses devanciers dans le domaine de l'oubli, l'unité syndicale ne pouvant se réaliser par des paroles de division.

UNE MISE AU POINT DE FRANCIS MILLION

Le Peuple ayant été mis en cause par Vardelle, notre directeur a remercié le représentant de l'Union de la Haute-Vienne de lui avoir fourni l'occasion d'une mise au point nécessaire.

Million a d'abord fait observer au Comité que *Le Peuple* est dans l'obligation de servir la C.G.T. et de s'inspirer des décisions de congrès. Il serait trop facile que quelqu'un se serve du titre de syndiqué, qui peut s'obtenir sans peine, pour combattre, dans les propres colonnes de l'organe confédéral, la ligne de conduite de l'organisation telle qu'elle a été fixée par des congrès nationaux successifs.

Après quoi, Million a procédé à un rappel de faits.

Il a exposé dans quelles conditions le manifeste des « 22 » parvint au *Peuple*. Il portait non seulement des signatures de confédérés, mais celles d'hommes ayant montré dix fois qu'ils sont des adversaires déclarés de la C.G.T.

Un document émanant d'un groupe aussi mélangé ne pouvait trouver sa place dans les colonnes de l'organe officiel du syndicalisme, devant se tenir constamment dans la ligne fixée par les congrès réguliers.

En ce qui concerne l'observation présentée par Vardelle à propos de la réponse faite à une lettre de Dumoulin, Million a montré que celui-ci s'est servi d'un terme un peu excessif quand il a prétendu avoir été « attaqué » dans l'article publié sous la signature de Savoie.

Au surplus, pour bien comprendre dans quel état d'esprit le secrétaire de la Fédération de l'alimentation a rédigé son papier, il est bon de se rappeler qu'un journal voisin, qu'il est permis de supposer ami, avait inséré certains articles et tenté une entreprise ayant paru suspecte à certains militants syndicalistes en raison de son objet et du personnage mandaté pour la conduire à bien.

C'est après ces incidents, dont le Comité précédent a eu à connaître, et qu'il a sanctionnés par un ordre du jour, qu'est venue la déclaration des « 22 » et que Savoie a rédigé son article, qui ne contenait pas le nom de Dumoulin, mais simplement une citation d'une déclaration de celui-ci.

Dumoulin écrivit alors à la direction du *Peuple*.

Pour demander l'insertion d'une brève réponse?

Non pas. Pour demander si, sous la rubrique : « *Opinions de militants* », le *Peuple* était prêt à insérer des articles de confédérés.

A la vérité, il s'agissait de permettre aux membres du Comité des « 22 » d'engager une polémique.

C'est sous cet angle que le Conseil d'administration du *Peuple* a examiné la question, et il a été unanime pour déclarer que le journal confédéral ne pouvait servir à de pareilles fins.

Million a ensuite montré au Comité que la décision du Conseil d'administration avait été sage, puis-

que, presque dans le même temps, des individualités se réclamant aussi de la qualité de syndiqués confédérés sollicitaient l'insertion de factums émanant d'un soi-disant groupe d'opposition révolutionnaire des syndicats confédérés et autonomes.

Si la politique de la porte ouverte avait été appliquée, elle aurait pu conduire bien loin.

Le *Peuple*, a souligné Million au milieu des approbations, est un instrument de propagande et d'éducation; il ne saurait être un organe de critique de la ligne de conduite de la C.G.T.

Notre directeur, pour montrer combien a été grand le souci d'impartialité des membres du Conseil d'administration, a déclaré qu'ils ont été jusqu'à intervenir auprès de militants pour qu'ils retirent des articles approuvant l'action de la C.G.T., estimant que la discussion de l'attitude de celle-ci est surtout du ressort des Comités et des Congrès confédéraux.

Million, après avoir montré les difficultés d'abriter certains articles, a conclu en montrant que le devoir du *Peuple* est de toujours profiter à la C.G.T. et de ne jamais lui nuire.

Ces paroles de notre directeur ont obtenu l'assentiment unanime des délégués.

Intervention de Capocci

Le secrétaire de la Fédération des employés s'est d'abord montré étonné que le secrétaire de l'Union de la Haute-Vienne n'ait pas aperçu la manœuvre qui se dissimule derrière le manifeste des « 22 ».

En effet, une idée, si bonne soit-elle, ne vaut que par les hommes qui la servent. Or, parmi les signataires de la proclamation, il y a des « poches de fiel » qui n'ont jamais été capables de vivre longtemps au sein des organisations régulières.

Capocci avait rencontré, à la veille du déjeuner « historique », un des hommes qui y participèrent.

Au cours d'une conversation, comme il faisait observer à son interlocuteur que les rentrées à la C.G.T. devenaient de plus en plus nombreuses, il eut la surprise de s'entendre répondre : « Oui, mais on constate que tous ceux qui rentrent ainsi, par morceaux, s'adaptent très vite à la ligne de conduite de la C.G.T.! »

C'est pour empêcher cela, et parce qu'on comprenait que ce n'étaient plus des syndiqués seulement, mais des Syndicats et des Fédérations qui reprenaient le chemin de la C.G.T. qu'on a tenté l'opération des « 22 ».

Le manifeste de ceux-ci a arrêté pour un temps la rentrée des ouvriers dans les vieilles organisations. Donc, il constitue une manœuvre, une manœuvre qui a été facilitée et encouragée par des hommes appartenant à des fractions politiques.

Capocci a ensuite répondu à Vardelle en ce qui concerne la politique de présence. Il est évident qu'il ne faut pas placer en elle toute notre confiance. Il est nécessaire de l'appuyer par l'action énergique des organisations syndicales. Cela, la C.G.T. l'a toujours dit. Prétendre le contraire serait faire acte de mauvaise foi.

On parle de revision de la politique confédérale.

Soit. Mais c'est aux confédérés seuls qu'il appartient d'examiner si celle-ci est souhaitable. Ils n'ont pas à subir d'influences du dehors.

Capocci a demandé au Comité national de sanctionner purement et simplement la décision prise par la C. A.

— La C.G.T., a-t-il conclu, n'a pas été sauvée par un homme plein d'orgueil; elle a été sauvée par les centaines de milliers d'ouvriers qui ont fait face à la démagogie et au bluff!...

Déclaration de Savoie

En se levant à sa table, le secrétaire de la Fédération de l'Alimentation a noté qu'il paraîtrait anormal qu'il ne prenne pas la parole dans ce débat.

— J'apparais à certains comme un criminel parce que j'ai écrit un papier uniquement destiné à faire part à mes camarades de faits m'ayant frappé. Je dois donc m'expliquer.

Mais avant de le faire, Savoie a tenu à montrer combien il est étrange que l'on remette sans cesse en cause les décisions des Congrès nationaux.

Personnellement, comme il est très discipliné, il en souffre. Car il est anormal, entre deux Congrès, de s'en prendre à des textes qui doivent être appliqués jusqu'au moment où de nouvelles assises confédérales accepteront de les modifier.

Dans son article, Savoie s'est borné à rappeler des faits très graves qui se sont passés à une certaine époque au sein de la C.G.T., faits qui ont eu des conséquences très importantes.

Il a la conviction que des faits actuels, des conséquences non moins douloureuses découleront.

— Un homme qui a été secrétaire de la C.G.T. devrait, par la suite, avoir certaine réserve, certaine prudence. Ce n'est pas le cas de Georges Dumoulin. Je le regrette pour lui et j'entends défendre la C.G.T., j'entends que ma Fédération soit à l'abri, et avec elle toutes les autres, des perpétuelles et méprisables combinaisons de personnes.

Savoie a rappelé que le Congrès irrégulier de Saint-Etienne, en 1918, fut présidé par Georges Dumoulin. Il a toujours dit que ce Congrès était le point de départ de la scission.

En passant, l'orateur a qualifié le Comité des 22 de « coalition de gens poursuivant chacun des buts particuliers sous la couverture de l'unité ».

— Je ne sais pas, a-t-il précisé, si j'ai le droit de dire que Dumoulin poursuit une politique particulière. Mais quand on lit ses articles, on est bien obligé de constater qu'il a des ressentiments, de la méchanceté, qu'il poursuit un but de vengeance.

Du côté des autonomes, ses alliés, que voit-on?

Des hommes qui, à l'imitation de l'âne de Buridan, sont incapables de choisir entre le picotin et le seau d'eau, qui sont dans l'impossibilité de se fixer.

Ces hommes ont le sentiment de la fragilité de leur position. Ils essaient de faire patienter leurs troupes.

Du côté des minoritaires de la C.G.T.U., des gens qui se débattent contre la majorité communiste et qui nous disent : « Acceptez donc les propositions des 22 et vous mettrez nos adversaires en mauvaise position ».

Quand de semblables propos ont été tenus en sa présence, Savoie a toujours répondu :

— La C.G.T. n'emploie pas de semblables méthodes. Elles sont immorales.

L'unité, Savoie l'appelle. Mais il veut qu'elle se fasse au sein de la C.G.T. Car ce sera une leçon pour les scissionnistes d'hier et pour ceux qui seraient tentés d'être des scissionnistes dans l'avenir.

La situation signalée par Vivier, pour le Rhône, est la même dans tous les départements.

C'est au moment où la Fédération de l'Alimentation était en droit d'espérer des résultats particulièrement heureux que la manœuvre des « 22 » est venue permettre aux dirigeants des organisations unitaires qui se sentaient menacés de gagner du temps, de dire à ceux qui allaient les lâcher : « Attendez, ne rentrez pas par petits paquets, nous avons trouvé un moyen de rentrer tous ensemble. »

Savoie n'a pas caché l'inquiétude que lui causent l'existence du Comité des « 22 » et la facilité avec laquelle certains membres de la C.G.T. ont donné leur

adhésion à ce groupement composé de personnages venus de tous les horizons.

Certes, il reconnaît le droit à tous de donner une opinion sur l'orientation de la C.G.T. Mais il ne peut que blâmer ceux qui constituent, en dehors de la C.G.T., un organisme avec des hommes dont ils ne connaissent pas les desseins.

Le secrétaire de la Fédération de l'Alimentation a posé cette question :

— Que va-t-il se produire?

Le Congrès confédéral, dans son immense majorité, se prononcera pour le maintien des résolutions antérieures.

De son côté, la C.G.T.U. refusera la thèse des « 22 ».

Alors, fatalement, ceux-ci se livreront à la démagogie; ils diront : « Ce sont les chefs qui ne veulent pas de l'unité, qui ne veulent pas du Congrès général. » Et ils ajouteront : « Puisqu'il en est ainsi, nous allons le convoquer par-dessus la tête des chefs. »

Alors se constituera une quatrième ou une cinquième C.G.T. et, sous le prétexte d'unité, on aura divisé plus profondément la classe ouvrière.

— Je dis cela, a déclaré Savoie, parce que je connais des gens du Comité des « 22 » qui sont capables de constituer des organisations autonomes au lieu de rentrer dans la C.G.T. si la position devient intenable pour eux dans la C.G.T.U.

Il a ajouté :

— Quand j'ai rédigé l'article qui m'a été reproché, j'étais dans l'état d'esprit que je viens d'indiquer. Je reste dans celui-ci et je demande si c'est faire de la polémique que de rappeler des faits précis, des faits ne souffrant pas de discussion.

On a dit : « Il aurait fallu permettre à Dumoulin de répondre. »

« A Dumoulin! à une personnalité sans mandat, sans responsabilité, qui s'évertue à faire des cabrioles. Non, vraiment, on est d'une tolérance excessive dans les milieux confédéraux. Si on l'avait été moins, peut-être ne se serait-on pas trouvé souvent dans des situations gênantes. »

Savoie s'est attaché ensuite à montrer que Dumoulin se sert de la minorité de la C.G.T.U. comme celle-ci se sert de Dumoulin. Il y a là une combinaison regrettable et malhonnête.

Le secrétaire de la Fédération de l'Alimentation a fait observer qu'il ne met pas tous les signataires du manifeste des « 22 » sur le même pied que Dumoulin, mais celui-ci poursuit une besogne particulière et sa position équivoque doit être dénoncée.

Savoie a dit encore :

— Je dois rappeler qu'à la suite de l'article paru dans *le Peuple*, sous ma signature, Dumoulin n'a pas hésité à se servir, dans *Le Cri du Peuple*, de la mémoire de deux militants disparus : Merrheim et Bourderon, pour essayer de justifier son attitude de 1918.

« En 1919, Merrheim et Bourderon, à la tribune de la salle de la rue de la Grange-aux-Belles, ont condamné formellement le Congrès de 1918, point de départ de la scission. « Merrheim a été dupé », assure Dumoulin. Il suffit de relire le compte rendu des débats pour constater que c'est faux et que Dumoulin n'hésite pas à dissimuler la vérité au profit de sa combinaison. »

Le point de vue de Jeannin

Jeannin s'est félicité du large débat venant d'avoir lieu.

A son avis, ç'aurait été une erreur de vouloir ignorer une manifestation se rapportant à l'unité.

La question de l'unité a toujours une influence sur les masses. Suivant la façon dont elle est présentée suivant l'époque, elle retient l'attention des travailleurs. Il convient donc de ne pas la traiter par le mépris.

Le secrétaire de l'Union du Doubs n'a aucune sympathie pour le Comité des « 22 » et sa tactique. Seulement, il pense qu'à côté des individualités qui ont signé le manifeste, des militants existent qui seraient véritablement heureux de voir l'unité se réaliser.

La résolution du Congrès de 1927 est claire. Elle dit : « Les portes sont ouvertes! » Mais n'est-elle pas un peu trop brutale?

Jeannin se le demande.

Il souhaite que par une rédaction appropriée, tenant compte du mouvement particulier actuel, il serait désirable de faciliter la rentrée des éléments qui sont aujourd'hui en dehors de la C.G.T.

Il faut, bien entendu, écarter toute possibilité d'entente avec les unitaires 100 pour 100, mais il faut songer à un rapprochement avec ceux qui désirent sincèrement l'unité, faciliter leur retour.

Il faut montrer à ceux qui seraient tentés de constituer une nouvelle centrale syndicale éphémère que leur entreprise est vouée à un échec et que leur place est au sein de la C.G.T.

— Je ne sais, a dit Jeannin, de quelle façon on accueillera nos avances. Cela ne doit pas nous préoccuper. Ce qu'il faut c'est faire le geste.

Une intervention de Joly

Très brièvement, Joly (Saône-et-Loire), a rappelé qu'il a eu déjà l'occasion, en 1929, d'indiquer quelle était la position de Dumoulin à l'égard de la C.G.T. et de Léon Jouhaux.

Cela a attiré sur lui les foudres de l'intéressé.

Le temps est venu confirmer les faits signalés par Joly.

Dumoulin est une personnalité qui cherche sa voie et entend se dresser contre le secrétaire de la C.G.T. Il ne sert nullement l'unité syndicale mais sa haine personnelle, qui est grande.

Nous devons réprouver une semblable attitude et mettre en garde ceux qu'elle pourrait tromper.

Joly a ajouté que l'Union de Saône-et-Loire approuve l'attitude observée par la Commission administrative.

En fin de séance, Victor Vandeputte a pris la parole pour déclarer que si la discussion de la matinée a été utile, elle a été beaucoup trop longue.

Le Comité donne trop d'importance à une pareille question.

Il n'est pas un Congrès, et par conséquent il n'est pas habilité pour retenir la suggestion de Jeannin.

LA SEANCE DE L'APRES-MIDI

La fin de la discussion engagée dans la première séance se ramène, les sentiments des délégués n'étant point douteux, à une brève et vigoureuse intervention de Jouhaux qui caractérise la tendance commune des mouvements organisés contre les organisations syndicales régulières.

La conclusion du débat

En 1918 déjà — puisqu'on a dû rappeler qu'à cette date se manifestaient les prodromes de la scission communiste, — le mot d'ordre était l'appel des inorganisés contre les organisations.

Déjà les démagogues, par exemple dans l'affaire très significative des conseils d'usines, s'adressaient aux ouvriers non syndiqués, pour leur prêcher que leur masse constituait la véritable puissance, que leur force était déterminante et qu'ils devaient, non point suivre les syndicats, mais les diriger.

Le mot d'ordre, dès ce moment, était d'étouffer les organisations. On le retrouve aujourd'hui.

C'est d'ailleurs une même nécessité de se défendre

contre tous les efforts de dislocation des syndicats qui amène Jouhaux à répondre à Vardelle que le mouvement syndical n'a pas, en ce qui concerne son action professionnelle et générale, à se soumettre à la règle du suffrage universel.

Ce serait tenir pour légitime et utile l'action des inorganisés qui n'acceptent aucun effort permanent et aucune discipline, aucune responsabilité. Leurs soubresauts ne peuvent pas supplanter, dans l'action sociale, l'effort régulier et continu des organisations professionnelles.

Cela dit, Jouhaux aborde rapidement la position prise par le bureau confédéral et la Commission administrative dans la discussion que cherchaient à provoquer les « 22 ».

Cette position ne pouvait pas être différente pour la simple raison que le bureau et la C. A. ont à exécuter les décisions des Congrès et n'ont aucune qualité pour les modifier ou les reviser.

— Si même il se trouvait ici une majorité pour se prononcer en faveur de l'unité ouvrière, telle que certains proposent de la faire, nous ne pourrions pas accepter que la C.G.T. disparaisse. Elle existe! Nous n'y renoncerons point en faveur de quelque chose dont nous ne connaissons rien.

« S'il plaît à certains de mener une action ne pouvant conduire qu'à une nouvelle dislocation des forces ouvrières, qu'ils le fassent! Je ne pense pas qu'il se trouve un seul militant mandaté, responsable, pour leur emboîter le pas dans la voie qu'ils ont choisie. »

Les faits cités au cours de la discussion, montre ensuite Jouhaux, donnent toute sa valeur à la déclaration faite au cours de la première réunion des nouveaux champions de l'unité : « Avant tout, qu'aucune adhésion nouvelle ne se fasse à la C.G.T.! » Cela permet de juger la politique et la tendance du mouvement de confusion que ces personnalités ont cherché à créer.

— Le Comité national se prononcera en toute liberté. Mais je déclare que si l'on veut continuer à déformer certaines actions, certains faits, nous opérerons au Congrès les redressements nécessaires. Nous fouillerons l'abcès jusqu'au fond. Si par exemple l'on ose publiquement dire que la journée de huit heures a été un cadeau de Clemenceau, et si l'on veut nier tous les efforts ouvriers, nous nous expliquerons.

« Mais ce sera l'œuvre de demain. Pour l'instant, je propose au Comité national de dire qu'il approuve l'attitude de la Commission administrative et passe purement et simplement à l'ordre du jour. » (*Vifs applaudissements.*)

Le président met aussitôt aux voix la proposition de Jouhaux. Elle est adoptée à l'unanimité.

Suivent deux brèves interventions de Bidegaray (cheminots) et Chéreau (U.D. de l'Ille-et-Vilaine).

LVI

Quelques réflexions de Zyromski

Sous le titre de « Quelques réflexions sur l'Unité syndicale », Zyromski a publié dans le Populaire *du 23 mars l'article suivant :*

L'appel des « 22 » du 9 novembre 1930 et le manifeste du 11 janvier 1931 paru dans le *Populaire*, la constitution du Comité de propagande pour l'Unité syndicale, les progrès indéniables de ce mouvement ont eu le mérite de ranimer le courant d'unité syndicale dans le sein de la classe ouvrière.

Le passage, à mon avis, essentiel, du manifeste du 11 janvier, est celui-ci :

« *Tous les ouvriers, tous les travailleurs, qu'ils soient communistes, socialistes, sans-parti, libertaires, révolutionnaires, réformistes, croyants ou incroyants, peuvent et doivent se retrouver ensemble dans des syndicats unifiés et dans une Centrale syndicale unique.* »

En effet, imprimer à l'idée d'unité une force dynamique puissante, voilà, à mon sens, la tâche principale du mouvement auquel les « 22 » ont donné naissance.

Je n'ai pas peur du reproche qui a été lancé: unité sentimentale! — Depuis plus de dix ans, l'esprit de haine fratricide a soufflé; la guerre civile dans le prolétariat a été tellement acharnée, que le changement d'atmosphère s'impose, et ce changement ne pourra s'effectuer que par le sentiment nécessaire de l'unité profondément ancré dans les masses.

Mais le mouvement dit des « 22 » a suscité des critiques et des attaques, parce qu'il a voulu préciser les modalités de reconstitution de l'unité syndicale.

Le manifeste du 11 janvier, complétant l'appel du 9 novembre, dit :

« *Par quel moyen? Par la tenue d'un Congrès de fusion, réunissant les représentants des syndicats affiliés aux deux C.G.T. et aux organisations autonomes. Ce congrès de fusion se tiendra sous les auspices et le contrôle mixtes des organismes responsables des deux Centrales syndicales nationales existantes et des groupements autonomes. Le but de ce Congrès sera, non pas de constituer une nouvelle C.G.T., mais de réunir tous les Syndicats confédérés, autonomes, unitaires, dans une C.G.T. unique.* »

La Commission administrative de la C.G.T. s'est prononcée contre le Congrès de fusion. Elle s'appuie sur les décisions antérieures des Congrès confédéraux. Reconnaissons qu'elle s'est prononcée en ce sens avec mesure et sans esprit polémique. Reconnaissons encore qu'elle a insisté sur l'esprit de conciliation qui devait présider à la rentrée, dans le cadre syndical, fédéral, confédéral, régulier des éléments « dissidents ».

J'ai considéré que cette méthode appliquée loyalement était susceptible d'arriver à l'objectif souhaité.

J'ai défendu, en 1927, la motion dite *Paris-Etat rive droite*, qui me paraissait se tenir sur ce terrain.

Je ne crois pas qu'il soit juste d'écrire que cette modalité écarte systématiquement toute possibilité de réalisation de l'unité.

Je souligne qu'elle a été soutenue et qu'elle est soutenue encore par des militants qualifiés qui ont appartenu aux syndicats unitaires et qui ne peuvent être suspects de complaisance pour l'orientation actuelle de la vieille C.G.T.

Je souligne encore que *personne* ne préconise l'unité dans le cadre de la C.G.T.U.

Bien entendu, la rentrée au sein de la C.G.T. ne pouvait être envisagée que selon l'esprit loyalement unitaire de la motion *Paris-Etat-rive droite*, devenue ensuite résolution de l'*Union-Etat*. Il est nécessaire de préciser ce point. Que cette rentrée soit conditionnée par l'acceptation des statuts et des principes constitutifs confédéraux, rien de plus naturel, mais si l'on songe à imposer, en plus, l'approbation d'une certaine orientation syndicale, alors, non.

Malheureusement, lors de l'affiliation de la Fédération des Syndicats de fonctionnaires à la C.G.T., il est apparu à beaucoup que cette affiliation supposait cette adhésion à certaines méthodes de tactique syndicale. Cela, ce n'était plus la marque d'une volonté d'unité.

Je me hâte d'ajouter que j'ai été très heureux d'entendre sur ce point notre camarade Guiraud, secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés de la région parisienne, à la réunion d'information organisée *par la Section départementale de la Seine du Syndicat national des instituteurs*, sur le problème de l'unité syndicale, et de ses explications, il me pa-

raît résulter qu'aucune condition spéciale n'était imposée.

Tant mieux, mais certainement il y a eu malentendu ou équivoque, et c'est fort regrettable, car cet incident a pesé lourdement sur la marche vers l'unité.

Quoi qu'il en soit, la C.G.T. maintient son point de vue. Je ne m'étendrai pas longuement sur la position prise par la direction orthodoxe de la C.G.T.U. C'est simple et brutal. Seule, l'unité dans et avec le communisme, intéresse les bolcheviks cent pour cent. Passons.

Je ne crois pas que la C.G.T. ait ainsi raison de s'en tenir strictement à son point de vue.

J'ai adhéré à l'appel des « 22 »; j'ai signé le manifeste du 11 janvier. Ce qui importe avant tout, c'est l'*unité organique des travailleurs reconstituée*. Tout le reste est secondaire, subalterne. Ce but vaut bien une transaction, un compromis. Il y a une parole de de Brouckère qui me revient à la mémoire : *Les compromis sont la condition nécessaire de l'action de masse*. C'est bien vrai, et le manifeste du 11 janvier est une transaction nécessaire entre des hommes venant des horizons les plus éloignés.

Et puis Hagnauer l'a puissamment démontré, le point de vue officiel de la C.G.T. constitue un obstacle pour des éléments syndicalistes intéressants, actifs, qui sont dans la C.G.T.U. et qui, à tort ou à raison (à tort, selon moi), considèrent la « rentrée à la C.G.T. » comme une « capitulation ».

Il faut tenir compte de cet état d'esprit. On ne manœuvre pas les syndiqués comme des pions sur un échiquier. La volonté d'unité exige qu'il n'y ait de « *capitulation* » pour personne.

Je sais bien que beaucoup de militants de la C.G.T. estiment que le mouvement des « 22 » a arrêté cet exode vers la C.G.T. régulière.

Je ne pense pas que cet afflux vers la C.G.T. eût fini par emporter tous les éléments vraiment « unitaires » de la C.G.T.U.

Je ne vois pas l'argument profond que la C.G.T. puisse invoquer contre le congrès de fusion. Sa prépondérance numérique que soulignait Guiraud, devrait, au contraire, l'incliner à l'acceptation d'une procédure vraiment digne pour tous et qui ne devrait avoir comme argument contre elle que l'intransigeance sectaire de la direction bolchevik de la C. G. T. U. Celle-ci pourra-t-elle être surmontée? Je l'ignore, mais cela c'est une autre histoire.

Je considère que les bases de reconstruction de l'unité syndicale indiquées par le manifeste du 11 janvier sont très judicieuses. Citons le document.

« *Sur quelles bases reconstruire l'unité syndicale? D'abord sur le principe et sur la pratique de la lutte des classes. Ensuite sur l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis, des fractions, des sectes et des gouvernements.*

« *La pratique de la lutte des classes n'exclut pas l'œuvre revendicatrice quotidienne et par là même le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers et l'accroissement du mieux-être des travailleurs.*

« *L'indépendance du syndicalisme ne saurait constituer une position d'hostilité à l'égard des partis et des groupements qui, sur leur terrain propre, poursuivent également la disparition du capitalisme. Elle implique l'autonomie organique du mouvement ouvrier et elle assure le fonctionnement de la démocratie syndicale ainsi que le libre exercice de la liberté d'opinion.* »

Je ne pense pas que l'on puisse apporter une définition meilleure, et notre ami Blum qui a critiqué certaines parties du manifeste du 11 janvier, reconnaît ce passage exempt de tout reproche.

C'est la *Charte d'Amiens*, charte de l'unité syndicale d'avant-guerre, ayant abrité anarchistes, socialistes, réformistes, syndicalistes révolutionnaires, qui est ainsi reprise dans son esprit le plus large.

C'est la vraie idéologie du syndicalisme et ce serait une erreur primordiale que de chercher à mettre à la base de la reconstitution de l'unité syndicale des principes qui touchent à une certaine orientation particulière, « tendancielle », de l'action syndicale.

N'oublions point que *tous* les travailleurs doivent pouvoir être rassemblés, et, par conséquent, il ne faut pas conditionner l'unité par la répudiation de telle ou telle conception « réformiste », de telle ou telle conception « révolutionnaire ». L'orientation de la C. G. T. unifiée dépendra des syndicats, et cette orientation pourra d'ailleurs varier au gré des majorités qui se dégageront. Ne mêlons pas les principes constitutifs et statutaires avec la question de l'orientation de la politique syndicale.

J'insiste sur ce point qui me paraît fondamental. C'est ainsi que notre camarade Piquemal, à mon avis, n'avait pas à faire les affirmations qu'il a faites en réponse aux questions de Monmousseau en ce qui concerne les bases de l'unité, lors du dernier Congrès de la Fédération autonome des fonctionnaires.

Notre camarade Guiraud insistait l'autre soir sur « *l'unité morale* » nécessaire avant « *l'unité organique* ». Si, par unité morale, il entendait l'adhésion préalable à certaines pratiques concernant l'orientation syndicale, alors il commettrait la même erreur que je reproche à Piquemal.

En ce qui concerne l'indépendance du syndicalisme, il est indispensable qu'elle ne soit pas interprêtée comme un « *fer de lance* » contre les partis politiques qui luttent contre le capitalisme. C'est tout à fait juste et nos camarades de la « *Confédération Générale du Travail Révolutionnaire* auraient grandement tort de vouloir mettre à la base de l'unité syndicale l'hostilité de principe et systématique vis-à-vis de la notion même de « parti ».

Les anarchistes, les libertaires, ont droit de cité, certes; les ouvriers communistes, socialistes, sans-parti, également.

Et maintenant, je voudrais terminer ces réflexions par un appel à la pacification intérieure, à la fraternité prolétarienne. Les militants du mouvement pour l'unité syndicale doivent donner cet exemple.

Qu'ils relèguent les polémiques, les querelles rétrospectives, les recherches de responsabilités.

Voilà l'effort immédiat à accomplir pour être, suivant l'expressive formule d'Hagnauer, des « *militants de l'unité* » et non des « *historiens de la scission* ».

LVII

Une réponse de A. Juin

Nous avons pour règle de laisser chaque point de vue s'exprimer librement. Juin répondant à Monatte nous nous devons d'accueillir sa réponse :

Il faut savoir gré à Loriot de s'être dressé contre l'ostracisme pouvant frapper ceux qui, au C. I. S. et au *Cri du Peuple*, expriment une opinion différente de celle généralement admise. Qu'il nous soit permis ici de remercier un geste que d'autres mieux placés pouvaient faire. La politique du silence et, pis encore, la déformation des idées sont choses à combattre partout. A plus forte raison là où elles devraient être absentes.

Loriot est un militant chevronné. Les lecteurs de la *R. P.* le connaissent. Il n'est donc pas nécessaire de rappeler ce qu'il fut pendant et après la guerre. Indiquons cependant à la plupart qui l'ignorent et à lui-même aussi sans doute — que Lénine, connaisseur en valeurs révolutionnaires, — le désignait

nommément dès 1916-17 comme un des rares hommes capables d'être en France le porte-parole du prolétariat révolutionnaire.

Son intervention en faveur d'un point de vue identique à celui que je défends, la similitude de nos arguments, cela malgré que nous ne nous soyons vus depuis des années, incommode Monatte. Habilement, il oppose à ce vieux militant, quelque peu excusable, d'avoir abandonné un syndicat infime de la C. G. T. U., le jeune qui, à peine entré dans « *la fosse aux ours* », l'abandonne à son tour.

« Comment, écrit en substance Monatte, peut-on quitter un syndicat de 8.000 membres pour en rallier un de 500! »

Outre que résoudre le problème de l'Unité du point de vue corporatif est une solution à laquelle nous ne pouvons nous rallier, la question même est arbitrairement présentée.

D'abord, ne parlons pas de « fosse aux ours », mais de fosse aux hyènes, fosse à laquelle j'ai appartenu depuis toujours et que je me décidai à quitter à mon retour de Russie en juin 1927. J'indiquais alors à quelques camarades dont Roy, Dionnet, Delsol, Paz, Loriot, les raisons de ma décision : La IIIe Internationale et ses succédanées ne représentaient, ne pouvaient plus représenter les intérêts prolétariens. En conséquence, le regroupement des travailleurs en France devait s'opérer à l'intérieur de la C. G. T. d'abord. Loriot, déjà, et avec lui un autre, abondaient dans le même sens.

Quelques mois après, quittant la métallurgie pour le taxi, j'adhérais au vieux syndicat des cochers-Bien malgré moi, sans chaleur, je réintégrais la fosse aux hyènes.

Cela, Monatte est parfaitement en droit de l'ignorer. Mais ce qu'il ne devrait pas ignorer, c'est à quelle situation précaire et absolument désespérée se trouve acculé le vieux syndicat en question. Autonome, il rallia vers 1924 la C. G. T. U. Pendant deux ans, bénéficiant d'une situation économique exceptionnelle, il prospéra. Les hyènes reniflèrent cette proie de choix. Dès 1928, ils en étaient les maîtres absolus. En moins de deux années, la proie fut partagée. Ce syndicat qui a édifié des œuvres évaluées à dix millions, fut intégralement bolchevisé : *c'est-à-dire que le contrôle public disparut.* Eviction des conseillers syndicaux non bolcheviks, plus de rapport moral honnête, plus de journal syndical mais une feuille de secte grossièrement rédigée et absolument expurgée de toute critique, plus de rapport financier, plus de contrôle financier, plus de consultation des adhérents sur les grands et les petits problèmes syndicaux, plus de conseils syndicaux libres, enfin, suprême déchéance, l'avoir syndical tombe sous le contrôle d'une pincée de bonshommes qui achètent, vendent, taillent, rognent de leur propre chef pendant que la signature engageant l'organisation est confiée à l'un d'eux ouvertement soupçonné des pires accointances.

En moins de deux ans, sur *dix cas différents*, les dirigeants ont délibérément abandonné les intérêts les plus immédiats des adhérents. Un de ces abandons a vu une organisation ouvrière de masse se refusant à appliquer une loi bourgeoise limitant des journées de travail honteuses, sous le contrôle des inspecteurs gouvernementaux et *des délégués syndicaux*. Et enfin, abdiquant totalement devant un patronat enlevant à leurs salaires les maigres avantages conquis par plus d'un demi-siècle de luttes ouvrières.

C'est plus que suffisant, dira-t-on, pour démontrer aux syndiqués le rôle néfaste du P. C., les arracher à son emprise et redresser le syndicat.

Oui; mais c'est aussi plus que ceux-ci n'en peuvent supporter. Dès qu'ils voient clair, ils fuient; ils fuient la fosse aux hyènes, épouvantés de tant de ruines. E c'est ici que se manifeste la faiblesse déconcertante du plan des camarades qui, comme Monatte et Chambelland, croient récupérer ces malheureux fuyards. Et, si le syndicat unitaire comptait en 1928 environ 8.000 syndiqués contre 500 au syndicat conféré, en 1930 les 8.000 descendaient à 5.000 et les 500 montaient approximativement à 1.500. Les bolcheviks les plus optimistes espèrent ne conserver guère plus de 3.000 adhérents pour l'année courante alors que le syndicat confédéré, non seulement gardera les siens, mais en augmentera le nombre.

Voilà dans quelle fosse Monatte nous conseille de rester, alors qu'un nombre sans cesse grandissant de camarades, mus par un sentiment d'honnêteté instinctive, se refusent d'habiter plus longtemps.

Voilà dans quelle pourriture il veut maintenir les syndiqués, quitte à les faire crever, c'est-à-dire à leur faire perdre définitivement tout espoir, non pas de redressement d'une C. G. T. U. *virtuellement morte*, mais de redressement de notre classe.

Car cette image du vieux syndicat des cochers-chauffeurs, c'est celle de la C. G. T. U.

⁂

Il est toujours pénible d'être seul de son avis surtout contre 22 camarades expérimentés. Mais il l'est autant de se rallier à une unanimité qui s'égare. Le 9 novembre, s'il se fût agi d'exprimer la nécessité de l'unité syndicale, nous eussions été 23. Dès l'instant que cette unité se trouvait conditionnée, il ne m'était pas possible d'accepter; car contrairement à trop de camarades, je considérais que si le programme de la Ligue syndicaliste était juste comme moyen de propagande *vers* un syndicalisme conscient et indépendant, il ne pouvait, *dans le présent*, constituer la charte de l'Unité Syndicale. Je votais donc *contre les conditions* en précisant que j'en développerais longuement les raisons lors de la Conférence minoritaire de la R. P.

Martin et ses camarades typos qui, avant moi, préconisèrent la rentrée à la C. G. T., retrouvant dans mon exposé l'essentiel de leurs arguments, ont décidé de le publier en brochure. Les militants qui ne veulent pas pratiquer la politique de l'autruche voudront bien en prendre connaissance. Ils constateront qu'il ne suffit pas de parler de redressement de chacune des deux C. G. T. mais d'étudier les causes de cette situation et les moyens d'y remédier; les causes de l'orientation actuelle de la C. G. T., les conditions de son redressement comme *la nature* de la subordination de la C. G. T. U. et l'impossibilité de la supprimer sans supprimer la C. G. T. U. elle-même.

Constatons que le programme des 22, du 9 novembre, est singulièrement édulcoré et que le manifeste des 500 ne parle plus que de « lutte de classe », terme qui laisse la porte ouverte à toutes les équivoques.

Oui, camarade Monatte, comme vous, nous pensons que les jeunes doivent balayer les rancœurs des vieux, symptômes d'ignorance et manifestations d'impuissance.

La corde au cou dont on nous menace lors de notre rentrée à la C. G. T. ne gênera que notre susceptibilité et notre amour-propre; celle que notre patron nous maintient chaque jour plus étroitement serrée, annihile notre combativité consciente et avilit notre dignité de classe. Nous étions dans l'erreur hier en considérant le bolchevisme comme l'arme de notre émancipation. L'ignorance est notre excuse. Il faut avoir le courage de l'avouer et ne pas vouloir avoir raison aujourd'hui avec hier. Dix ans d'expériences nous suffisent. Dix années, les plus belles de notre vie ont été gâchées. C'est assez. Nous voulons vivre

et tant pis si nous bousculons les bonzes, même les plus débonnaires, et les dogmes, même les plus éprouvés.

Oui, hors de la fosse aux hyènes!

LVIII

Réponse de H. Fulconis à Loriot

Dans la *R. P.* de février, notre camarade Loriot fait connaître son point de vue sur le rétablissement de l'unité syndicale.

Cet exposé, si intéressant qu'il soit, n'apporte aucune idée nouvelle dans la discussion en cours. L'opinion de Loriot est celle que Dumoulin défendait avant la formation du Comité des 22 et qu'il a dû abandonner pour des raisons que lui-même a données.

Pourtant, d'autres camarades continuent à penser avec Loriot que l'unité sera le résultat de l'affaiblissement progressif ou de la chute définitive d'une des organisations rivales, c'est-à-dire de la C. G. T. U., puisque, selon eux « *c'est seulement dans le cadre de la vieille C. G. T. que l'Unité syndicale en France peut être pratiquement envisagée.* »

Ce point de vue n'a pas, au moins actuellement, beaucoup d'approbateurs parmi les minoritaires de la C. G. T. U. Par contre, il est très répandu dans les organisations de la C. G. T., du sommet à la base.

Les militants confédérés constatent que, depuis quelque temps, les effectifs de la Centrale adverse diminuent sans cesse, tandis que le recrutement augmente dans leurs propres syndicats. Ils espèrent que ce double mouvement va continuer; que la C. G. T. vigoureuse va tirer tout ce qu'il reste de moëlle au corps débile de la C. G. T. U. dont le squelette ensuite se disloquera définitivement. Dès lors, ils considèrent comme inutile le « Comité de Propagande pour l'Unité Syndicale »; mieux même, ils lui reprochent, comme Loriot, de contrarier le véritable mouvement d'unité par la rentrée dans les syndicats confédérés.

Cet état d'esprit chez des militants de la C. G. T. n'est pas surprenant à l'heure présente. Nous l'avons connu autrefois dans la C. G. T. U., lorsqu'elle était dans sa période de croissance. Alors nombreux étaient les camarades qui voulaient ignorer l'existence de la C. G. T. — des chefs sans troupes ! — et qui ne voulaient pas entendre parler de la tactique du front unique dont le seul résultat serait, disaient-ils, de redorer le blason des traîtres à la Jouhaux.

Aujourd'hui, la situation a changé. La C. G. T. U. est en pleine dégénérescence, et certains la considèrent déjà comme un moribond dont les jours sont comptés.

⁂

Assurément, si la Centrale unitaire devait disparaître prochainement, alors l'unité se réaliserait immanquablement dans le cadre de la C. G. T.

Mais il n'y a pas de pronostics sérieux qui permettent de prévoir un tel événement. Et l'on ne s'aventure pas en affirmant que les deux organisations rivales du prolétariat, comme aussi certains groupements autonomes, peuvent subsister côte à côte pendant des années encore.

Dès lors, « *s'il n'y a pas de tâche plus nécessaire, plus urgente que le rétablissement de l'unité syndicale sur le plan national et international, si tous les problèmes soulevés par l'action de classe du prolétariat lui sont subordonnés* », il faut, en bonne logique, hâter de toutes ses forces le rétablissement de la C. G. T. unique en développant un état d'esprit favorable dans les syndicats de toutes nuances; il n'y a pas d'autre moyen.

Mais Loriot nous objecte alors :

« *C'est se leurrer que de s'imaginer qu'il est possible, par l'agitation à l'intérieur de la C. G. T. U., d'aboutir à autre chose qu'une nouvelle scission.* »

Et il ajoute :

« *En fait, la minorité syndicaliste dont la pensée s'exprime dans le « Cri du Peuple » est fort loin de menacer sérieusement les positions du bolchevisme. Ses effectifs restent stationnaires, son influence limitée.* »

Ce n'est pas d'aujourd'hui que Loriot emploie de tels arguments. Dès 1927, dans nos réunions du « Groupe minoritaire du Syndicat de l'Enseignement de la Seine », notre camarade estimait que le redressement de la C. G. T. U. était une illusion; que la « Ligue Syndicaliste », seule opposition à cette époque, ne faisait plus aucun progrès et qu'il fallait rejoindre les rangs de la C. G. T.

Or, les faits n'ont pas concordé avec les prévisions de Loriot.

La L. S., faible numériquement, exerçait pourtant une influence qui n'était pas négligeable. Et lorsque les communistes imposèrent à la C. G. T. U. la reconnaissance du rôle dirigeant de leur parti dans le mouvement ouvrier, une nouvelle et forte opposition se forma dans les organisations unitaires pour défendre l'indépendance du syndicalisme.

Cet événement a démontré que « *si la C. G. T. U. n'a pas de vie propre, si elle est un instrument entre les mains du gouvernement de l'U. R. S. S.* », elle n'est pas pour cela garantie contre tout courant de réaction salutaire qui pourrait la délivrer d'une tutelle néfaste. Il en est de même pour la C. G. T. malgré les doutes de certains camarades : ce n'est pas parce qu'elle est sous la dépendance de l'Etat bourgeois que toute tentative de redressement est vouée d'avance à l'échec.

Ah! certes, il est permis de craindre que les communistes se séparent de leurs adversaires de tendance pour ne pas perdre la direction des organisations syndicales. Mais on peut penser — avec plus de raison encore puisqu'il existe un pénible précédent (1) — que les réformistes chasseront les éléments révolutionnaires lorsqu'ils deviendront trop nombreux.

Pourtant, il ne faut pas enfler ces dangers de scissions nouvelles. Depuis dix ans, la classe ouvrière a fait une douloureuse expérience. Les travailleurs, en nombre de plus en plus grand, comprennent la nécessité de l'Unité. Pénétrés de cette idée, que notre propagande doit largement répandre, ils sauront déjouer les mauvais desseins de tous les fauteurs de division ouvrière.

Car il ne suffit pas de vouloir la scission; il faut encore pouvoir la faire.

⁂

Passons maintenant sur le terrain corporatif.

Loriot — avec quelques autres camarades — a abandonné l'organisation unitaire, non seulement parce que l'atmosphère était devenue irrespirable dans le Syndicat de la Seine, mais aussi parce qu'il considérait comme un fait définitivement accompli la bolchévisation de la Fédération de l'Enseignement.

Les événements ont prouvé que le mal, déjà profond, n'était pourtant pas irréparable. Les militants les plus qualifiés de la F. U. de l'Enseignement ont

(1) Actuellement, on lit assez fréquemment que les communistes, les révolutionnaires, sont responsables de la triste scission de 1921. Nous ne sommes pas avec ceux qui veulent rallumer le brandon de discorde, mais nous ne laisserons pas non plus défigurer l'histoire.

repoussé « *toute immixtion du P. C. dans les affaires intérieures de la Fédération et toute proclamation du rôle dirigeant d'un parti ou d'une secte sur le mouvement syndical.* » (Maurice Dommanget.)

Sans doute la minorité syndicaliste pourrait « *avoir tort* (le reproche est-il d'ailleurs justifié?) *de faire état comme d'un succès pour elle de l'attitude de la F. U. de l'Enseignement* »; mais ce n'est nullement « *hypothéquer l'avenir que d'escompter l'instabilité de cette position.* »

S'il existe un groupement dont la position est instable, c'est bien celui de la Majorité actuelle de la F. de l'E. Une différenciation se produit en son sein entre ses divers éléments dont certains se sont déjà rapprochés de l'Opposition syndicaliste du *Cri du Peuple*. Nul n'ignore que dans plusieurs départements les « centristes » font bloc avec les minoritaires de la Ligue Syndicaliste, et l'on relève sur les listes d'adhérents du « Comité de Propagande pour l'U. S. » les noms de certains instituteurs qui n'appartiennent pas à l'ancienne minorité syndicaliste.

On peut rappeler à Loriot que les Cheminots de l'Etat ont, eux aussi, hésité quelque temps pour rallier le gros de la Minorité confédérale. Je tiens suffisamment compte de la réalité pour reconnaître que le rapprochement sera beaucoup plus difficile avec les « oppositionnels unitaires » de l'Enseignement.

Cela est tout naturel. Depuis 1923, il existe dans la F. de l'E. une minorité organisée qui a toujours été âprement combattue par les principaux leaders fédéraux actuellement passés dans l'Opposition. Ceux-ci ne pouvaient brusquement faire alliance avec leurs adversaires de la veille sans perdre de leur autorité. Ils ont donc pris une position particulière et ils ont trouvé l'appui du groupe trotskyste qui cherchait précisément à établir sa propre base dans la C. G. T. U. Mais ils ont lamentablement échoué dans leur tentative de fonder une opposition syndicale qui soit autre chose qu'un instrument de la Ligue communiste trotskyste.

Cet échec n'est pas fait pour consolider la position instable des « centristes » de l'Enseignement. Il facilite, au contraire, le développement de la Minorité syndicaliste révolutionnaire qui déjà étend incontestablement son influence par sa campagne en faveur de l'unité syndicale.

⁂

Il faut donc continuer à défendre courageusement nos idées, dans la F. de l'E. comme dans les autres organisations unitaires.

J'estime que la Conférence du C. I. S. a agi sagement en invitant tous ses membres à rester dans leurs syndicats respectifs; elle a fait preuve de clairvoyance en enrayant le courant vers l'autonomie ou vers la C. G. T. Car ce n'est pas au moment précis où le prolétariat doit rassembler ses forces au maximum pour défendre ses conditions d'existence menacées, qu'il faut jeter le trouble et le désarroi dans les rangs ouvriers par des passages individuels ou collectifs d'un camp dans un autre.

On peut faire à Loriot le reproche de prêcher la résignation. Notre camarade, qui a pourtant montré une belle énergie dans son passé de militant, nous recommande aujourd'hui la capitulation : Rien à faire! Nous ne pouvons empêcher l'effondrement de la C. G. T. U.; il ne reste plus que le retour à la C. G. T. Mais lui-même reconnaît la faiblesse de sa position quand il écrit :

« *Certains groupements de prolétaires resteront plus longtemps que d'autres en marge de l'unité. C'est là, sans doute, une perspective affligeante, mais contre laquelle aucune considération sentimentale ne saurait prévaloir.* »

Aucune considération sentimentale, d'accord! Mais une action énergique, méthodique, pourra peut-être prévaloir contre cette perspective affligeante.

Quoi qu'il en soit, puisque l'unité est nécessaire, urgente, il faut mettre tout en œuvre pour la réaliser complètement, pour qu'elle englobe tous les travailleurs actuellement organisés.

Telle est la tâche qu'entreprend le « Comité de Propagande pour l'Unité syndicale » qui, à mon avis, doit poursuivre simultanément ces deux objectifs :

1° Développer chez les syndiqués un puissant mouvement d'opinion en faveur de l'unité syndicale;

2° Tenter de réaliser l'unité d'action des travailleurs pour des ententes entre syndicats rivaux sur un programme commun de revendications.

C'est par la création en tous les coins du pays d'actifs Comités locaux d'Unité qu'il sera possible, dans la lutte contre le patronat, de cimenter cette unité d'action qui préludera heureusement à l'unité d'organisation.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er MARS. — L'accord naval entre la France, l'Italie et l'Angleterre est signé.

— Interdiction du congrès communiste d'Alsace-Lorraine.

LUNDI 2. — *Angleterre.* — Démission de Trevelyan, le ministre de l'Education.

Russie. — Ouverture du procès des mencheviks.

MARDI 3. — La Chambre approuve la politique de Briand par 552 voix contre 14.

Inde. — Gandhi conclut un accord avec lord Irvin.

MERCREDI 4. — *Inde.* — Le comité du Congrès panhindou approuve l'accord signé par Gandhi.

JEUDI 5. — La Chambre s'occupe d'un nouveau scandale relatif à la Compagnie Aéropostale.

— Les nationalistes obtiennent le retrait de la pièce *L'affaire Dreyfus* et l'interdiction pour Weingartner de venir diriger un concert Pasdeloup.

VENDREDI 6. — Les dockers du Havre acceptent l'arbitrage ministériel et décident la reprise du travail.

Russie. — Réquisitoire de Krylenko dans le procès du Bureau du parti menchevik.

SAMEDI 7. — *Inde.* — Gandhi participera à la nouvelle conférence de la Table ronde.

DIMANCHE 8. — Congrès des mineurs unitaires du Nord et du Pas-de-Calais à Douai.

Russie. — Ouverture du 6e congrès des Soviets.

LUNDI 9. — Procès des quatorze « émeutiers de Cayenne » devant les assises de Nantes.

— Le Bureau fédéral confédéré du sous-sol, devant l'attitude des Compagnies, convoque un Conseil national pour le 12.

Russie. — Sept accusés mencheviks sont condamnés à dix ans de prison; les autres à huit ou cinq ans.

MARDI 10. — Un emprunt de 575 millions est accordé à la Roumanie.

Angleterre. — Le Labour Party prononce l'exclusion d'Oswald Mosley.

MERCREDI 11. — Fermeture des trois banques Bouilloux-Lafont entraînées dans le scandale de l'Aéropostale.

JEUDI 12. — Le Conseil national des mineurs confédérés reporte au 30 mars sa décision de grève générale.

VENDREDI 13. — Acculé, Flandin fonce contre les socialistes et la Chambre le couvre par 340 voix contre 215.

Espagne. — Devant le Conseil de guerre de Jaca, procès des insurgés de décembre.

LUNDI 16. — *Allemagne.* — Le député communiste Henning, est assassiné, à Hambourg, par des *nazis*.

Japon. — Attentat contre le représentant commercial des Soviets à Tokio.

MARDI 17. — Dans le parc de Versailles, Spinelli, agent provocateur fasciste, reçoit plusieurs coups de revolver d'un communiste italien.

Espagne. — Fin du procès de Jaca. Condamnation à mort du capitaine Sedilos, commuée par le roi en prison perpétuelle.

MERCREDI 18. — Le gouvernement revient sur son interdiction des concerts Weingartner.

JEUDI 19. — Les Compagnies minières, à la réunion mixte de Douai, maintiennent leur décision de diminuer les salaires.

— Déraillement du rapide Paris-Bordeaux à Etampes; 7 morts.

— Procès à Dax des grévistes métallurgistes de Boucan.

— Mort d'Eugène Guérard, l'ancien secrétaire du Syndicat des Cheminots.

VENDREDI 20. — Le Comité national de la C.G.T. discute de l'unité.

— Mort de Louis Grandidier.

Espagne. — Procès des signataires du manifeste révolutionnaire de décembre.

Allemagne. — Mort d'Hermann Muller.

SAMEDI 21. — Les émeutiers de la Guyane sont acquittés par les jurés de Nantes.

DIMANCHE 22. — Congrès des mineurs confédérés à Lens; congrès unitaire à Douai.

Russie. — On annonce que Riazanov aurait été déporté en Sibérie.

LUNDI 23. — *Espagne.* — Le Conseil de guerre de Madrid condamne les signataires du manifeste de décembre à six mois et un jour de prison.

MARDI 24. — Le Comité d'organisation de l'Union européenne va discuter du traité économique austro-allemand.

Espagne. — Les signataires du manifeste de décembre sont remis en liberté.

MERCREDI 25. — La Chambre se prononce pour le renvoi en Haute-Cour de Raoul Péret, Besnard, Vidal et Favre.

— Le tribunal de Dax condamne Mora, un militant du Boucau, à un an de prison et deux ans d'interdiction de séjour.

Espagne. — Bagarres de rues à Madrid entre étudiants et la police. Plusieurs morts.

JEUDI 26. — La Chambre repousse par 281 voix contre 274 un débat sur la crise minière.

SAMEDI 28. — Le Conseil national de la Fédération Confédérée du Sous-Sol décide de surseoir à la grève générale. La Fédération Unitaire appelle les mineurs à une grève de protestation de 24 heures lundi 30.

DIMANCHE 29. — Le Congrès de Lens des mineurs confédérés approuve la décision de surseoir à la grève générale. La Fédération Unitaire revient au mot d'ordre de grève générale illimitée.

LUNDI 30. — Nombre de mineurs en grève, faible dans le Gard et la Loire; peu important non plus dans le Pas-de-Calais et le Nord.

MARDI 31. — Dans le bassin du Nord, nombre des grévistes double de la veille.

Le C. C. N. et la crise économique

Le Comité national de la C.G.T. a adopté la résolution suivante sur la crise économique et le chômage, dans laquelle sont préconisés notamment la résistance aux diminutions de salaires, le refus d'accomplir des travaux supplémentaires, la répartition équitable du travail entre tous les ouvriers d'une même entreprise, etc., etc. :

Le Comité Confédéral National, vivement ému par le développement de la crise mondiale condamnant à la misère un nombre considérable de familles ouvrières dans tous les pays, renouvelle son affirmation que, seule, l'organisation rationnelle sur le plan international de la répartition des matières premières et des marchés de la production et de son contrôle peut éviter le retour de semblables calamités.

Le Comité Confédéral National, considérant que les organisations syndicales n'ont jamais été consultées sur les mesures à prendre, que jamais elles n'ont pu faire entendre leur avis, ni faire partager leurs vues quant à l'organisation de l'économie nationale, rejette très nettement toute responsabilité en ce qui concerne le déclanchement et le développement de la crise actuelle et se refuse à en supporter les conséquences.

En soulignant ce qu'a de faux la thèse patronale faisant dépendre une reprise de l'activité économique d'une baisse générale des salaires, le C. C. N. déclare s'opposer de toutes ses forces à cette diminution, les estimant déjà très nettement insuffisants.

Le C. C. N. préconise comme mesures immédiatement applicables : l'application stricte de la journée de huit heures, la suppression des dérogations, la répartition équitable du travail restant entre tous les travailleurs actuellement dans les entreprises;

Le relèvement immédiat, et dans une mesure appréciable, du taux des indemnités de chômage;

Que celles-ci soient attribuées également aux travailleurs frappés par le chômage partiel et que leur bénéfice soit acquis à tous ceux dont la résidence est distincte du lieu du travail.

Pour faciliter l'application rapide de ces mesures, le C. C. N. réclame la création immédiate d'un fonds national de chômage. Il invite très vivement les Unions départementales et les Unions locales à faire une pression sur les pouvoirs publics pour provoquer sans retard la création et le fonctionnement de fonds départementaux et municipaux de chômage;

Que soient ouverts immédiatement les travaux productifs déjà décidés, qui absorberaient aussitôt une quantité importante de main-d'œuvre et provoqueraient une reprise des affaires.

Le C. C. N. demande que ne soit effectuée aucune expulsion de locataires chômeurs et invite le bureau confédéral à faire à ce sujet, toutes démarches utiles.

Il réclame que des facilités de transports soient accordées, sous le contrôle des Offices publics de placement, aux chômeurs appelés à se déplacer pour occuper un emploi éloigné de leurs résidences.

Le C. C. N. demande à tous les travailleurs l'affirmation d'une solidarité pratique à l'égard de leurs camarades chômeurs en se refusant à accomplir des travaux supplémentaires.

Ne séparant pas les intérêts des travailleurs agricoles de ceux de leurs camarades de l'usine, le C. C. N. entend défendre les uns et les autres.

Il demande instamment que soit réglementée la durée du travail dans l'agriculture, que soient faites aux travailleurs de la terre des conditions d'existence convenables et que leur soient appliquées toutes les lois sociales dont bénéficient l'industrie et le commerce.

Le C. C. N., pour compléter ces mesures d'une application facile et immédiate, réclame que soient envisagées certaines dispositions à plus longues échéances, rendues indispensables par le développement du machinisme : réduction de la durée du travail par l'introduction de la semaine de travail de cinq jours et de 40 heures, la prolongation de la scolarité et l'application généralisée des vacances payées.

Le C. C. N. réclame également l'institution d'une véritable assurance-chômage créant à chaque travailleur un droit certain à des allocations en cas de cessation de travail.

***

Déclarations de Kléber Legay au Congrès de Lens

Voici, d'après le *Cri du Peuple* du 26 mars, les déclarations faites par Kléber Legay au Congrès des trois syndicats de mineurs du Pas-de-Calais, du Nord et d'Anzin qui s'est tenu à Lens le 22 mars.

D'abord une première intervention :

Cette crise n'est pas seulement une crise charbonnière, mais une crise du capitalisme qui marche à sa déchéance irrémédiable. C'est lui, le capitalisme, le responsable de cette crise, et lui seul.

On parle de stocks accumulés. Mais pourquoi les pouvoirs publics ont-ils sans cesse excité les Compagnies houillères à accroître leur production, leur rendement, à procéder à cette rationalisation intensive, meurtrière qui a créé tant de déchets humains?

Il faut que le capitalisme supporte lui-même les frais

de sa crise et nous ne lui céderons pas un centime. Toute diminution des salaires porterait un coup extrêmement sensible à nos caisses de secours et de retraite. On a fait appel à notre esprit de conciliation. Pourtant notre corporation l'a été, conciliante, dans le passé. Si l'on excepte la grève de solidarité de 1920 et la grève unitaire de 1923, depuis 1906, nous n'avons pas livré bataille.

On a dit que la grève exigerait des mineurs de lourds sacrifices. Mais elle porterait aussi, et pour diverses raisons, un coup sensible aux patrons.

On a parlé de protéger les Compagnies houillères contre la concurrence étrangère. Mais il faut savoir que ces Compagnies ont confié à un trust la vente de leur charbon. Ce trust, sans aucun risque d'exploitation, prélève 15 francs de bénéfice par tonne vendue. Or, le même trust importe en même temps les charbons étrangers, ces charbons dont notre patronat dénonce à si hauts cris la concurrence, et son contrat va être renouvelé pour dix ans!

Legay termina en indiquant qu'il était pour la grève le 30 mars, si satisfaction totale n'était pas obtenue et déposa dans ce sens la résolution suivante, au nom des mineurs du bassin de Douchy :

Les délégués des sections syndicales des mineurs du Nord, d'Anzin et du Pas-de-Calais,

Après avoir pris connaissance des tractations engagées avec les Pouvoirs publics et les représentants des houillères sur les salaires, et la discussion qui s'en est suivie;

Regrettent l'intransigeance patronale sur cette question, et sa décision maintenant affirmée de réduire les salaires de 8 % à partir du 23 mars.

Sans toutefois nier les difficultés que rencontre l'industrie charbonnière pour l'écoulement de ses produits, et les mesures prises, tant par le patronat que les gouvernements des pays importateurs, ils pensent que ces difficultés ne sont pas insurmontables, sans qu'il soit besoin de réduire les salaires des mineurs français!

Les mesures que peuvent et doivent prendre les dirigeants de ce pays de manière à faciliter l'écoulement des charbons français, sont de nature à mettre à l'abri des difficultés notre industrie charbonnière, tout en laissant aux Compagnies minières la possibilité de maintenir les salaires des ouvriers.

En attendant que ces mesures rendent leur plein effet, les patrons de mines peuvent, par leurs propres ressources, faire face aux difficultés présentes, les résultats bénéficiaires des années passées leur en fournissent les moyens!

Dans le cas où les réductions des salaires affichées par les Compagnies seraient maintenues, le Congrès décide de faire siennes les décisions du Conseil National du 12 mars et d'appliquer la grève pour le lundi 30 mars.

Legay reprit la parole pour répondre à Coine et Maës :

On a parlé du formidable accroissement de production et de rendement des mines européennes qui concurrencent les Compagnies minières françaises, notamment de celles de la Haute-Silésie. Mais on a omis de dire que les mêmes hommes qui se plaignent de cette concurrence, tels que M. de Peyerimhoff, sont ceux qui financent les mines polonaises!

Au Conseil National, on a décidé la grève; qu'on se tienne à cette décision. Qu'on ne tombe pas dans le piège que nous tend Laval. Souvenons-nous des vaines promesses faites à nos camarades du Textile de Lille!

N'oublions pas que les mineurs des autres bassins ont les yeux tournés vers nous, qu'ils ont, eux, déjà subi des diminutions de salaires, qu'ils attendent notre décision pour engager la lutte.

Qui nous dit, d'ailleurs, que si aujourd'hui nous courbions l'échine, demain nous ne serions pas obligés d'accepter de nouvelles diminutions?

Maës, sentant l'effet produit par cette seconde intervention, revint alors à la charge :

Laval, a-t-on dit, va tenter un compromis. Laval, Laval, mais c'est un homme comme un autre!

Après avoir évoqué encore les misères qui accompagnent toute grève, il fit néanmoins l'éloge de l'idée de grève... dans l'abstrait, et finit par opposer une résolution à celle de Legay, résolution laissant espérer qu'avant le 30 mars pourrait intervenir une solution conforme à la justice et au droit. (?)

Legay déclara accepter la résolution, si ces derniers mots en disparaissaient, sachant trop bien quelle en était la signification.

Et comme Maës s'y refusait, déclarant qu'il voulait avoir les mains libres, qu'il ne fallait pas ergoter sur les mots, posant même la question de confiance, Legay, pour obtenir un vote d'unanimité et éviter un grave conflit dont il serait difficile de percevoir l'issue, accepta la résolution Maës, à condition que celui-ci s'engage à ne rien conclure avec le patronat sans être revenu devant les délégués des ouvriers. Il faut tout de même, dit-il, que la décision vienne de bas en haut et non de haut en bas. Un second Congrès régional doit se tenir sitôt connue la réponse patronale; le Congrès seul décidera.

Se sentant en désaccord avec la majorité de l'assemblée, Maës dut céder et accepter cette procédure, ce qui n'empêche pas Morel, dans le « Peuple », d'écrire qu'un nouveau Congrès ne serait convoqué que si les circonstances l'exigent, interprétation d'une parfaite mauvaise foi.

*
**

Un emprunt fasciste Dans le *Peuple* de Bruxelles du 24 mars, Arturo Labriola examine la question de l'emprunt fasciste et met en garde les gouvernements prêteurs :

L'accord naval a donné un nouvel essor aux desseins d'emprunts internationaux et aux espoirs de longs concours financiers chéris par le fascisme. La presse de gauche en France n'a pas manqué de souligner que la docilité démontrée par le fascisme dans l'occurence était en rapport avec les âpres nécessités d'argent dont il est tourmenté. Le problème d'un emprunt au fascisme s'est posé. Il est bon de connaître l'opinion des éléments antifascistes, qui — libéraux, démocrates, républicains et socialistes — ont bien le droit de se considérer comme les représentants de l'énorme majorité du peuple italien.

La question de l'emprunt est reliée par les antifascistes à la nature des influences qu'un système d'interventions despotiques peut exercer sur l'économie d'un pays. Le fascisme consiste dans le fait de la minorité armée, qui ne peut conserver le pouvoir qu'à condition d'empêcher que toute force étrangère à elle-même puisse s'opposer à elle, ou contrebalancer sa puissance. Bien que né d'un effort des intérêts ploutocratiques pour se libérer du socialisme et mouvement ouvrier, le fascisme est devenu un fait indépendant des conditions de sa naissance et, maintenant, a la force de s'imposer aux classes qui l'ont soudoyé et alimenté. Et il prétend régenter l'économie, diriger l'industrie et se soumettre la banque. Mais le communisme est un système qui puise sa force dans l'organisation particulière engendrée par lui; un régime de propriété privée, où l'Etat ne laisse pas libres les particuliers dans leurs initiatives, sera incapable de donner ce que l'on attend de lui.

M. Mussolini invoque en sa faveur la crise italienne; mais tout le monde sait que cette crise est née avec le fascisme. Mettons à part l'année 1930, et considérons les chiffres des faillites et des billets à ordre non payés et protestés à l'échéance :

Années	Faillites
(Avant le fascisme)	
1919	593
1920	798
Années	
(Après le fascisme)	
1923	7.771
1925	7.894
1927	10.418
1929	12.706

Pour les billets à ordre protestés, même progression :

Années		Billets protestés
1922		306.703
1923	(après le fascisme)	427.224
1925		638.270
1927		747.572
1929		898.008

Donc, la crise économique italienne est un phénomène indépendant de la crise mondiale. C'est le fascisme lui-même qui a ruiné l'économie italienne. Et il ne pouvait agir que comme tout système d'intervention arbitraire

dans l'économie privée (lorsqu'il y a économie privée), agit, c'est-à-dire comme un instrument de destruction, comme un élément de désordre et de confusion pour l'économie.

Or, tout emprunt accordé au fascisme ne change en rien sa nature, et devient forcément un instrument de sa mainmise sur les forces productives du pays. Ce que l'on renforce c'est sa puissance de destruction. Le pays n'est nullement avantagé par ce secours. La possibilité de restituer les sommes, qu'on accorde au fascisme, décroît et s'affaiblit. Le dernier résultat de toute politique économique dirigée dans le sens d'aider financièrement le fascisme, c'est d'énerver et d'exténuer le pays. Cela pourrait même correspondre à un plan machiavélique des concurrents industriels de l'Italie, mais puisque personne ne donne son argent pour rien; il est évident que la question du remboursement est de la plus haute importance. Or, il faut reconnaître honnêtement que les emprunts faits au fascisme, ne pourront jamais être rendus par un pays ruiné par le mécanisme de ces emprunts.

Voilà pourquoi les éléments antifascistes ont toujours proclamé qu'ils sont dans l'impossibilité de reconnaître que les emprunts faits au fascisme puissent constituer des obligations pour le pays et pour les successeurs du fascisme.

***

Un an d'activité du Comité des quatre pays

En 1929, la F.S.I. (Fédération Syndicale Internationale) constitua un Comité dit des Quatre pays, destiné à mener une campagne méthodique pour organiser les ouvriers métallurgistes du bassin luxembourgo-sarrois-lorrain. Ce Comité vient de se réunir à Forbach pour examiner les résultats obtenus et décider de l'effort à continuer; le *Peuple* du 22 mars a rendu compte de cette réunion :

La réunion, qui s'est tenue le 9 mars, était présidée par Walter Schevenels, secrétaire général de la F. S. I.; étaient également présents : P. Grassmann et H. Bockler (A. D. G. B.), R. Lenoir (C. G. T.), J. Bondas (Commission syndicale de Belgique), P. Krier et Fohrmann (Luxembourg), R. Klein (Internationale des métallurgistes), G. Kappler (Internationale du bâtiment), Eisenring et Billès (Moselle et Alsace-Lorraine), Brandt (Trèves) et les deux secrétaires-propagandistes A. Rieth et Girard.

Le Comité délibéra d'abord sur les deux rapports des délégués à la propagande et exprima sa satisfaction sur l'action, ainsi que l'activité de ceux-ci depuis leur entrée en fonction les 1er mai et 1er juillet 1930. Après une longue discussion sur les moyens d'action à mettre en application et la tactique à suivre pour réveiller l'esprit syndical des masses très considérables de cette région industrielle très importante, le Comité prit acte des résultats acquis jusqu'à présent.

Quoique les illusions et l'attente n'eussent pas été très grandes dès le début, en raison des difficultés sans nombre que rencontre une telle action de propagande, tous les membres du Comité ont unanimement exprimé leur satisfaction quant à l'influence morale qu'obtient notre mouvement syndical et le développement de nos sections syndicales locales, qui montre déjà l'heureux revirement qui est en train de s'opérer dans la mentalité ouvrière de ces régions. Les perspectives deviennent de plus en plus encourageantes et, dans la plus prochaine période, cette évolution favorable s'exprimera par une force de recrutement grandissante.

Le Comité a été d'accord pour déclarer que l'action entreprise et l'expérience engagée doivent être poursuivies avec toute l'énergie possible et dans la forme actuelle. En raison de quoi le Comité recommande aux organisations intéressées de renouveler pour 1931-1932 l'effort qu'elles ont déjà effectué pour 1930-1931.

Ensuite, le Comité a examiné le rapport de la sous-commission, qui avait été chargée d'élaborer un programme d'action, de fixer provisoirement les directives pour l'activité des deux propagandistes et de déterminer les dispositions réglementant ou facilitant la collaboration, la coordination et la coopération de toutes les organisations venant en ordre de considération pour l'action syndicale dans la région industrielle envisagée. Sauf quelques modifications d'ordre secondaire, les conclusions proposées par la sous-commission ont été adoptées. Finalement, les mesures ont été arrêtées pour poursuivre et guider l'action future du Comité des Quatre Pays.

En conclusion, les décisions fructueuses prises à Forbach laissent prévoir dans un avenir proche des résultats heureux et l'essor du mouvement syndical dans ce coin de l'Europe, qui est demeuré jusqu'à présent la forteresse quasi incontestée du despotisme féodal patronal.

***

Les ouvriers hindous et le mouvement nationaliste

La *Lumière* du 7 mars a reproduit une interview donnée au quotidien socialiste viennois *Die Arbeiter Zeitung* par un militant ouvrier hindou, Mohamed Umar Rajab, président du syndicat des ouvriers du textile de Bombay, qui prit part l'an dernier au Congrès syndical de Stockholm et qui, depuis, voyage en Europe pour étudier le mouvement ouvrier.

Voici les parties essentielles de cette interview :

— Quelle est l'attitude des ouvriers hindous devant le mouvement nationaliste révolutionnaire? a demandé le rédacteur du journal viennois au chef ouvrier hindou.

— Ce sont les nationalistes qui sont venus à nous, déclare Mohamed Umar Rajab. Et ils nous ont dit : Abandonnez vos revendications! Abandonnez votre lutte sociale. Les Indes doivent tout d'abord conquérir leur indépendance! Nous avons accepté de collaborer au mouvement d'indépendance, mais à la condition qu'on assurerait aux ouvriers de meilleures conditions de vie. Les nationalistes, dont les chefs sont de gros industriels et de gros propriétaires fonciers, ont refusé de donner sur ce point une réponse précise et de se lier par des engagements. C'est pourquoi nous ne participons pas directement au mouvement de non-coopération et de libération. Cela ne veut pas dire que nous ayons adopté une attitude hostile à l'égard du mouvement nationaliste, mais simplement, nous n'y participons pas d'une manière active. Nous disons aux ouvriers : Votre devoir est de lutter non seulement contre la domination anglaise, mais aussi et avant tout contre les capitalistes. Certes, quantité de nos ouvriers ne comprennent pas ce point de vue et nos organisations ouvrières ont beaucoup à souffrir de l'influence qu'exercent sur les masses le mouvement politique et les événements de ces derniers mois.

QUE FERA GANDHI?

La seconde question que le rédacteur de « Die Arbeiter Zeitung » pose au chef ouvrier hindou est la suivante : Que va-t-il se passer maintenant? Les nationalistes accepteront-ils les résultats de la conférence de Londres? Que fera Gandhi?

Cette interview de Mohamed Umar Rajab a été prise avant que soit connue en Europe l'attitude de Gandhi. On verra jusqu'à quel point le chef ouvrier hindou s'est montré perspicace :

— Gandhi exerce une grande influence sur la population hindoue, mais n'oubliez jamais que c'est un faible. Il n'a entrepris son dernier mouvement, sa dernière action qu'à contre-cœur et sous la pression des éléments radicaux du mouvement nationaliste. Mais au moment où Gandhi viendra à les gêner, ceux-ci n'hésiteront pas à le jeter par-desus bord. Ils ont déjà fait une première expérience en 1920, quand éclata le premier mouvement de non-coopération. Il a fallu très longtemps avant que le mouvement nationaliste fût vraiment déclenché. C'est pourquoi je ne crois pas que les nationalistes céderont maintenant. Et quant à Gandhi, il va louvoyer.

LE MOUVEMENT DE BOYCOTT

La conversation roula ensuite sur les différentes formes que prend la bataille aux Indes, sur les « jours de deuil », sur la fermeture des commerces et l'arrêt des fabriques, autant de phénomènes qui provoquent de graves troubles économiques. Le boycott des marchandises étrangères et anglaises en particulier, joue un rôle très grand dans la vie économique des Indes. Depuis des mois, les étoffes hindoues portent un timbre spécial; mais les capitalistes anglais qui veulent éviter le boy-

cott imitent ce timbre et l'apposent sur les étoffes qu'ils fabriquent dans leurs entreprises hindoues.

A cela s'ajoute le mouvement d'agitation de Gandhi en faveur du retour au rouet, mais ce mouvement touche surtout les paysans. le paysan hindou, qui ignore encore tout des méthodes modernes d'exploitation, est inoccupé plusieurs mois par année; lorsque la récolte est terminée, il attend la pluie. A cette époque, il ne sait que faire. Gandhi lui recommande de filer.

— Ce mouvement exerce-t-il une influence sur l'industrie du textile?

— Pas pour l'instant. Quoique l'industrie hindoue du textile se développe rapidement, elle ne couvre qu'un tiers des besoins du pays. Tout le reste doit être importé de l'étranger.

Mohamed Umar Rajab parle ensuite du boycott de l'alcool, un mouvement dans lequel les femmes jouent un rôle important. En effet, celles-ci ont une organisation qui place des piquets devant les débits d'alcool:

— Les causes de ce mouvement, dit le chef hindou, sont d'origine religieuse, économique et sociale. Toutes les religions qui sont pratiquées aux Indes interdisent l'usage de l'alcool. Dans un pays tropical comme l'Inde, l'alcool est dangereux. Du reste, l'alcool est un produit importé de l'étranger. Et les ouvriers hindous devraient encore prélever une part sur leurs salaires de famine pour de l'alcool...

Rajab en vient alors à parler des conditions de vie et des salaires des prolétaires hindous. Cette situation est terrible. Les ouvriers et leur famille vivent en tas dans des baraques de terre glaise ou de fer-blanc, qui ont rarement plus d'une pièce. Des milliers d'ouvriers n'ont pas de logement et couchent dans les rues. Ces conditions nuisent à l'organisation syndicale.

L'ORGANISATION DES PROLÉTAIRES HINDOUS

L'Inde compte aujourd'hui un million d'ouvriers industriels; si l'on compte parmi les ouvriers les petits artisans et ceux qui travaillent à domicile, on arrive au chiffre de 3 millions. L'Inde est un pays agricole. La plus grande branche d'industrie est celle de la laine qui occupe 347.000 ouvriers, tandis que les filatures de jute occupent 200.000 travailleurs. Puis viennent les chemins de fer. Environ 250.000 ouvriers hindous seulement sont organisés. En 1929, les communistes, aidés des nationalistes, ont fait la scission dans les syndicats. Les ouvriers du textile constituent de puissants syndicats qui ne sont pas encore fédérés. La conséquence en est que les salaires varient d'une ville à l'autre. Malgré tout, les salaires sont partout très bas. Les ouvriers hindous ne reçoivent qu'un cinquième du salaire payé à un ouvrier européen travaillant aux Indes!

Le rédacteur du journal ouvrier viennois posa alors au chef hindou la question suivante :

— Les ouvriers hindous souhaitent-ils un règlement pacifique du problème politique? Ont-ils quelque chose à gagner à la nouvelle constitution?

— Non, répond Rajar, les ouvriers ont peu de chose à gagner. La nouvelle constitution ne donnera pas le droit de vote aux ouvriers. Si donc un gouvernement hindou venait à remplacer le gouvernement anglais, la situation des ouvriers serait la même. Notre lutte ne fera que commencer lorsque l'Inde aura été libérée des Anglais. Nous voulons la libération des Indes parce que les ouvriers n'auront plus qu'un seul ennemi au lieu d'en avoir deux!

***

La grande industrie allemande et la Russie

D'une correspondance de Berlin au *Journal des Débats* (21 mars), extrayons quelques renseignements précis sur les récentes affaires conclues entre la Russie et les grands industriels allemands de la sidérurgie et de l'électro-mécanique :

La grande industrie allemande, sur l'invitation des Soviets, cherche à reprendre ses affaires d'exportation de matériel vers la Russie. Après la disparition des illusions de naguère touchant la « conquête du marché russe », les chefs de la sidérurgie et de l'électromécanique d'outre-Rhin reviennent aux contrats partiels, et ceci à l'heure choisie par Moscou.

En vérité, la balance des échanges commerciaux germano-soviétiques normaux n'est que très faiblement active en faveur de l'Allemagne. Les Etats-Unis ont, au cours de ces dernières années, enlevé à l'industrie allemande la première place dans l'importation en Russie. Pour les fournitures électromécaniques même, le moment n'est plus éloigné où l'industrie américaine supplantera les usines allemandes. Pour ce qui est des machines agricoles et des tracteurs, l'Allemagne ne livre qu'une modeste part du chiffre d'importation américain. L'industrie allemande ne conserve d'avance nette que dans les livraisons de machines-outils et de pièces détachées, d'appareils d'optique, de fine mécanique, de produits chimiques et d'engrais. L'ensemble des achats effectués par les Soviets en Allemagne au cours de l'année 1930 n'a pas dépassé 566 millions de marks.

Comme les affaires précédentes du même ordre, celle que discutent actuellement Berlin et Moscou pose tout d'abord la question du crédit. Les Soviets ne veulent rien payer comptant. Ils offrent 20 % en traites à trois mois, le solde, sur 300 millions, soit 240 millions de marks, étant réglable par échéances en deux ans et demi. Les industriels allemands négocient donc avec le chancelier pour qu'un consortium de banques soit constitué qui escomptera les 60 millions de marks de traites et avancera les 240 autres millions de marks aux usines allemandes. Il faudra de nouveau chercher l'appui de banques étrangères disposées à aider au « financement » de l'entreprise. Bien plus, les industriels allemands demandent au Cabinet d'Empire que le Reich assume la garantie de bonne fin pour 70 % des factures. Les magnats veulent bien exporter et gagner de l'argent, mais seulement aux risques et périls des contribuables! Le chancelier Brüning s'emploie cependant à mettre cette combinaison financière sur pied, car il est visiblement fort heureux de saisir l'occasion de fournir du travail à 150.000 chômeurs.

ENTRE NOUS

Nos camarades ont vu par la lecture du bilan de 1930 que la situation administrative de la Revue n'est pas brillante. Aussi travaillons-nous d'arrache-pied à l'améliorer.

Nous avons pris, le mois passé, 170 possibles à qui il nous reste encore à faire le service de ce numéro.

Nous espérons qu'ils voudront bien tenir compte des indications de la circulaire que nous leur avons adressée, entre temps, et que le chèque postal nous avertira bientôt de leur abonnement.

30 abonnements expirés en février et 70 en mars ne sont pas encore renouvelés.

Nos lecteurs veulent-ils nous infliger des travaux supplémentaires et veulent-ils payer des frais de recouvrement? Ils ont certainement par devers eux l'imprimé de mandat-carte de notre chèque postal.

Qu'ils le remettent à la poste dûment rempli. Nous y trouverons notre compte les uns et les autres.

Aux 92 abonnés dont l'abonnement est échu en avril, nous demandons de faire diligence pour nous envoyer leur renouvellement.

27 de nos camarades, abonnés de soutien, n'ont encore rien versé pour 1931, malgré notre circulaire du 5 février.

Nous leur en adresserons une deuxième.

Il nous faut absolument assainir notre trésorerie.

SOUSCRIPTIONS DE MARS

Prudhomme (Paris), 10; *Aigueperse (Hte-Vienne)*, 15; *Mlle Poulier (Rhône)*, 10; *Thomas (Indre)*, 20; *Farsy (Pas-de-Calais)*, 10; *Savel (Loire)*, 10; *M. B. (S.-et-O.)*, 20; *Archambau (Seine)*, 5; *Pelletier (Paris)*, 10; *L. Garnier (Seine)*, 10; *Anonyme*, 5; *Faure (Loire)*, 5; *Volut (Cher)*, 5; *Anonyme*, 2.50. — *Total du mois* : 137 fr. 50.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Vidal (Hte-Loire), 50; *Loriot F. (Paris)*, 50; *Jenn (Paris)*, 40; *Aufrère (Seine)*, 100; *Roger Hagnauer (Paris)*, 100; *Croze (Paris)*, 100; *Mlle Boyer (P.-de-C.)*, 100; *Giauffret (Alpes-Marit.)*, 100; *Berthélemy (I.-et-L.)*, 50. — *Total du mois* : 690.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND
Impr. LABOR 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être brimé par un « appareil »?
Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'existence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements

CONTRE LA GUERRE
POUR LA REVOLUTION RUSSE
CONTRE L'ETOUFFEMENT DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour que « L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ».

Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à le répandre.

COMMÉMOREZ LE 18 MARS EN LISANT OU RELISANT

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS

Edit. de la Librairie du Travail ..... Prix : 25 fr.

C. TALES

LA COMMUNE DE 1871

préface de L. Trotsky

Edit. de la Librairie du Travail ..... Prix : 12 fr.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Gaston CHERAU : **Le Flambeau des Riffault** (Fasquelle) ..... 12 fr.
A. ISRAEL : **L'Ecole de la République** (Hachette) ..... 15 fr.
G. DUHAMEL : **Géographie cordiale de l'Europe** (Mercure) ..... 15 fr.
M.-L. GUZMAN : **L'Ombre du Caudillo** (N. R. F.) ..... 15 fr.
LUGNE-POE : **Le Sot du Tremplin** (N. R. F.) ..... 15 fr.
André BEUCLER : **La Vie d'Ivan le Terrible** (N. R. F.) ..... 15 fr.
Maréchal FOCH : **Mémoires pour servir à l'Histoire de la Guerre de 1914-1918** (Plon). Deux vol. ..... 60 fr.
Jean-Richard BLOCH : **Destin du Siècle** (Rieder) ..... 15 fr.
Jehan BOJER : **Gens de la Côte** (Calmann-Lévy) ..... 12 fr.
L. PIERARD : **Rimouski-Puebla** (Valois) ..... 15 fr.
Upton SINCLAIR : **Samuel le Chercheur** (Valois) ..... 15 fr.
Ivan TOURGUENIEFF : **L'Abandonnée** (Stock) ..... 24 fr.
Sinclair LEWIS : **Sam Dodsworth** (Plon) ..... 16 fr.
Alexandre BLOCK : **Les derniers jours du Régime impérial** (N. R. F.) ..... 15 fr.
E. GLAESER : **La Paix** (Rieder) ..... 16 fr. 50
Georgette LEBLANC : **Souvenirs** (Grasset) ..... 18 fr.
B. DE JOUVENEL : **Vie de Zola** (Valois) ..... 15 fr.
Joseph VOISIN : **Francine et son Village** (Valois) ..... 15 fr.
R. VON MIKUSCH : **Ghazi Mustapha Kemal** (N. R. F.) ..... 15 fr.
H. BERENGER : **Châteaubriand** (Hachette) ..... 25 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Tarassov RODIONOV : **La Révolution de février 1917** (N. R. F.) ..... 15 fr.
Kathleen SIMON : **Esclavage** (N. R. F.) ..... 15 fr.
René GIRAUD : **Vers une Internationale Economique** (Valois) ..... 15 fr.

LA REVUE D'ETUDE, DE LITTERATURE ET D'ART

LES PRIMAIRES publie à partir du 1er mars un roman de notre camarade B. GIAUFFRET :

VIBARS

Village d'après-guerre

Bois gravés d'Henri Bourguignon

« Evocation du moment où les hommes avaient des velléités d'agir en révolutionnaires... Œuvre solide, émouvante, exacte par son atmosphère et par ses détails. »

ABONNEMENT : *Un an* : 30 francs ; *six mois* : 18 francs

36, rue Ernest-Renan — ISSY-LES-MOULINEAUX (Seine)

C/c Bonissel, 692-94, Paris

SPECIMEN GRATUIT SUR DEMANDE